

Pérou De l'or: à quel prix?

Xavier Arbex, prêtre suisse, vit au Pérou depuis une bonne vingtaine d'années, dans la capitale du département de Madre de Dios, en Amazonie. De passage en Suisse, il nous a parlé des brusques changements vécus dans cette région à la suite de la venue massive d'orpailleurs et de la construction du tronçon péruvien de la route interocéane.

Située à la confluence de deux rivières affluentes de l'Amazone, dans la jungle du sud-ouest péruvien, la ville de Puerto Maldonado a connu une forte croissance démographique cette dernière décennie, passant de 25'000 à plus de 60'000 habitants. On l'appelle la capitale péruvienne de la biodiversité à cause de la richesse extraordinaire de sa faune et de sa flore. La région de Madre de Dios - à l'origine, agricole-, connaît de profondes transformations depuis l'arrivée de plusieurs dizaines de milliers d'orpailleurs qui retirent la poussière d'or des sols sablonneux aux abords des fleuves et à l'intérieur de la forêt primaire. La forte immigration, ainsi qu'une activité prédatrice avec une visée à court terme, a transformé la région en une sorte de Far West, au sein duquel la vie familiale et sociale est déstructurée.

40 tonnes de mercure

L'orpaillage est l'œuvre de milliers d'exploitations, artisanales pour la plupart. La majorité ne possède pas de concessions légales. La mortalité est élevée en raison des accidents du travail et de la violence. L'extraction se fait au prix d'une dégradation énorme de l'environnement, non seulement à cause de la déforestation et de l'érosion, mais aussi en rai-

son de l'utilisation du mercure. On estime qu'environ 40 tonnes de mercure seraient déversées dans l'environnement chaque année. Cette activité hautement prédatrice est malheureusement stimulée par le prix élevé de l'or sur le marché mondial.

Le Pérou est actuellement le sixième producteur mondial d'or et les mines artisanales de Madre de Dios produisent à peu près 70% de l'extraction totale du pays. La commercialisation de l'or, ainsi que celle du mercure, se font par des filières le plus souvent illégales, parfois liées au trafic de drogue. Si le mercure, produit très toxique pour la santé et l'environnement, arrive légalement à la douane péruvienne, on en perd ensuite la trace.

Une nouvelle technique permet de se passer du mercure (ce qui ne résout qu'une partie des problèmes environnementaux), en séparant les métaux du sable. Cet appareil augmentant le rendement de 30%, on calcule qu'un producteur moyen est capable de le payer en un mois. L'idée est également d'associer la vente de la machine à d'autres conditions, comme la déclaration de l'activité d'extraction de l'or auprès des autorités de protection de l'environnement.

Une nouvelle route

Le chantier de la route interocéane, aboutissant à Puerto Maldonado, est bien avancé sur son tronçon Brésil-Pérou. Xavier craint que la conclusion des travaux ne provoque à terme l'augmentation de l'exploitation de l'or, de la délinquance et du trafic de drogue. En outre, il a déjà observé que la facilité d'accès à la forêt a favorisé l'installation de plusieurs scieries dans la ville. Les grands groupes forestiers venant du Japon et des Etats-Unis s'intéressent désormais à la région. «L'intégration continentale» de l'Amérique latine au travers de

ces grands travaux (routes et barrages) est censée favoriser le développement économique et social. Malheureusement, on constate que -comme lors de la construction de la route Transamazonienne dans les années septante- les premières conséquences en sont l'accélération du retrait des ressources naturelles, la destruction des sociétés locales et la dégradation de l'environnement.●

Virginie Estier dos Santos

Consommation Or et éthique

En octobre dernier, NiceFuture, une association en faveur de la consommation éthique, organisait à Genève les rencontres «ethical fashion days». Parallèlement à un concours de mode éthique était organisé un concours de bijoux en «or propre». Celui-ci visait à sensibiliser les joailliers aux questions sociales et environnementales liées à la production de l'or et à les inciter à travailler avec de l'«or propre».

Suite à cet événement s'est créé un réseau d'artisans bijoutiers s'engageant à ne travailler qu'avec des métaux et des pierres extraits selon des moyens socialement et écologiquement responsables. Cette démarche positive est rendue difficile par le fait que le marché de l'or est particulièrement opaque et qu'il est difficile de connaître son origine, ainsi que les conditions de son extraction. Par conséquent, s'il existe déjà certains fournisseurs «propres», comme la mine Oro Verde en Colombie et des bijoutiers conscients du problème, il n'y a pas encore de certification internationale pour l'or ou d'autres métaux précieux. Or, selon Amnesty International, seul un contrôle externe et indépendant permettrait de ne pas se limiter à donner bonne conscience au secteur de la bijouterie.●

VES

Action de Carême Justice climatique

Comme chaque année, la Campagne œcuménique de Carême nous propose de contribuer à faire changer les choses, parallèlement à un geste de solidarité avec les plus défavorisés de notre planète. Avec le thème «Droit à l'alimentation et climat», plusieurs actions sont lancées:

- Les paroisses peuvent calculer l'émission de gaz à effet de serre provoquée par leurs activités en accédant au calculateur de CO2 et ainsi, réfléchir à la gestion énergétique de leurs locaux. «Balayer devant sa porte» permet aux Eglises d'acquiescer une plus grande crédibilité, quand celles-ci interpellent la société sur un enjeu comme celui du réchauffement climatique.

- Quant aux particuliers, ceux-ci peuvent devenir «Kyoto-compatibles» en réduisant leurs émissions personnelles. Il est possible de les calculer sur www.leclimatentrenosmains.org.

- Une pétition Justice climatique est lancée, demandant entre autres que la Suisse s'engage à diminuer ses émissions de CO2 de 40% d'ici à 2020. Nous reviendrons plus en détail sur les enjeux de cette action dans le COTMEC-Info de février. Soutenir la récolte de signatures pour une pétition mobilise passablement d'énergie, mais nous ne pouvons oublier que la campagne de l'année passée (0,7%-ensemble contre la pauvreté) qui avait recueilli plus de 200'000 signatures dans toute la Suisse a créé un mouvement d'opinion significatif. Celui-ci a sans doute favorisé la prise de position du Conseil national en faveur de l'augmentation de l'aide publique au développement en décembre dernier.

- Les paroisses sont encouragées à favoriser l'information et la sensibilisation sur le thème de la campagne. Cette année, Martyna Olivet, responsable de la COTMEC, est une des intervenantes de la Campagne. Biologiste de formation, elle connaît bien la problématique du réchauffement climatique et des «mécanismes de développement propre» et est disponible pour vous en parler plus en détail. N'hésitez pas nous contacter: info@cotmec.ch ou tel au 022/708 00 78.●

VES

Agenda

11 mars: représentation du spectacle «La fin de la faim est...» par la troupe brésilienne «Loucas de Pedras Lilas». Avec humour et légèreté, les comédiennes illustrent par des sketches quelques défis politiques et citoyens liés au droit à l'alimentation et aux dangers du changement climatique. 14h et 18h30 au Temple des Pâquis, rue de Zurich, Genève.

Publication Capitalisme du désastre

La doctrine du choc, la montée d'un capitalisme du désastre (Leméac 2008) est le dernier ouvrage de la journaliste d'investigation Naomi Klein. Elle y démontre comment le capitalisme tire avantage des périodes de chocs (catastrophes naturelles, crises sanitaires ou économiques), pour les transformer en opportunités et étendre son emprise. Extraits.●

M.O

La doctrine du Choc. Les années 40 ont été une décennie de découvertes et de développement en médecine et en psychiatrie. Les scientifiques ont développé une nouvelle technologie, pour soigner les adultes atteints de maladies mentales. En utilisant les électrochocs, les cerveaux des patients sont nettoyés, leur donnant l'opportunité d'un nouveau départ. C'est sur cette page blanche que les physiciens impriment une nouvelle et saine personnalité. (...) Mais ces techniques ne fonctionnent pas uniquement sur les individus. Elles peuvent fonctionner sur des sociétés entières. Un traumatisme collectif, une guerre, un coup d'Etat, une catastrophe naturelle, une attaque terroriste, nous plonge à tous en état de choc. Résultat: comme les prisonniers dans la salle d'interrogatoire, nous aussi devenons comme des enfants, et nous sommes enclins à suivre les leaders qui clament qu'ils vont nous protéger. Il y a une personne qui a compris ce phénomène dès le début, ce fut le plus grand économiste de notre époque: Milton Friedman. Friedman croyait à une vision radicale de la société où le profit et le marché régiraient tous les aspects de la vie. Incapables de mettre en œuvre ces réformes démocratiquement, Friedman et ses disciples ont recouru au pouvoir du choc.●

éclairage

Theo et la Theotokos

Il s'appelle Théo. Un bébé de six mois assis sagement sur les genoux de sa maman tout au long d'une messe solennelle retransmise le jour de Noël en Eurovision. Dire qu'il fut la vedette de ce spectacle serait exagéré et théologiquement peu correct. L'attention des caméras -et du public donc!- était plutôt captée par un ânon bonasse qui picorait son picotin, en compagnie d'un petit veau tout aussi débonnaire et de quelques brebis et moutons qui rumaient dans leur coin. Tout ce joli monde logeait à la même enseigne: une église de Genève, à droite de l'autel, indifférent à la polyphonie et au parfum d'encens. Indifférent, ai-je dit? Qu'en sais-je moi-même, après tout?

L'enfant qui tenait la place du petit de Marie n'était apparemment pas né sur la paille. Mais à Rio, m'ont dit ses parents. Dans une favela ou à Copacabana? La «sainte Famille» garda son secret. Ce qui était certain toutefois, c'est que ce petit Jésus de circonstance était afro-brésilien. Son prénom aussi était connu et le prédestinait à tenir son rôle. Il s'appelait «Theo», qui se traduit par «Dieu» dans notre langue. L'enfant de Bethléem portait lui aussi un vocable divin: «Emmanuel» ou «Dieu avec nous». Pourquoi s'étonner que les bébés du Brésil puissent partager son patronyme? Ne sommes-nous pas tous de sa race, comme dit l'écriture? Quant à la maman de Théo, elle est tout naturellement une «Theotokos», littéralement, une «mère de Dieu», titre conféré à Marie par un Concile trois siècles après sa maternité.

Merveilleux Noël où le ciel et la terre se confondent et s'entremêlent. Sans oublier nos drôles de paroissiens, ahanant et ruminant dans les parages. Il faut vraiment de tout pour confectionner ce beau monde que Dieu confie à notre respect et à notre usage. Il faut surtout honorer le plus petit des humains créé à son image.●

Guy Musy

édito

Insidieuse violence

C'est la tentative de la multinationale sud-coréenne Daewoo à Madagascar qui a attiré l'attention des médias à la fin de l'an dernier. Faute d'avoir le droit de les acheter, elle entendait louer à l'État malgache, pour 99 ans, des terres en vue de planter un million d'hectares de maïs dans l'ouest du pays et trois cent mille hectares de palmiers à huile dans la partie est. Non pas pour nourrir la population malgache, mais pour assurer l'approvisionnement de la Corée du Sud et pour la production d'agrocarburants. Et cela sans payer autrement que par des investissements et des emplois.

Tant l'État malgache que Daewoo nient avoir abouti à un accord définitif. Il n'empêche que l'affaire, jusque-là traitée, semble-t-il, fort discrètement, a suscité une vive émotion dans un pays où la terre des ancêtres a un caractère sacré. Une affaire loin d'être unique. Avant même la hausse brutale du prix des produits agricoles qui a provoqué des émeutes de la faim au printemps dernier, on observait une ruée sur les terres cultivables. Exemple: entre novembre 2007 et mai 2008, des investisseurs étrangers ont acquis 2,2 millions d'hectares au Brésil. Un pays où, dit le Mouvement des Sans Terre (MST) qui fête cette année son 25^{ème} anniversaire, le capital international et financier a encore renforcé son contrôle sur l'agriculture depuis l'arrivée de Lula au pouvoir.

Le sol de bien des contrées est ainsi l'objet de toutes les convoitises. Si l'Union européenne n'achète pas directement des terres dans les pays du Sud, elle les «détourne» des productions vivrières en important du soja pour le bétail ou des denrées destinées à ses usines d'agrocarburants, soulignent Les Amis de la Terre. Tout cela avec la complicité de dirigeants locaux. «C'est un pacte néocolonial», clame Jacques Diouf, directeur de la FAO. Les petits paysans, qui forment les gros contingents des 963 millions de sous-alimentés de la planète (source FAO) sont étranglés. Il y a là une forme de violence insidieuse.●

Michel Bavarel

Zimbabwe Système de santé torpillé

Fin 2008, une épidémie de choléra éclate au Zimbabwe. Se propageant sur fond d'effondrement économique et de chaos politique, la maladie gagne sans peine l'ensemble du pays. Au regard du naufrage affiché, il est difficile de croire qu'il y a dix ans à peine, en plus d'être le grenier céréalier de l'Afrique australe, le pays formait l'élite médicale de la région. Interview avec le Dr. Michael Mbitzvo, ancien professeur de l'Université d'Harare.

Martyna Olivet (M.O) Quel impact a la fuite de cerveaux dont souffre le pays sur le secteur médical?

Michael Mbitzvo: C'est dévastateur. Dans le domaine des professionnels de la santé on estime avoir perdu près de la moitié des médecins en dix ans et encore plus si on regarde parmi les infirmières qualifiées et les sages-femmes. Là, j'estime à 80% les pertes. C'est simple, le plus souvent il ne reste en poste que de jeunes médecins peu expérimentés ou ceux qui sont proches de la retraite.

M.O: Vous avez enseigné à la faculté de médecine d'Harare. Est-elle encore à même de former des médecins?

Michael Mbitzvo: La formation de nouveaux praticiens est en partie compromise par le manque de matériel et le côté vétuste des installations. Cependant, il reste encore en poste des enseignants très réputés et qualifiés. Je le répète souvent, le Zimbabwe a jadis formé l'élite médicale de l'Afrique australe, et ses travaux dans le domaine de la recherche médicale ont eu été cités dans des revues internationales, ce qui n'est pas rien pour

un pays d'Afrique. Le Zimbabwe bénéficiait alors d'une très bonne politique en matière de santé publique.

M.O: comment voyez-vous le rôle de la société civile, en particulier de la diaspora dont vous faites partie?

Michael Mbitzvo: Nous devons faire passer le message que la crise sanitaire auquel le pays fait face affecte tout le monde, quelque-soit son bord politique. Et la réponse que l'on doit apporter à cette crise doit être une réponse humanitaire qui soit neutre politiquement. Il est intolérable que l'on discrimine l'accès aux soins essentiels pour des raisons d'appartenance politique.

Depuis l'étranger, nous pouvons venir en appui à des structures existantes, comme des polycliniques, pour tout ce qui est matériel. La situation des soignants est tragique: ils manquent de tout, des médicaments au savon pour se désinfecter les mains, en passant par les gants et les blouses. Tant de patients meurent par manque de cet équipement de base. Mes collègues ne cessent de me rapporter des cas tragiques qui sont révoltants. C'est pourquoi, avec d'autres, j'ai fondé European Zimbabwe health access trust (association zimbabwéenne pour l'accès aux soins de santé section Europe, E-ZIHAT). Avec des moyens, pour l'instant modestes, nous espérons venir en aide à ceux qui ne se résignent pas à voir leurs patients décéder.

M.O: Sur quoi allez-vous axer votre action à E-ZIHAT?

Michael Mbitzvo: Nous cherchons à renforcer le domaine du suivi de grossesse et de l'obstétrique. Bien trop de femmes meurent en couches dans des hôpitaux qui manquent de tout. Cette situation intolérable a été identifiée comme prioritaire par les soignants eux-mêmes.●

Martyna Olivet

Echos du terrain Dépasser la haine

C'est la farouche volonté affirmée par l'Initiative de Genève pour la paix dans la Région des Grands Lacs. Cette volonté prend actuellement la forme d'un recueil de témoignages sonores et photographiques. Ils sont le fruit des rencontres faites au Rwanda, au Burundi et à l'Est de la République Démocratique du Congo par l'auteure Sandra Korol et le photographe Serge Boulaz. Ces témoignages donneront naissance à une exposition itinérante et à un livre –à la réalisation duquel s'est associé la COTMEC–, que nous vous présenterons lors de leurs parutions. Ces supports seront disponibles pour une sensibilisation et un travail de construction de la paix, tant ici que dans la région des conflits.

L'œil et la plume de ces œuvres se centrent sur cette petite lumière qui brille, même dans le plus médiocre, où elle peut être cachée par la souffrance ou le ressentiment. En misant sur ce «plus petit dénominateur humain», la réconciliation devient possible. «Celui qui a provoqué le génocide», dit l'un des témoins, «est encore vivant. Il est en chacun d'entre nous. Il s'appelle égo. Attendez-vous à ce qu'il récidive!»

Et si, dépassant la haine, un façonnage d'humanité est possible là-bas, après de tels déchirements, il est possible partout, à tout instant, et donc ici et maintenant. «Dansez donc! La vie est plus forte que tout!»●

Roland Pasquier

Prochainement, plus d'informations sur le projet seront disponibles sur notre site Internet à la page suivante: <http://www.cotmec.ch/index.php/actions/view/4>

Accès à la santé Pilule amère

Un beau jour, par obligation professionnelle ou choix personnel, vous êtes amené à embarquer pour de lointaines contrées, quelque part entre le tropique du Cancer et celui du Capricorne. En voyageur prévoyant, vous prenez le temps de faire le point sur la situation sanitaire de cette région, pour ne pas laisser la maladie contrarier vos projets. A l'issue de vos recherches, il est fort probable que vous ayez des clefs de compréhension d'un indicateur patent d'inégalité: l'accès aux soins de santé.

Il est à parier que la malaria soit la première infection à propos de laquelle vous allez compulsurer des données. Très vite, les moyens de l'endiguer vous seront familiers: prophylaxie, répulsifs et modeste arsenal curatif. Véritable épée de Damoclès suspendue au-dessus de millions d'habitants, la malaria est, à juste titre, le fléau tropical le plus médiatisé. Du reste, vous constatez que le plasmodium n'est de loin pas le seul parasite à vous menacer. Nombre de maladies endémiques aux noms peu avenants -bilharziose, leishmaniose et autres «oses»- sont véhiculées par des microorganismes aux cycles de vie compliqués. Contrarié, vous apprenez qu'il vous faut, oublier tout recours à la prophylaxie pour vous en protéger et que les rares traitements disponibles commencent sérieusement à dater, par manque de recherches appropriées. Que dire des cas où la production de médicaments a tout bonnement été stoppée, faute de ne pas suffisamment rapporter? Il est vrai que vous n'étiez pas encore bien au fait de la notion de maladies tropicales négligées (voir encadré). Las, vous-vous contenterez d'éviter de boire l'eau non traitée, de vous baigner dans l'eau stagnante et dormirez sous une moustiquaire dûment imprégnée. Ces quelques mesures, bien à portée de votre bourse, vous permettront d'éviter l'essentiel de la contamination.

Le Sud durement touché

Concernant le VIH-Sida, vous étiez déjà bien informé. Bon, pas au point d'envisager que 90% des personnes infectées se trouvent désormais au Sud... Quant à la tuberculose, qui évoque pour vous une maladie d'un autre siècle, vous avez du mal à croire qu'elle soit en pleine résurgence, causant deux milliards de décès par an rien qu'en Afrique et en Asie et contaminant 9 millions de personnes. Dans ce contexte, vous avez du mal à croire que seul trois nouveaux traitements aient été mis sur le marché ces trente dernières années.

Vous allez maintenant consacrer le plus grand soin au contenu de votre trousse de premiers secours,

sachant que vous ne trouverez pas les enseignes vertes des pharmacies qui ornent chaque coin de nos rues. Prudent et sensibilisé, vous n'allez pas remplir la bourse de vendeurs non qualifiés qui œuvrent sur le marché illicite des comprimés au détail. Avec surprise, vous constatez qu'il ne vous faut guère plus d'une douzaine de médicaments, dont une majorité de génériques, pour venir à bout des principales infections bactériennes et même parasitaires. De fil en aiguille, vous arrivez sur des travaux de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) relatant ses efforts dans le domaine de l'implémentation des médicaments essentiels (voir encadré). Stupéfait, vous apprenez qu'il faut à peine 340 médicaments pour répondre à l'ensemble des besoins prioritaires de santé d'une population (y compris dans le domaine des maladies non transmissibles et des interventions chirurgicales). Une paille, si l'on compare au véritable bottin téléphonique de substances dont dispose ici chaque praticien. Pas surprenant, dès lors, que trois des huit objectifs du millénaire touchent à des questions d'amélioration d'accès à la santé.

Orienter la recherche pharmaceutique

Vous ressortez de votre voyage immobile sur la toile quelque peu ébranlé. L'état sanitaire de toute une partie du monde tient plus d'une négligence coupable que d'une fatalité. Laisser au marché, donc à la quête des profits, le loisir de guider l'orientation de la recherche et du développement en matière de santé ne pouvait avoir que des conséquences dramatiques pour l'accès aux médicaments des populations défavorisées. Rassurez-vous, vous n'êtes pas le seul à faire ce constat. En 2008, le Groupe de travail intergouvernemental de l'OMS sur la santé publique, l'innovation et la propriété intellectuelle (oufi) a vu son plan d'action adopté à l'unanimité. Ce dernier, via toute une série de mesures et recommandations, exhorte les Etats à réassumer leurs responsabilités en matière de recherche pharmaceutique. Et, fait important, il établit sans détour que le marché n'est pas à même de couvrir les besoins de la population mondiale. Reste qu'aucun cadre légal contraignant n'assure la mise en œuvre de ces mesures. A nous d'y veiller, par exemple en soutenant la Déclaration de Berne qui demande à notre gouvernement de se préoccuper des oubliés de la santé.●

Martyna Olivet



Pour aller plus loin: Déclaration de Berne

La Déclaration de Berne a consacré un numéro hors-série de sa revue *le Solidaire* du mois de septembre dernier à la question de la recherche pharmaceutique et des maladies du Sud. Une brochure thématique très complète qui aborde nombre de questions clés pour qui souhaite approfondir sa compréhension de la logique qui sous-tend la recherche et le développement de nouveaux médicaments: course aux brevets assurant un monopole sur les prix, renforcement de la collaboration entre les pôles de recherche fondamentale et l'économie, impact de la loi sur l'introduction des brevets et la recherche en matière de maladies négligées, etc. Un plus d'un rappel historique sur le rôle de l'OMC dans l'introduction des brevets sur les médicaments (accords ADPIC de 1995) et un panorama des inégalités en matière d'accès à des soins de santé. Le dossier examine aussi en détails la portée des recommandations du groupe de travail groupe de travail intergouvernemental de l'OMS sur la santé publique, l'innovation et la propriété intellectuelle qui représente un véritable espoir pour les pays du Sud à conditions que nos gouvernements jouent le jeu, sous la houlette vigilante de la société civile.●

Médicaments essentiels

- La liste des médicaments essentiels (LME) est un outil de politique de santé publique incontournable introduit par l'OMS en 1977 en vue d'améliorer l'accès aux soins de santé de toutes les régions du monde.
- Les médicaments essentiels, destinés à répondre aux besoins de santé prioritaires d'une population, sont choisis à travers un processus fondé sur des données factuelles, y compris leur efficacité et le prix.
- La dernière version, mise à jour en mars 2007, contient 340 médicaments à même de traiter les affections prioritaires au niveau mondial, dont le paludisme, le VIH/sida, la tuberculose, etc. Les médicaments antirétroviraux (ARV) utilisés dans la prévention et le traitement du VIH/sida y figurent depuis 2002.
- La LME sert de base à de nombreuses associations (MSF, Croix rouge, etc.) pour tout ce qui est campagne de dons, collecte et orientation de la production locale.
- À l'heure actuelle, quatre pays sur cinq ont adopté des listes nationales de médicaments essentiels. Ce qui ne garantit pas pour autant leur accessibilité pour la population.



Pour commander la brochure thématique de la Déclaration de Berne «Remédier à une négligence coupable» allez sur <http://www.evb.ch/fr/p25014645.html>

Maladies tropicales négligées

- Elles comprennent un ensemble de maladies qui touchent principalement les populations les plus démunies des pays en développement, notamment: la dengue, la maladie de Chagas, la maladie du sommeil, la schistosomiase, le choléra, etc.
- Du fait du faible pouvoir politique et surtout économique des personnes affectées, le développement de soins appropriés ne constituent ni une priorité de santé publique ni une priorité de recherche de la part des entreprises pharmaceutiques.
- En 2007, alors qu'un habitant de la planète sur six est atteint de maladies tropicales négligées, seul 13 des 1400 médicaments homologués entre 1975 et 1999 sont destinés au traitement des ces maladies (Source: Organisation mondiale de la santé)
- Ces infections sont favorisées par l'absence d'eau salubre, les mauvaises conditions de logement et le manque de moyens d'assainissement. Les enfants sont les plus vulnérables face à ces maladies qui, chaque année, tuent, handicapent ou rendent irrémédiablement invalides des millions de personnes.
- La lutte contre la transmission de ces maladies repose toutefois sur des mesures assez simples, qui, si elles sont bien appliquées, peuvent mener jusqu'à l'éradication.
- La fondation Drug for neglected diseases initiative s'engage pour le développement de médicaments contre ces maladies, sans profits et sous forme de «biens publics» accessibles à petit prix aux plus défavorisés. Pour en savoir plus: www.dndi.org
- L'OMS soutient également un programme spécial de recherche appliquée dans le domaine de ces maladies, voir www.who.int/tdr

avons une mission, parmi l'ensemble des êtres vivants, qui est d'en prendre soin, de garder, de cultiver le jardin de la nature. La mission de l'être humain est une mission éthique de protéger et de développer la Création. Car Dieu a laissé la Création incomplète et l'homme, avec son travail, peut porter en avant son projet. Les chrétiens, s'ils en ont conscience, ont une responsabilité tout à fait spéciale: les textes sacrés, la grande tradition, le contenu principal de la révélation contiennent un message important pour sauvegarder la nature, pour dire qu'au fond l'avenir de l'Homme n'est pas séparé de l'avenir de la nature. La solution pour la sauvegarde de la terre ne vient pas du ciel, mais du travail même des êtres humains.●

Réflexions sur la coopération

E-changer fête cette année 50 ans de coopération solidaire. A cette occasion, Sergio Ferrari et Beat Wehrle ont demandé à L. Boff quelle était sa vision de la coopération internationale.

S.F et B.W: Quel est votre regard sur la tendance, au Nord, à sous-estimer l'échange entre personnes?

Leonardo Boff: Cette critique provient du vieux modèle de développement uniquement matériel, recherchant avant tout l'efficacité, qui voit les relations objectives avec la nature comme plus importantes que les transformations sociales. C'est là une vision faible, parce qu'en vérité, le garant du bonheur des êtres humains, ce qui unit la famille humaine n'est pas le cumul des biens matériels ou une technologie plus développée, mais le sentiment de bonheur, l'auto-estime, la reconnaissance, le respect, l'amour entre les personnes et les peuples.

S.F et B.W: La coopération dévalorise aussi les nouveaux espaces d'échanges comme les forums sociaux.

L. B: Pour cette tendance de la coopération, il est contradictoire d'accepter notre cosmovision, parce qu'elle est anti-systémique. L'échange mutuel et l'enrichissement interculturel ne rentrent pas dans l'univers mental de ceux qui défendent les nombres, les comptes, la rentabilité. Or, il est essentiel de construire une plateforme commune, humaine, basée sur le dialogue.

La conception qui ne donne pas la priorité à cet échange interpersonnel finit souvent par miser sur la violence comme vecteur d'imposition, qu'elle soit militaire, idéologique, informative, etc.

S.F: En tant que partenaire de longue date d'E-Changer, quelles sont vos principales critiques quant à sa pratique de l'envoi de volontaires ?

L.B: Il y a principalement des éléments positifs à signaler. La Suisse est petite, mais le cœur de la Suisse est plus grand que sa superficie. Je peux donner des éléments que je considère essentiels dans le travail d'E-Changer. Premièrement, sa présence n'a jamais été celle d'un colonisateur, de quelqu'un qui vient nous dire depuis l'extérieur ce que nous devrions faire. Les coopérateurs d'E-Changer sont toujours venus se joindre à des villages, à des groupes de base ou des mouvements sociaux qui étaient déjà en marche. C'est là l'unique manière légitime et éthique pour la coopération de procéder. Un autre élément très significatif d'E-CH est la préoccupation de promouvoir quelque chose de nouveau, de chercher d'autres perspectives, d'autres alternatives. De penser la différence avec les acteurs du Sud, et, en plus, en articulant la dimension politique, qui est essentielle. E-Changer a également le souci du travail sur sa propre scène. Vous vivez en informant et en multipliant les expériences des acteurs du Sud, en promouvant des rencontres, des discussions, en invitant des personnes du Sud, afin qu'elles puissent partager leurs expériences. Et c'est là un point clé, parce que ce sont des acteurs sociaux qui n'apportent pas seulement des mots, mais des expériences, du quotidien, de la résistance, des rêves, des luttes, c'est-à-dire des contenus qui ont le pouvoir de convaincre beaucoup plus que tout ce que je peux dire moi-même, en tant que théologien.●

Beat TuTo Wehrle

Sergio Ferrari

Traduction Mathieu Glayre

Collaboration de presse E-CH

Deux références

«*La terre en devenir. Une nouvelle théologie de la libération*», Albin Michel, 1994.

Avec *La Terre en devenir*, L.Boff annonce l'avènement d'une «écologie spirituelle» fondée sur l'Evangile et lance un appel pour préserver les richesses religieuses et symboliques des peuples traditionnels. Un livre qui élargit le champ de la théologie de la libération à la vie tout entière.

«*Plaidoyer Pour La Paix - Une Nouvelle Lecture De La Prière de Saint François*», Fides, 2002.

Commentant la célèbre prière attribuée à saint François d'Assise, l'auteur propose une méditation sur les drames et les espoirs humains.●

Supplément n°305 / Janvier 2009 / Genève

Edito

Se réconcilier avec le système-terre

Leonardo Boff est incontestablement un personnage charismatique. Barbe blanche et belle prestance, il a tout du sage qui, d'une voix au timbre chaleureux, invite à l'écoute. Il affiche aussi la sérénité de celui qui, arrivé «au moment de descendre de la montagne», se prépare à la rencontre avec «le mystère que nous appelons Dieu.» Fidèle à son idéal de libération qui instaure les pauvres comme mesure de toute chose, le théologien s'élève contre la tentation de placer la nature en dehors de l'humain. L'homme est à la terre ce que la terre est à l'homme, évoluant dans une co-naturalité dont l'harmonie retrouvée peut seule garantir une survie durable.

Pour Boff, retrouver le sentiment d'appartenance à la nature, prendre conscience que nous partageons avec elle une même «communauté de vie», est incontournable. Vivre écologiquement, c'est habiter le monde «poétiquement et prosaïquement», avec en plus la conscience nouvelle que l'homme est appelé à être l'ange gardien de la terre, après avoir démontré sa capacité à en être le diable. La décision de se réconcilier avec le système-terre, ne doit pas puiser sa source uniquement dans notre raison analytique et un sentiment de menace. La transformation ne sera effective que motivée par notre cœur, notre raison sensible. Ce renversement de perspective est également un chemin vers le sacré, le divin. Car, «en embrassant le monde, on embrasse Dieu.»● Martyna Olivet



Interview

Plaidoyer pour une théologie de la libération intégrale

Le 7 octobre 2008, dans le cadre des célébrations de son quarantième anniversaire, la COT-MEC organisait un point de presse avec Leonardo Boff à l'aumônerie universitaire de Genève. Pendant près de deux heures, journalistes et militants ont eu l'occasion d'entrer en dialogue avec le théologien brésilien. Morceaux choisis.

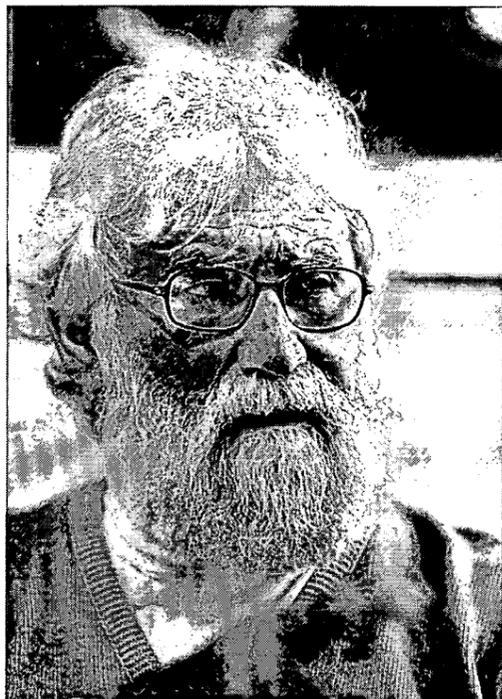
Raphaël Pasquier (R.P): Comment voyez-vous le monde au regard des crises encours?

Leonardo Boff: Les raisons qui ont fait naître la théologie de la libération sont toujours vivantes. La pauvreté est partout et, avec la crise (NDLR: financière), elle va encore augmenter. L'urgence d'une théologie de la libération est un fait actuel car, aujourd'hui comme hier, pauvreté signifie injustice, oppression. Le contraire est la justice, la libération. C'est un défi pour ceux qui ont pensé cette théologie, mais aussi pour tous les citoyens, toutes les personnes qui ont un sens de l'humanité et de la solidarité et qui cherchent un moyen d'aider les personnes qui souffrent.

R.P: Quelles sont les causes des déséquilibres mondiaux, notamment dans le domaine de l'écologie?

Leonardo Boff: Il existe aujourd'hui un système globalisé. Une forme de production et d'organisation de la société, une manière de se comporter avec la nature qui est contre la logique même de la vie et de la nature. C'est un système qui vise l'accumulation, la richesse, et non pas la création de moyens de vie pour tous. Seule une petite part de l'humanité peut capitaliser, tandis que la majorité vit dans la misère et la marginalité. Cette situation est un défi éthique, car elle est injuste, mais elle est aussi un défi théologique, car elle a à voir avec Dieu. Elle va contre le message fondamental de Jésus qui est un message de fraternité, d'inclusion et de soin de la terre. Les cris des victimes sont de plus en plus forts: c'est le moment de les écouter et de donner des réponses capables de résoudre cette situation inhu-

©Jean-Claude Gadmer



©Jean-Claude Gadmer

maine. En même temps que les cris des personnes qui souffrent, nous devons être à l'écoute des cris des forêts et des eaux. L'injustice sociale va de pair avec l'injustice écologique: les deux forment le plus grand défi actuel pour la conscience humaine.

R.P: Y-a-t-il une place dans les milieux scientifiques pour la foi en un Dieu qui libère?

Leonardo Boff: Un défi pour la pensée moderne est de récupérer l'intelligence cordiale, la raison sensible. Car nous faisons face à une inflation de la rationalité et de la raison technique et analytique. Or, c'est celles-ci qui sont à l'origine de la crise mondiale de l'écologie. Nous devons donc récupérer cette autre dimension de la raison. Celle qui permet de sentir la réalité, d'entrer en communion avec les choses, de respecter l'altérité et la valeur intrinsèque de chaque vie. On peut arriver à cela si l'on mobilise cette dimension d'être en relation avec les choses, de sentir que nous formons un seul système, le «système-terre», le «système-vie». Une vision objective, scientifique est utile pour la science, mais elle est insuffisante pour la

subjectivité humaine.

R.P: Avez-vous envie de mettre un peu de poésie dans la rationalité?

Leonardo Boff: Oui. Je pense qu'il faut combiner le travail avec la poésie, car on habite le monde poétiquement et prosaïquement. C'est-à-dire qu'on a la joie de vivre et de voir la nature. Le cœur s'épanouit devant la complexité de la réalité, mais en même temps, il faut gagner sa vie. Les deux dimensions font partie intégrante de l'existence. Ces moments poétiques d'admiration, de contemplation et de gratuité sont importants. Or, ils manquent dans notre culture occidentale, trop fonctionnelle, où prédomine la raison utilitariste et non pas la raison de la réciprocité et de l'inclusion. Saint François est le saint de l'écologie, du cœur, il est le frère universel qui traitait tout le monde dans une profonde communion, un sentiment d'appartenance à un même monde, une même terre.

R.P: Et cet esprit est source de libération?

Leonardo Boff: La libération est d'abord une libération concrète de la faim et de l'oppression. Mais l'être humain a une autre faim: de communication, de transcendance et de liberté. Nous ne sommes pas pleinement humains si nous n'avons pas cet espace de liberté garanti pour communiquer, pour rêver notre propre vie, pour définir notre projet de vie. Il s'agit de l'expression suprême de la liberté. Cette dimension est, selon moi, le don suprême que Dieu nous a offert. Et toute lutte pour la vie et pour la liberté doit contenir ce but, celui de garantir l'épanouissement du cœur et la liberté de vivre avec jouissance.

R.P: Comment expliquer le peu de priorité qu'y accorde votre propre Eglise?

Leonardo Boff: Dans la perspective évangélique, les Eglises, et pas seulement l'Eglise catho-

lique, devraient être un espace de liberté où l'on peut vivre la liberté du Fils de Dieu. Elles doivent renforcer les liens du «vivre ensemble», de la fraternité. Or, les Eglises historiquement constituées sont devenues des hiérarchies. Elles se sont associées avec le pouvoir et se sont éloignées de l'idéal de Jésus. Les leçons de Jésus ne sont pas une institution. Elles ont été à l'origine d'un mouvement de «vivre ensemble», d'amour, de réconciliation. Cet idéal inspire toujours de nouvelles pratiques et l'Eglise, pour moi, serait l'espace où chaque chrétien, chaque personne pourrait essayer de vivre cela. Cette expérience de Jésus très humaine, très généreuse et ouverte à l'autre, au monde et à l'infini.

Martyna Olivet (M.O): Comment retrouver le côté sacré de la création?

Leonardo Boff: Commençons par prendre en compte la perspective des astronautes qui ont vu la terre depuis une navette spatiale. Ils ont pu voir qu'il n'existait aucune division entre terre et humanité. Terre et humanité forment une seule entité. L'humanité est la terre elle-même, qui pense, qui sent, qui aime. Il y a des liens d'appartenance entre la terre et l'humanité. En latin, homo vient de humus, «la terre est bonne», et nous sommes terre, vraiment. Dans la tradition judéo-chrétienne, c'est la même chose: Adam signifie le fils de d'Adama, de la terre fertile. Il y a une co-naturalité entre la terre et l'humanité. Si la terre est malade, cela atteint les fils de la terre que nous sommes et si nous sommes malades, nous avons aussi une incidence sur l'équilibre de la terre. A cause de cela, il est important de maintenir une situation de salut pour la terre, de maintenir l'équilibre des écosystèmes, du climat. Nous créons ainsi la possibilité d'avoir une santé commune pour l'humanité. Il s'agit aussi de dépasser la vision anthropocentrique qui veut que l'être humain soit

le centre de toute chose. Non, il est en lien avec l'énorme communauté de vie, tout en possédant une singularité: il est le seul qui soit un être éthique. Il peut être le diable de la terre, en détruisant les écosystèmes, mais il est appelé à être l'ange-gardien de la terre. Il est important de le souligner pour réaffirmer ce «vivre ensemble» et cette réciprocité entre humanité et terre.

Il n'y a pas d'un côté l'environnement et de l'autre l'humanité, il y a une communauté de vie. Nous savons aujourd'hui, scientifiquement, que tous les êtres vivants -de la bactérie en passant par les dinosaures, les chevaux, jusqu'à l'être humain- possèdent la même structure génétique, les mêmes trente acides aminés. Cela signifie que tous les êtres vivants sont vraiment frères et sœurs dans la communauté de vie. Il faut vivre cette communauté de vie, non seulement comme une conception du monde mais comme une commotion du cœur. En embrassant le monde, on embrasse Dieu.

Rachad Armanios (R.A): Quelles pistes pour mettre en œuvre cette vision?

Leonardo Boff: Les fameux 5 R. Réduire notre consommation, nous pouvons être heureux avec peu de choses. Réutiliser les objets que nous avons, ne pas les jeter. Recycler ces objets pour les rendre à nouveau utiles. Rejeter le marketing, la propagande qui nous invite à la consommation. Respecter chaque être vivant,, dépasser la voracité humaine de dominer les choses. Et, à la fin, reboiser.

R.A: Quel est votre regard sur la crise financière?

Leonardo Boff: La crise est la conséquence d'un type d'économie et d'un marché dominant. Après la seconde guerre mondiale, l'économie s'est constituée comme l'arche fondamentale de

la société. Tout tourne autour de l'économie. Comme disait Polanyi, la grande transformation a été d'éliminer la politique, d'annuler l'éthique et de laisser l'économie comme la seule forme d'organisation de la société. Tout devient marchandise et marché et l'économie s'organise autour de la concurrence, de la compétition, sans aucune forme de coopération ni de solidarité. Le moment est arrivé de révéler quelle est l'économie qui compte vraiment, celle qui produit et non pas celle qui est basée sur le mensonge et la spéculation. Cette crise n'est pas conjoncturelle, c'est celle du système de ce type d'économie. Ou nous nous dirigeons vers un autre modèle d'économie ou la catastrophe sera générale et ceux qui souffrent le plus sont toujours les pauvres.

R.A: parlez-nous du pape et de son projet d'Eglise?

Leonardo Boff: L'Eglise du pape est centrée sur sa propre identité. Elle se construit autour des difficultés de dialogue avec les autres Eglises. Elle n'a pas encore trouvé sa place dans le processus de globalisation: c'est une Eglise trop occidentale, trop portée sur l'Europe. Le projet du pape est de reconverter la culture européenne en donnant ? un visage chrétien à la globalisation. A mon avis, c'est un projet illusoire car les Européens ne veulent pas être convertis. Il s'agit d'une option pour les riches et pour une culture qui ne se pose pas la question du Christ. Les Européens, contrairement à d'autres peuples, ne voient pas le Christ comme une source d'espérance, d'utopie, mais comme une manière d'organiser et de structurer leur vision du monde. Or, Jésus a laissé un mouvement de générosité, il a suscité l'espérance, un rêve de fraternité universelle et de justice pour tous. Ce rêve est toujours source d'inspira-

tion, mais, en même temps, il est devenu une institution pesante. Les Eglises qui s'articulent avec le pouvoir de ce monde perdent leur fonction prophétique: elles se soucient de leur survie et de leur puissance. Pour moi, il faut puiser sa force dans l'Evangile nonobstant l'Eglise et voir que le message de Jésus est porteur de sens et est une proposition de vie, un message de générosité et de fraternité universelle. Vivre ce rêve représente un chemin pour une joie possible dans le monde si menacé.

M.O: Comment conjuguer libération des pauvres et de l'environnement?

Leonardo Boff: Il y a beaucoup de visages du pauvre: le pauvre économique, le pauvre Indien, la femme opprimée. Et, dans cette option pour les pauvres qui est la marque de la théologie de la libération, on doit inclure la nature qui est appauvrie, dévastée. Tout appartient à la nature et c'est cette nature qui doit être préservée, car elle est la pré-condition pour tous les autres projets. La question n'est pas de savoir quel est l'avenir du christianisme ou de la civilisation occidentale, mais quel est l'avenir de la nature, de la terre et comment les Eglises, les universités, la science peuvent aider à garantir un avenir heureux pour la Terre et l'humanité.

M. O: Les chrétiens ont-ils une responsabilité particulière dans les question environnementale?

Leonardo Boff: Comme le problème est global, tous les hommes ont leur part de responsabilité. Cependant, à cause du capital symbolique du christianisme et de la conception sacramentaire de la nature, les chrétiens ont en effet une responsabilité particulière. Ils ne parlent pas de la nature, ils préfèrent parler de la Création qui parle de Dieu. Nous

Entraide protestante Controverse autour de Nestlé

La nomination, l'été dernier, du directeur général de Nestlé Suisse, M. Roland Decorvet, comme membre du Conseil de fondation de l'Entraide protestante (EPER) suscite la controverse. Une pétition «pour une EPER politiquement engagée et prophétique» a été lancée et un groupe romand, baptisé «EPER-quo vadis?», a publié une brochure sur les enjeux éthiques de cette nomination. Ce groupe comprend les théologiens Pierre Bühler et Henry Mottu, les pasteurs retraités Pierre Herold, Olivier Labarthe et Pierre Strauss (ancien secrétaire romand de l'EPER), ainsi que Catherine Herold et Boudewyn Sjollem. Nous présentons ci-dessous un résumé succinct de cette brochure dont on trouvera le texte intégral, ainsi que la pétition, sur le site www.eper-quo-vadis.ch. Nous tenons d'autant plus à attirer l'attention de nos lecteurs sur cette question qu'elle porte, au-delà de la présente controverse, sur la nature de la relation entre celui qui aide et celui qui est aidé et peut donc tous nous concerner, ne serait-ce qu'en tant que donateurs.

Les responsables de l'EPER justifient l'engagement de M. Decorvet par ses convictions religieuses et ses compétences en matière de gestion financière. «Cela suffit-il?», demandent les auteurs de la brochure. «M. Decorvet ne représente-t-il pas forcément aussi certaines pratiques, certaines stratégies, certaines finalités liées à l'entreprise Nestlé?»

Il a été fait mention de l'expérience de M. Decorvet dans l'hémisphère sud et de son engagement dans des œuvres de charité. «Charité n'est pas justice», lit-on encore dans cette brochure. L'effort de justice que mène l'EPER «pourra créer des situations conflictuelles avec les finalités de profit de Nestlé».

Dévoiler les racines de la pauvreté

Certaines déclarations de M. Decorvet suscitent l'inquiétude. Notamment quand il a présenté Nestlé comme «la meilleure organisation d'aide au développement qui soit» (il s'est partiellement rétracté sur ce point). Ou quand il a rejeté tout droit d'ingérence des Églises dans les questions politiques ou économiques.

Un document de l'EPER sur sa «stratégie» renforce cette inquiétude. Il stipule que «des coopérations avec l'économie, basées sur des critères précis, doivent être initiées». Les auteurs de la brochure concèdent que le souci de la rentabilité et de l'efficacité, la recherche de ressources financières ne sont pas illégitimes, mais posent la question de la hiérarchie entre intérêts économiques et valeurs éthiques.

Ils ajoutent qu'il ne suffit pas de collecter des fonds de manière efficace. «Il faut aussi comprendre les mécanismes de la pauvreté, dévoiler leurs racines dans les structures de pouvoir de notre monde actuel.»

Profit et éthique

Certes, admettent ces auteurs, Nestlé n'est pas dépourvu de valeurs éthiques, mais, selon eux, ces valeurs sont, hiérarchiquement, au service des intérêts économiques et ne «résistent pas toujours aux impératifs du profit». Ils font état, à ce propos, des conflits entre la multinationale et des syndicats en Colombie ou des grévistes aux Philippines. Ou encore de l'infiltration d'un agent de Securitas dans un groupe d'Attac...

Pour Nestlé, l'objectif à long terme consiste à créer de la valeur pour ses actionnaires. Même si la multinationale a la conviction qu'elle contribue à atténuer l'extrême pauvreté et la faim, il y a ainsi incompatibilité entre sa finalité et celle de l'EPER. Cela apparaît notamment dans la relation entretenue entre l'une et l'autre institution et les populations rurales du

Sud. Pour l'EPER, ces populations sont des partenaires soutenus dans la conquête de leurs droits, notamment par une action politique. Pour Nestlé, ce sont avant tout des producteurs et des consommateurs.

Le risque d'aggraver les famines

Se basant sur le rapport d'un groupe d'experts, les auteurs de la brochure soulignent que les méthodes de l'industrie agro-alimentaire ne présentent aucune solution durable, car elles menacent l'environnement et risquent d'aggraver les famines. «Le mécanisme d'appauvrissement des populations de l'hémisphère sud se trouve renforcé par les macro-stratégies de lutte contre la pauvreté des multinationales», écrivent-ils.

Ils prennent encore l'exemple de l'accès à l'eau potable pour «concrétiser l'incompatibilité entre les deux institutions». En 2005, les Églises de Suisse et du Brésil ont signé une «Déclaration œcuménique sur l'eau comme droit de l'homme et bien public». Une déclaration qui exhorte les Églises et les œuvres d'entraide «à combattre la tendance à la privatisation» de l'eau. Or Nestlé pratique cette privatisation...

«Les deux mondes représentés par la grande multinationale et la petite œuvre d'entraide ne nous paraissent pas conciliables, concluent les auteurs de la brochure. M. Decorvet (...) sera constamment pris dans des conflits de loyauté qui gêneront le travail de l'œuvre d'entraide».

Michel Bavarel

*Ce débat, au fond nullement nouveau, ne se limite pas à la seule EPER. Sommairement, j'en exprimerais ainsi l'enjeu: la mission de nos œuvres d'entraide consiste-elle à récolter un maximum d'argent afin d'offrir, sans trop bousculer l'ordre établi, une assistance aux moins favorisés ou aussi, sinon surtout, à accompagner ces moins favorisés dans leur résistance à un ordre qui les opprime et dans leur lutte pour moins d'injustice?

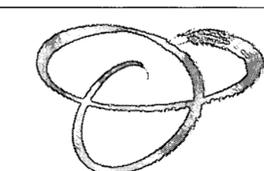
Erratum

Une erreur s'est glissée dans l'article «Pilule amère» du COTMEC-Info 305 (page 3). Ce ne sont pas 2 milliards, mais 2 millions de personnes qui décèdent de la tuberculose par an, faisant de cette maladie une des causes majeures de mortalité mondiale (Source: OMS).

Agenda

12 mars à Genève, 20h
Table ronde interreligieuse en présence du rabbin François Garaï, du dominicain Philippe Lefebvre et du professeur Shady Ammane.

La ligature d'Isaac
Le non-sacrifice d'Abraham
L'offrande d'Ismaël
Judaïsme, christianisme et Islam se réclament d'une même tradition interprétée différemment.
Salle paroissiale de St Paul



JAB

1200 Genève 2

Cotmec, Commission Tiers Monde de l'Eglise Catholique
16, bd du Pont-d'Arve, 1205 Genève
tel. 022 708 00 78; fax 022 708 00 79
info@cotmec.ch
www.cotmec.ch
C.P. 12-21551-1

Rédactrice responsable: Martyna Olivet
Imprimerie: Fornara, Ge
Maquette: PASCAL CASTELLA

Pétition Justice climatique

Pour Action de Carême et Pain pour le Prochain, lutter contre le réchauffement climatique est une question de justice sociale. Alors qu'elles y ont le moins contribué, les populations pauvres du Sud sont les plus fortement touchées. Les facteurs climatiques aggravent encore la faim et la pénurie d'eau potable. La Suisse se doit d'œuvrer pour instaurer un nouvel ordre climatique mondial plus équitable. C'est le fondement de la pétition lancée à l'occasion de la Campagne œcuménique de Carême. Celle-ci a deux objectifs: sensibiliser les signataires afin qu'ils s'engagent à titre individuel à réduire leurs émissions de CO2 au quotidien, par exemple en achetant des produits de saison, en utilisant des appareils électriques à meilleur rendement énergétique, en remplaçant la voiture par le vélo, etc. Mais la pétition est également un appel lancé au Conseil fédéral, pour que celui-ci s'engage en faveur d'une réduction radicale et équitable des émissions de CO2:

- la réduction doit atteindre 40 % d'ici à 2020 en Suisse;
- le mécanisme de compensation des émissions de CO2 à l'étranger doit se faire au travers de certificats CO2 durables du point de vue social, économique et écologique;
- les fonds nécessaires pour soutenir les efforts des pays les plus pauvres dans la réorientation de leur modèle de développement et dans l'adaptation aux conséquences du réchauffement climatique (inondations, sécheresse,...) doivent s'ajouter aux ressources consacrées à la coopération internationale.

Vous pouvez télécharger et commander le dépliant de la pétition sur www.droitalimenta-tion.ch ●

Colonne ouverte Lettre de lecteur

J'adhère à votre analyse sur les problèmes d'accès à la santé (NDLR : voir C-Info 305 pp. 3-4) car, avec l'association IDEES-elles.ch (www.idees-elles.ch), de Martigny, nous tentons depuis 5 ans, par diverses actions, d'améliorer l'accès aux médicaments dans les villages les plus enclavés du Pays Dogon, au Mali.

L'un des projets des associations de femmes que nous soutenons par du micro-crédit (350'000 francs sur cinq ans) consiste à :

- financer une boîte à pharmacie, comprenant les médicaments de base essentiels;
 - dispenser une formation de base à la gérante de la boîte. Celle-ci fournit les médicaments aux patients, contre un paiement très modeste, ce qui permet de rembourser le prêt et d'aider aussi les «pharmacien(ne)s» à améliorer leur ordinaire par une petite marge.
- Les médicaments sont d'origine, garantis, le plus souvent génériques. Il y a également des désinfectants et des pansements.

Petit à petit les femmes du village prennent conscience des précautions à prendre. La «sage-femme», qui souvent n'en est pas une mais plutôt une matrone éclairée, est aussi sensibilisée aux problèmes d'hygiène.

Ce travail de longue durée est réalisé grâce au financement d'une infirmière de santé du pays qui se rend régulièrement dans les villages. Elle parle la langue locale, et coûte moins cher (ne serait-ce que par le voyage et les frais de séjour d'une infirmière européenne même bénévole). Ce travail offert dans le pays permet aussi d'y fixer cette infirmière au lieu de la voir émigrer... vers nos hôpitaux occidentaux! ●

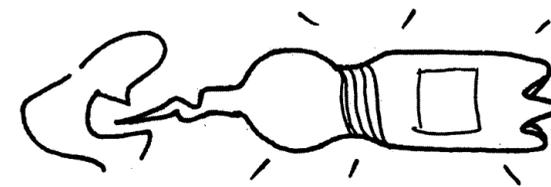
Jean-Claude Michellod

VES



édito

Au service de qui?



Le conseiller national Claude Ruey est monté au créneau pour défendre l'Entraide protestante suisse (EPER) dont il est le président. Non, celle-ci n'est pas en train de se fourvoyer, ni de changer de cap¹. La nomination de M. Roland Decorvet, directeur général de Nestlé Suisse, à son Conseil de fondation ne remet en cause ni son orientation ni son action. Et le profil du nouveau membre de ce Conseil est parfaitement adéquat.

Cependant, quand M. Ruey décrit M. Decorvet, on a plutôt l'impression qu'il nous parle de lui-même: un protestant aux convictions claires et indépendant d'esprit. Il y a une forte tradition en Suisse: des personnalités des milieux politique et économique sont présentes dans les Conseils de fondation de diverses organisations d'entraide. Leur aura personnelle est un gage de fiabilité et leur présence assure une certaine visibilité. Jusqu'à présent, il existait des règles implicites dans ce contrat: les membres d'un Conseil de fondation s'engagent à titre personnel et sont priés de ne pas «mélanger les casquettes», de ne pas confondre les intérêts de tel ou tel parti ou de telle ou telle entreprise avec ceux de l'œuvre d'entraide.

Ce principe pourrait être mis à mal par l'intérêt croissant que porte l'économie privée, et particulièrement les grandes entreprises, à ce que l'on appelle le monde de la philanthropie. Créer une fondation est du dernier chic et il arrive que des projets d'aide au développement soient élaborés dans le département «marketing» d'une multinationale (quand, par exemple, une marque d'eau minérale essaie de nous convaincre qu'en achetant ses bouteilles on facilitera l'accès à l'eau potable dans les pays du Sud...). Dans ce cas, il ne s'agit plus de s'en-

commission tiers monde de l'Eglise catholique

gager, ni de donner, mais plutôt d'utiliser et de tirer parti. Les déclarations de M. Decorvet –interviewé en tant que membre du Conseil de fondation de l'EPER– à propos de «l'action humanitaire» de Nestlé, sont à ce titre fort significatives. Or, ce risque d'instrumentalisation ne guette pas seulement les œuvres d'entraide protestantes, loin de là. ●

Virginie Estier dos Santos

1. Voir notre article en page 5

éclairage

Prier plus... et parler moins

Les médias catholiques répètent à l'envie, ces derniers temps, la devise choisie par le nouveau patriarche latin de Jérusalem. (Pour les profanes, il s'agit de l'évêque catholique romain d'Israël, de Palestine et de Jordanie.)

Un très beau programme assurément. J'aimerais le placarder sur les parois de mon bureau. Pour ma gouverne, je pourrais même ajouter: «prier plus et... écrire moins!» Vu mon choix de vie, personne ne pourrait s'étonner ou m'en faire grief. Un prêtre, c'est fait pour prier! Tout le monde le sait. Et un patriarche le sait aussi!

Mais voilà... Je garde malgré tout un certain malaise. Mgr Sabah, le prédécesseur palestinien du nouveau patriarche, était connu pour son franc parler qu'il mettait au service de la cause des Arabes de sa terre natale. La devise de son successeur serait-elle une leçon ou un camouflet qu'on lui servirait sur le tard, au moment où il prend sa retraite? Le nouvel évêque va-t-il étouffer dans le silence de ses pieuses oraisons le courage qu'on attendrait de lui pour faire de la terre de Jésus un pays respirable et habitable? Wait and see!

La véritable prière chrétienne –je ne parle pas des paternôtres– n'a jamais éloigné un homme du combat pour la vérité et la justice. Au contraire, elle multiplie ses énergies, développe ses capacités d'engagement et purifie ses intentions. Il faut donc prier plus... pour écrire davantage! Longue vie au COTMEC-Info! ●

Guy Musy

Kivu

Parole à la société civile

L'actualité récente à l'Est du Congo en laisse plus d'un désemparé. Il nous est difficile de comprendre les enjeux de ce conflit en raison des multiples groupes armés, et nous ne pouvons qu'être saisis par l'intensité des violences subies par la population civile. Ceci dans une région où chacun de ses habitants devrait pouvoir vivre décemment, au vu de la profusion des ressources naturelles.

Un récent changement d'alliance a de nouveau bouleversé la donne. Les gouvernements rwandais et congolais, qui avaient jusqu'à présent des intérêts divergents dans la région, se sont mis d'accord pour mettre hors d'état de nuire Laurent Nkundwa, chef rebelle tutsi et son groupe, le CNDP (Congrès national de défense du peuple). Il semble que les milices hutues du FDLR (Forces démocratiques de libération du Rwanda), qui ont été par moments alliées du gouvernement congolais, soient désormais visées par cette «neutralisation» des groupes armés dans la région.

La Ligue des Droits de la Personne dans la région des Grands Lacs (www.lgd.org), saluait en janvier ce retournement de situation: selon elle, «le réchauffement des relations entre Kinshasa et Kigali est un facteur déterminant dans la résolution du conflit meurtrier en cours au Kivu. La LGDL apprécie à sa juste valeur la volonté des deux gouvernements de s'impliquer dans le règlement de la question liée à l'activisme des FDLR à l'Est du Congo.»

Espoir et inquiétude

Cependant, si l'action militaire conjointe visant à désarmer



les FDLR suscite un espoir pour la pacification de la région, elle suscite également des inquiétudes. Des civils mêlés aux miliciens peuvent en effet être touchés lors des combats. «La LDGL pense que des stratégies efficaces pour protéger les vies humaines et éviter d'autres dégâts collatéraux inhérents à une telle opération s'imposent. La LDGL trouve ainsi nécessaire et salutaire de mener une campagne de sensibilisation à l'intention des «dépendants», constitués des enfants nés après le génocide, des femmes et filles prises en otage par les rebelles, pour qu'ils acceptent de rentrer de leur gré au Rwanda. Cela permettra sans doute de préserver beaucoup de vies humaines.»

L'organisation de défense des droits humains souhaite également que les forces onusiennes participent à la planification et à la mise en oeuvre de l'opération et exige la libre-circulation des humanitaires. Elle demande enfin que soit brisé le cercle vicieux de l'impunité dont souffre la région des Grands Lacs depuis plus d'une décennie et que les responsabilités soient clairement établies. Elle rappelle qu'il est nécessaire, au-delà d'une opération militaire, de trouver des solutions appropriées à la question de l'exploitation illécite des ressources de la RDC et que l'autorité de l'Etat doit être restaurée sur l'ensemble du territoire congolais.●

Extraits du communiqué de presse de la LGDL du 22 janvier 2009, signé par Me Joseph SANANE CHIKO, Président de la LDGL.

Fonds Duvalier

Victoire pour la société civile!

Les démarches au long cours menées depuis 1986 par une coalition d'organisations non gouvernementales suisses* pour que les fonds Duvalier déposés dans les banques suisses soient rendus à l'Etat haïtien ont enfin porté leurs fruits. Le 12 février dernier, l'Office fédéral de la Justice a rendu publique sa décision d'ordonner la restitution des avoirs bloqués de l'ex-dictateur Jean-Claude Duvalier à l'Etat haïtien. Toutefois, la décision n'est pas immédiatement exécutoire dans la mesure où un délai de recours de trente jours est en cours.

Plusieurs organisations haïtiennes demandent à leur gouvernement d'assurer le suivi de cette décision et de garantir la réalisation de projets humanitaires et sociaux en toute transparence. Les organisations non gouvernementales de Suisse, quant à elles, recommandent à leurs autorités de veiller à cette transparence.

L'affaire des fonds Duvalier a démontré les lacunes et les lenteurs de la législation suisse dans les démarches d'entraides judiciaires avec les pays affaiblis par des guerres ou des dictatures. La coalition d'ONGs souhaite que la législation suisse prenne des mesures afin que les avoirs d'anciens dictateurs ne retombent pas dans leurs mains mais reviennent à l'Etat spolié. Elle a par ailleurs saluée le Conseil fédéral qui a enclenché les démarches pour proposer une nouvelle loi allant dans ce sens.●

Maha Zein

*Action de Carême, Action Place financière suisse, Déclaration de Berne, Pain pour le Prochain, Plate-forme Haïti de Suisse, Transparency International suisse, TRIAL.

Forum Social Mondial

Le poumon vert au cœur du FSM

Lors de son édition 2009, le Forum Social Mondial (FSM) a maintenu le cap –après Porto Alegre, Mumbai et Nairobi– de son concept itinérant et a installé ses quartiers à Belém.

Le choix de cette nouvelle ville-hôte a permis, en plus de l'habituel travail de nombreux ateliers –plus de 2500 cette année– et de l'indispensable renforcement des réseaux altermondialistes, de mettre encore davantage l'accent sur une région aux enjeux locaux et mondiaux multiples: l'Amazonie. Coup de projecteur sur certains des effets de la présence du «poumon vert» de la planète au cœur du mouvement altermondialiste.

Derrière l'arbre, la forêt

En premier lieu, l'option du FSM de privilégier une approche «par le bas» – soit donner la parole à la société civile et privilégier les peuples autochtones – a permis de rappeler que l'Amazonie est avant tout un lieu de vie pour plus de 22 millions de personnes. En effet, la forêt a été trop souvent utilisée comme symbole et instrumentalisée dans des luttes politiques. On pense tant aux propositions aux relents impérialistes d'en faire l'objet du patrimoine mondial (notamment en 2004 par un George W. Bush à la sensibilité écologiste bien connue) qu'aux réflexes nationalistes du gouvernement brésilien de garder un droit décisionnel souverain quant à l'utilisation de la région amazonienne. Si celle-ci constitue 59% de son territoire, cette posture politique est indirectement héritée des divers projets «d'intégration de l'Amazonie à la nation» promus par la dictature entre 1965 et 1984. Le FSM a été l'occasion de mettre en lumière les réalités du terrain, généralement masquées par ces gesticulations politiques.

Une question locale et globale

Si l'Amazonie appartient en premier lieu à ceux qui y vivent, ceux-ci sont les premiers touchés par la dégradation de leur cadre de vie et une exploitation dans l'ensemble peu regardante du respect de leurs conditions sociales et économiques. Nous ne nions pas ici l'importance de cette région pour l'équilibre écologique de la planète (si l'on pense notamment à l'ampleur des émissions de gaz carbonique qui résultent du déboisement par le feu). Mais les réseaux altermondialistes constituent le vecteur parfait de la mise en place d'une «autre» Amazo-

nie, puisque les problématiques qui touchent la région dépassent largement son cadre. Tant le bois que les autres produits cultivés suite à la déforestation (agro-carburants ou soja, pour citer les derniers développements peu encourageants en date) ne sont pas destinés à la consommation locale, bien au contraire. Ainsi, du fait de sa dimension emblématique des ravages de l'exploitation intensive promue par le capitalisme globalisé, la région doit constituer l'ancrage d'une action altermondialiste au sens large. Le projet de la Coordination des organisations indigènes (CAOI) d'une Alliance mondiale pour l'Amazonie va parfaitement dans ce sens.

Lors du Forum, la vitalité des mouvements sociaux amazoniens a permis de proposer des pistes d'actions concrètes. La représentation importante des peuples autochtones à Belém a également nourri le débat quant aux alternatives à développer face au modèle capitaliste dominant (lire ci-contre) et a enrichi encore davantage le contenu de la «mission» du FSM. En effet, cette forte présence des indigènes –ainsi que des ONGs actives dans la région– a permis de mettre en lumière des pratiques et des modes de vie bien plus respectueux de l'environnement que celui que le capitalisme sauvage a promu. Afin de dépasser une bonne fois pour toutes une vision idyllique déplacée d'un «âge d'or» que le «progrès» aurait anéanti, il convient de souligner que ces pratiques ne font pas référence à une époque dépassée: un exemple en est le programme Proambiente, élaboré par une plateforme de mouvements sociaux et d'ONGs, qui combine des activités traditionnelles centrées sur la cellule familiale, avec la préservation de l'environnement (reboisement, épuration des eaux), en s'appuyant sur des techniques avancées dans ces domaines.

Au-delà du FSM

La gestion sociale et environnementale d'une zone de 7 millions de km², répartie sur 7 pays, est néanmoins très complexe. Nombreux sont encore ceux qui vivent des formes d'exploitations prédatrices: dans l'Amazonie brésilienne, l'activité forestière représente un gros pourvoyeur d'emplois puisque plus de 6 millions de personnes en vivent encore directement ou indirectement (y compris les industries du papier, de la construction, etc.). Une lutte efficace contre le déboisement ne doit donc pas s'arrêter aux seules considérations écologistes mais intégrer tout le tissu économique et social. Les défis de la mise en place d'une nouvelle gouvernance de la région sont donc importants. La vitrine gagnée grâce au FSM ne peut constituer qu'une étape. Les mouvements sociaux qui ont enrichi les échanges de Belém de leur contribution, doivent étendre cette action sur le long terme.●

Jonas Pasquier



L'altermondialisme face à la crise

Dans le contexte actuel, de nombreux analystes ont souligné l'importance du Forum Social Mondial (FSM) de Belém comme opportunité de «dépasser» le capitalisme. A mon sens, cette édition du FSM fut importante à plus d'un titre, puisqu'elle amorce, avec d'autres évènements, l'émergence d'une autre possibilité de concevoir l'altermondialisme.

Le FSM a permis un autre regard sur l'ensemble des échanges et des flux économiques que l'on nomme capitalisme. Voilà un mot, assurément, qui sent le soufre dans le contexte international actuel. Même si malgré cette crise, on ne peut pas nier que le capitalisme est une composante indissociable de notre réalité. Cela n'empêche pas cependant de remettre en question une certaine vision de la notion de l'échange, ainsi que la course effrénée au profit, le manque de valeur accordée à l'humain, l'ignorance pure et simple de tout objet qui ne soit pas considéré comme ayant une valeur marchande. Car, à force de concevoir l'économie marchande comme un processus dynamique, tendu vers le mieux, nous ne considérons plus d'autres possibilités existant à côté du monde dans lequel nous évoluons. Ces modes de vie sont perçus, soit comme des anachronismes, soit comme des structures inefficaces qu'il faut faire évoluer en aidant les peuples rétrogrades à accéder au progrès. Ceux qui n'ont pas eu «le bonheur» de connaître les lumières de l'Occident.

Redéfinir les tenants et aboutissants

L'édition 2009 du FSM a permis de montrer que d'autres façons de concevoir l'échange sont possibles, et par là même, de redéfinir les tenants (agriculture et production) et les aboutissants (rémunération), en y apportant une vision différente. À travers le regard d'autres hommes, nous voyons que

l'échange a toujours été lié à l'histoire de l'humanité. Avec la crise que connaît la vision occidentale du capitalisme, on peut craindre –mais néanmoins difficilement déplorer–, qu'une forme d'altermondialisme construit en opposition pure et simple du capitalisme, aie à se redéfinir ou à s'écrouler, en même temps que ce à quoi elle s'opposait. Dès lors, il ne suffit plus dès à présent d'être contre le capitalisme, le forum de Davos et l'éthique du libéralisme, mais bien de se déclarer en faveur de profonds changements de notre façon de concevoir l'économie.

Au sommet 2009 du FSM, il y a eu échange et découverte, et une myriade d'associations ont parfois tiré à hue et à dia. Dans ce bouillonnant chaudron d'expérimentation sociale et économique, dont il est tout sauf aisé de se dépêtrer, foisonnent une multitude de propositions, au contraire d'un système qui, plus que jamais, ne tient pas ses promesses.

Davos optimise, Belém dérange

Il est plus aisé de couvrir le sommet de Davos, ses petits fours et ses multiples workshops, dont pas un ne s'éloigne de la structure capitaliste. Davos ne s'intéresse qu'à l'application optimale du système existant. Comparé au sommet altermondialiste, il est plus simple et autrement plus satisfaisant, car il fournit des réponses attendues, qui ne dérangent en aucune façon l'immuable ordo mundi tel qu'il est conçu. Le FSM, lui, dérange: il fournit une multitude d'autres pistes que celles attendues et surtout permet de concevoir d'autres structures que celles existantes. C'est dans cette optique-là que la rencontre de Belém doit être perçue et analysée. La crise que connaît le monde capitaliste occidental est d'une ampleur qui ne s'arrête donc pas à l'économie pure et simple, mais bien plus à la vision qu'on a de ce modèle.

La vérité ne nous appartient pas

Percevoir que l'on doit s'inspirer d'autres vues et non les concevoir comme des déclinaisons du «bon sauvage» est en soi un pas qui demandera du temps à l'homme occidental. Extraire ce qui peut être appliqué demandera peut-être plus de temps encore. Au crépuscule d'une façon de concevoir ce monde, laissons glisser notre regard avec humilité –et c'est là le principal problème– sur d'autres façons de penser et concevons que la vérité ne nous appartient pas. Cessons de vouloir soigner les symptômes avant la maladie. Nous devons peut-être apprendre d'autres et abandonner certaines idées érigées en certitudes. Avec cette crise, une chance nous est offerte d'imaginer des alternatives à notre vision étriquée, qui a démontré ses limites et ses manquements. Ne négligeons pas cette opportunité et développons les vraies alternatives.●

Marco Bournissen

Deir Mar Moussa

Un monastère face à la violence

En 1982, alors jeune jésuite italien arabisant, le père Paolo Dall'Oglio s'est lancé dans la restauration d'un monastère en ruines, en Syrie, sur des hauteurs désertiques, à environ 80 km de Damas. Ordonné prêtre de rite syriaque catholique, il a fondé en 1991 une communauté œcuménique et mixte, vouée à la prière, au travail manuel, à l'accueil «abrahamique» et au dialogue interreligieux. Parmi les nombreux visiteurs de Deir Mar Moussa, des Romands participant à des voyages organisés par un jésuite de Genève, Joseph Hug. Ils ont retrouvé au début de ce mois le père Paolo, de passage dans la cité de Calvin pour délivrer un message de non-violence.

l'engagera, par exemple, que si l'autre reconnaît l'universalité des droits de l'homme, la liberté de conscience ou condamne le terrorisme. «C'est mal commencer. Pour faire la paix, il ne faut pas excommunier l'autre». Ainsi,



Montée vers le monastère, photographie réalisée par R. Paratte

Grâce, notamment, au concile Vatican II, les chrétiens - du moins une bonne partie d'entre eux - ont renoncé à l'idée de la suprématie de notre civilisation et se sont mis à considérer les autres religions avec respect. On admet désormais que des non-chrétiens puissent être sauvés non pas malgré leur religion, mais en pratiquant celle-ci. On ajoute souvent que l'appartenance religieuse n'est qu'un des éléments, parmi d'autres, constitutifs de l'identité d'une personne. Se fondant sur son expérience en milieu musulman, le père Dall'Oglio va plus loin dans cette conception. «Pour de nombreux êtres humains, cette appartenance se situe au centre de leur conscience identitaire. Et le manque d'accueil de cette réalité représente un début de violence».

Une violence qui naît du fait qu'on reste imperméable les uns aux autres et qui ne se résout que par le dialogue. Cependant, on pose trop souvent des conditions préalables à ce dialogue. On ne

certains pays veulent empêcher l'Iran de se doter de l'arme atomique. Or, ces mêmes pays possèdent cette arme. «Si elle est dangereuse, que tous y renoncent! Si elle est nécessaire, pourquoi d'aucuns en seraient-ils privés?»

Pratiquer l'espérance avec acharnement

La pire violence consiste à nier l'autre. Il en va ainsi du négationnisme dont on a beaucoup parlé ces dernières semaines. Répondant à une question, le père Dall'Oglio explique le déchaînement de la violence des Israéliens à Gaza par leur angoisse d'être niés. «Une angoisse qui entraîne à son tour une négation de l'autre». De même, une majorité des musulmans se sentent niés, dans leur rapport au Prophète, par une majorité de chrétiens et de juifs. Les aspirations à la démocratie et à la liberté des peuples

arabes sont niées par des dynasties tribales. «Quant aux régimes dits modérés, ils pratiquent trop souvent la corruption sans modération et exploitent leur peuple d'une manière féodale».

Face à cela, un fragile monas-

tère dans le désert. Qui a une portée symbolique. Lors de la guerre du Liban, le père Paolo, tenté de s'engager dans le conflit en solidarité avec les enfants de son quartier, a entendu un appel: «J'ai besoin de toi pour un temps différent». Un temps qui vient après ce temps-ci, un temps avec une dimension spirituelle, une autre perspective, un nouvel horizon. «Je voudrais qu'on puisse proposer autre chose, quelque chose pour la reconnaissance de l'autre, pour un amour incluant les violents. Il faut inclure la violence dans la non-violence». Il s'agit de risquer la rencontre, le pluralisme, avec du courage et de l'imagination. «Si l'on risque notre âme par amour, on ne la perdra pas!» affirme le jésuite qui proclame: «Je veux pratiquer l'espérance de façon acharnée».

Michel Bavarel

Appel

Rejoindre la COTMEC?

Pour renforcer la Commission, la COTMEC est à la recherche de chrétiens en liberté, soucieux de relier leur vie de foi aux questions cruciales de notre temps: justice économique et sociale, paix et sauvegarde de la création. Nous cherchons donc à intégrer de nouvelles personnes intéressées par ces thèmes, et qui ont envie de nous aider à définir les options stratégiques de notre commission.

La Commission a, notamment, pour mission:

- D'interpeller les chrétiens et les autorités d'Eglise,
- De soutenir les permanentes dans la réalisation de certaines de leurs tâches,

De participer à des groupes de travail thématiques en lien avec les campagnes menées.

La COTMEC n'est pas un mouvement, mais une commission de l'Eglise catholique de Genève, ayant une dimension œcuménique. Elle se réunit une fois par mois. Les personnes intéressées peuvent contacter le secrétariat au 022 708 00 78 ou par courriel à info@cotmec.ch.

Voir aussi: www.cotmec.ch
rubrique: Qui sommes-nous? • Les membres de la Commission

conférence

Après Kyoto, le déluge?

La 15ème conférence de l'ONU sur le changement climatique, qui se tiendra à Copenhague en décembre prochain, revêt une importance cruciale pour l'avenir de la lutte contre le réchauffement global. En effet, elle rassemblera une dernière fois les gouvernements chargés de décider ensemble de «l'après Kyoto» dans le cadre d'un accord international de réduction des gaz à effet de serre. En attendant ce sommet, les organisations de la société civile du monde entier se mobilisent afin de faire entendre leur voix autour des questions cruciales de justice sociale inhérente au péril climatique:

Le 4 avril prochain à la Maison des Associations de Genève, la Coordination Climat et Justice sociale - dont la COTMEC fait partie -, organise une journée de conférences et de débats pour voir plus clair sur les enjeux de Copenhague 2009.



L'événement est soutenu par le Réseau Objectif de Croissance. Au programme:

- Pourquoi lutter contre le changement climatique: quelles décisions seront prises à Copenhague? Quelles seront les actions mondiales en vue de ce sommet? (10h-11h)

Daniel Tanuro, agronome et animateur de la campagne «Climat et justice sociale» en Belgique.

- Politique du Conseil fédéral sur le changement climatique et revendications des ONGs Suisses. (11h-12h)

Michel Egger (Alliance Sud) et Valentina Hemmeler (Uniterre)

- Décroissance ou écosocialisme? (14h-15h45)

Jacques Grinevald et D. Tanuro
Date et lieu: 4 avril, Maison des Associations (15 rue des Savoises), dès 10h

Martyna Olivet

Agenda

- 18 avril à Genève: manifestation contre le racisme et la xénophobie, Place Neuve, 15h, à l'occasion de la Conférence Mondiale contre le racisme et la discrimination (Conférence d'examen de Durban 2001) qui aura lieu à Genève du 20 au 24 avril.
- 23 avril, Maison des Associations. Soirée avec des représentants Dalit présents à Genève à l'occasion de la Conférence d'examen de Durban. Plus d'infos www.cotmec.ch

édito



bonnes questions se posent enfin. Y apporter les bonnes réponses ne passera que par un dépassement de la peur dictée par l'écran de fumée psychologique qui accompagne la «crise».

Jonas Pasquier

éclairage

Non coupable!

Dans son message de Nouvel An, le bon Monsieur Merz, président de notre non moins bonne Confédération, nous encourageait à développer initiatives et endurance pour traverser la zone de tempêtes qui se profile à notre horizon. On croyait entendre Winston Churchill exhortant ses compatriotes à tenir bon sous les bombes nazies. Mais à la différence du premier ministre anglais, notre président ne désigna pas les responsables par leur nom. Comme si la crise financière et la récession qu'elle génère, avec son cortège de chômeurs, ses entreprises en faillite et ses banques en déroute, était un séisme imprévisible, dû à quelques mystérieux glissements de plaques tectoniques échappés à la vigilance des géophysiciens. A moins que la fameuse «main invisible» dont parlait A. Smith se soit fatiguée de diriger. l'orchestre du «laissez faire, laissez passer», partition préférée des économistes libéraux.

Donc pas de coupables à l'horizon! Tout au plus, quelques bavures commises par des randonneurs hors-piste, bien incapables de déclencher à eux seuls l'avalanche. Pourquoi s'en prendre à ce M. Madoff, maître-nageur (en eau trouble!) si sympathique, si galant, si élégant? Pourquoi serait-il le seul à porter le chapeau de sa gestion désastreuse, alors que des millions d'autres en ont profité avant de réclamer sa peau?

Non. S'il y a «crime», la responsabilité ne peut être endossée par un quarteron de banquiers et d'hommes d'affaires particulièrement véreux. Toute une société a tiré parti -silencieusement- de leurs malversations. Rien ne sert de faire pendre quelques boucs émissaires si on se refuse à amender le système ou, mieux encore, à le changer! •

Guy Musy

Publication Pour sauver la planète, sortez du capitalisme

Dans son nouvel ouvrage, Hervé Kempf, journaliste au Monde poursuit ses thèses développées dans l'essai précédent: «Comment les riches détruisent la planète».

Avec une aisance de plume évidente, il se livre d'abord à une analyse sans complaisance (c'est le moins que l'on puisse dire) et documentée de la société qui a glissé du capitalisme au libéralisme, érigeant une unique statue à l'individu et à sa liberté, délaissant ainsi toute la complexité et la richesse des relations sociales. Croyant s'affranchir, le consommateur s'enferme, ne dialoguant plus qu'avec la technologie.

En illustrant son propos par des exemples concrets, l'auteur démontre qu'il ne suffit pas de faire semblant de virer au vert, car c'est bien plutôt la consommation énergétique effrénée et la course au profit maximum qui gangrènent la planète.

Si nous n'opérons pas de changement drastique immédiat, nous l'infligeons à nos enfants qui seront poussés par une situation encore plus dégradée.

Pourtant, «nous n'avons pas à inventer le nouveau monde, affirme l'écrivain, il est déjà là en jachère, comme une terre qui attend de lever pour donner une moisson dorée». Et de citer un certain nombre d'alternatives économiques vécues çà et là par des groupes novateurs.

«Nous voulons vivre dans une société qui suive d'autres règles que le capitalisme, qui veuille le bien commun plutôt que le profit, la coopération plutôt que la compétition, l'écologie plutôt que l'économie.»

Roland Pasquier
Coll. L'histoire immédiate, Ed Seuil.

Présentation Le libéralisme s'est épuisé

De passage à Genève, Hervé Kempf a donné une conférence au cours de laquelle il a mis en relation le contenu de ses livres avec l'actualité récente.

L'histoire tourne vite, a-t-il constaté, le libéralisme s'est follement accéléré dans les années Thatcher-Reagan, ces dirigeants ayant levé les obstacles aux flux des capitaux. Mais, de même que pour les engins de foire dans lesquels on embarque le monde dans un grand train actionné par un long bras, il y a un moment où le mouvement ralentit. Ce ralentissement a commencé à

Seattle en 1999. Et, nettement, depuis l'été 2007, le libéralisme s'est épuisé: le profit individuel maximum a rencontré les limites collectives de l'écologie (réchauffement climatique, raréfaction des énergies fossiles, etc.). Dans notre immense Luna Park, nous sommes à ce moment de suspension qui précède le départ dans le sens inverse. Un sens où il faudra réinvestir dans les liens humains, prendre collectivement en compte l'écologie, baisser sa consommation, prouver notre capacité à redire l'espoir.

Le post-capitalisme a commencé. Les expériences alternatives existent et si elles sont fragmentées, elles doivent se mettre en réseau. Nous devons nous appuyer sur ces formes coopératives, changer les indicateurs économiques (le PIB ne mesure pas l'impact écologique), changer de modèle culturel, réduire les inégalités, lutter contre les paradis fiscaux, redonner sa place à l'agriculture, penser globalement pour agir localement. Un programme que nous connaissons déjà pour un vrai changement à venir.

Roland Pasquier

Fonds Duvalier

Recours

Nous l'évoquions dans le numéro précédent, c'est désormais officiel: deux recours individuels ont été déposés le 18 mars auprès du Tribunal pénal fédéral contre la décision de l'Office fédéral de la justice du 12 février dernier de restituer les fonds de Jean-Claude Duvalier à Haïti. La coalition des ONGs suisses et ses partenaires haïtiens déplorent les retards que ce recours occasionnera et continuent à faire campagne en faveur de seul dédommagement équitable: un retour des fonds au gouvernement d'Haïti au bénéfice de la population entière.

M.O.



Fraude versus évasion L'abandon de l'exception suisse

C'est désormais officiel. Le secret bancaire helvétique est sur le point de se séparer de l'une de ses chasses gardées: la protection intégrale de la soustraction fiscale, pavant la voie de l'évasion fiscale. Une concession consentie à reculons face aux pressions internationales. La Suisse, un genou à terre, a cédé du terrain pour éviter l'estocade finale de ses partenaires européens (France et Allemagne en tête): son nom sur la liste «noir» des paradis fiscaux de l'OCDE.

Le vent a tourné le 12 mars dernier. La principauté d'Andorre, la Belgique et le Liechtenstein annoncent des modifications de leur législation afin de se mettre en conformité avec les exigences de l'Organisation de Coopération des Etats européens (OCDE) en matière d'entraide judiciaire. Cette annonce a amorcé un effet de levier parvenant à faire sauter un verrou bien gardé du secret bancaire suisse. Le lendemain, de concert avec l'Autriche, le président de la Confédération, Hans Rudolf Merz, a publiquement renoncé à l'intenable tour de passe-passe sémantico-juridique permettant de distinguer entre la fraude et l'évasion fiscale. A l'avenir, le secret bancaire helvétique ne protégera plus la «simple soustraction» fiscale de ses titulaires de comptes étrangers.

Premier point positif à relever: dans le contexte européen, l'acte politique de la Suisse n'est pas isolé. Ses détracteurs ne pourront pas invoquer, comme ils l'ont si souvent fait par le passé, l'argument d'une concurrence déloyale visant à récupérer des parts de la gestion de l'argent évadé. Sous-entendu: «Si l'argent transfrontalier ne trouve pas refuge chez nous, il ira chez d'autres, moins regardants encore.» Pour le coup, on ne peut qu'approuver M. Merz qui déclarait «parfois, le timing d'une déclaration est aussi important que son contenu».

La décision du Conseil fédéral de reconnaître les normes de l'OCDE en matière d'évasion fiscale s'est faite à reculons, lorsque son isolement politique était en passe de tourner à la déraison. Dans ce contexte, doit-on vraiment être gré aux représentants des banques de s'être pareillement cramponnés au maintien d'un secret bancaire si absolu?

Défenseurs acharnés...

Oui, si l'on écoute le discours bien rodé d'une recette éculée: «La sauvegarde de notre prospérité et de notre sphère privée est à ce prix». Non, si l'on ambitionne un autre statut que d'être les bénéficiaires d'une exception légale nuisible et contestée.

Les partisans «oui» présentent volontiers la décision du Conseil fédéral comme un véritable camouflet national et une atteinte à nos valeurs fondamentales. Cette vision quasi-mythologique du secret bancaire fait craindre un recours référendaire pour s'opposer à toute évolution de son application. Quant à la sphère privée, que certains veulent tant soustraire à un fisc trop zélé, on peut se demander si elle surtout digne d'être préservée à partir d'un certain niveau de fortune...

Prospérité conjoncturelle

Ce n'est pas un secret: pour bien des banquiers, les jours de la poule aux oeufs d'or fiscale étaient comptés. D'ailleurs, dans d'autres places financières, ils savaient fort bien composer avec un autre contexte juridique. Alors quoi? Restait-il à profiter jusqu'à la lie d'un avantage égoïste sans se préoccuper des dommages causés à autrui?

Et même sur un plan national, ne peut-on pas reprocher aux gestionnaires d'avoir trop tablé sur les revenus d'une prospérité conjoncturelle à terme condamnée? Alors que se montrer proactifs et développer les autres atouts de la place financière helvétique aurait contribué à diminuer le préjudice annoncé. Un préjudice que la collectivité sera sans doute appelée à combler... Jamais le capitalisme n'aura plus clairement démontré à quel point les intérêts des plus riches peuvent être dissociés de ceux du reste de la société.

L'avantage concurrentiel offert par la tolérance de l'évasion fiscale est depuis longtemps contesté (voir encadré). En temps ordinaire, ce n'était pas, à nos yeux, une pratique défendable. Elle est devenue intenable dans un contexte de crise financière mondialisée. A l'heure où tant de collectivités sont sommées d'allonger les deniers, il est de bon augure que la fiscalité retrouve enfin une certaine légitimité. Pas étonnant dès lors que les Etats n'acceptent plus de voir leurs recettes fiscales s'échapper vers des paradis bancaires même bien réputés. Il n'y a rien à gagner à véhiculer l'image d'une Suisse victime d'une guerre économique de la part de ses voisins de paliers à l'heure où le droit de soustraire sa richesse à la fiscalité est en passe de ne plus être toléré.

Martyna Olivet

Criminalité en «col blanc»

La place financière suisse met en avant ses hauts standards en matière de lutte contre le blanchiment d'argent, comme pour mieux faire oublier l'absence de standards en matière d'évasion fiscale.

Pourtant, depuis longtemps des voix s'élevaient, à l'instar de celle de l'ancien procureur genevois Bernard Bertossa, pour dénoncer le fait que «l'argent sale et l'argent de l'évasion fiscale suivent les même

canaux». Ce que corroborent trop souvent des affaires d'escroquerie «en col blanc» dont voici quelques exemples récents:

En mars 2006, la police fédérale brésilienne arrête un cadre suisse des opérations de «private banking» du Crédit Suisse à Sao Paulo. Ce dernier est soupçonné d'«évasion de devises, de blanchiment d'argent et de crime contre le système financier». (Operation Switzerland)

En novembre 2007, la police fédérale brésilienne démantèle un vaste réseau de fraude fiscale et de blanchiment d'argent dans lequel sont impliquées 3 banques étrangères dont le Crédit Suisse et l'UBS. Les ressortissants étrangers arrêtés, agissant tous pour le compte de leurs établissements financiers, sont accusés de «gestion frauduleuse, fraude fiscale et association de malfaiteurs». L'enquête met en lumière des envois d'argent illégal vers la Suisse pendant six mois à raison de 3 à 4 millions par mois. (Opération Kaspar)

Les deux affaires dévoilées par le FBI brésilien auraient fait perdre au pays près de 650 millions de francs de recettes fiscales en l'espace de 18 mois.

Protection: au service de qui?

En 1994, en Argentine, un attentat contre l'ambassade israélienne fait plus de vingt morts. Des indications laissent penser que Carlos Menem, alors président, cherche à biaiser l'enquête. Bien des preuves convergent pour démontrer que le président a touché des pots-de-vin de Téhéran - dix millions de dollars selon un espion repenti-, afin d'exclure une possible implication de l'Iran (confirmée quelque 12 ans plus tard). Les juges argentins chargés de l'affaire demandent, en août 2001, l'aide de la Suisse afin de localiser et bloquer des comptes appartenant aux inculpés (au nombre de trois: Domingo Cavallo, Alberto Kohan et Carlos Menem). Cinq demandes furent déposées, jusqu'en 2004, et refusées par l'Office fédéral de justice, sous prétexte de preuves insuffisantes. La situation a eu pour épilogue le déplacement du ministre de la justice argentin en 2004. Toutefois, aucun compte n'a été trouvé à ce jour.

Dans un autre registre, en 2007, l'Inde demande l'entraide judiciaire à la Suisse pour un de ses ressortissants, un riche homme d'affaires. Une perquisition à son domicile aurait révélé l'existence de dix comptes dans notre pays. L'homme, qui n'aurait jamais payé d'impôts, est soupçonné d'y avoir fait parvenir des montants allant jusqu'au milliard de dollars. Berne refuse de donner suite à cette demande, distinction entre fraude et évasion oblige...

L'affaire Menem frappe l'esprit car il s'agit de transgression et de malversations qui montrent combien un pays peut souffrir de l'opacité du secret bancaire. Que dire des individus qui viennent simplement ouvrir un compte pour se soustraire à l'impôt? Ils frappent bien moins l'imagination, pourtant leur crime est tout aussi grand. En soustrayant cette masse d'argent, ils privent leur Etat de sommes considérables. Cela dénote non pas une absence de patriotisme,

me, valeur qui est un choix, mais une absence de solidarité, qui elle, signifie beaucoup plus.

Sans compter qu'il s'agit d'une course que bien des pays se livrent entre eux, une course au profit, un marathon à l'incivilité au détriment de pays qui ne peuvent se permettre de le courir. Voilà le vrai visage de l'évasion fiscale. ● Marco Bournissen

Evasion fiscale: tous gagnants?

La COTMEC conteste depuis longtemps le maintien de la distinction entre fraude et évasion fiscale. Au moment de la publication de son livre La Suisse dans la constellation des paradis fiscaux, on pouvait retrouver, parmi ses revendications phares, celle de ne plus s'opposer aux demandes d'entraide judiciaire des autorités fiscales étrangères. De plus, la COTMEC dénonçait les aspects dommageables de cette distinction qui a, notamment, pour conséquence:

- de battre en brèche la notion d'équité face à l'impôt en offrant à certains, plus qu'à d'autres, les moyens d'y échapper;
- de déplacer le poids de l'impôt sur les fractions les moins mobiles de la population: les salariés et les PME nationales;
- d'exposer la Suisse à d'incessantes critiques et de l'isoler de ses partenaires économiques et sociaux
- de mettre en péril la cohésion sociale en privant les Etats de leurs recettes: le fisc d'un Etat démocratique sert l'intérêt de tous;
- de maintenir des zones d'opacité utilisables pour camoufler de l'argent d'origine douteuse.

Suisse-OCDE: quels changements?

En indiquant accepter l'article 26 de l'OCDE relatif à l'entraide administrative en matière fiscale, la Suisse abandonne, pour l'étranger, la distinction entre fraude et évasion fiscale. Qu'est-ce qui va changer dans l'application de son secret bancaire?

Ce qui est maintenu:

Le secret professionnel des banquiers, tel qu'il est inscrit dans l'article 47 de la loi fédérale sur les banques et les caisses d'épargne reste inchangé. Garant de la sphère privée, le devoir de discrétion du banquier le lie à ses clients suisses et étrangers. En Suisse, son application est très étendue puisqu'elle est illimitée dans le temps et sa rupture peut entraîner, dans les cas les plus graves, une peine de prison.

Ce qui va changer:

Le secret bancaire ne sera plus opposable au fisc: il pourra être levé en cas de demandes judiciaires communiquées aux autorités fiscales suisses par des Etats ayant des soupçons avérés de soustraction d'impôts de la part de leurs ressortissants titulaires de comptes dans un établissement bancaire suisse. L'échange automatique d'informations n'est pas accordé. ●

Publication La puissance des pauvres

«Quand la misère chasse la pauvreté»¹. C'est le titre, éloquent, d'un précédent ouvrage de Majid Rahnema, ancien diplomate et ministre iranien. Il approfondit ses thèses dans un nouveau livre, «La Puissance des pauvres»², avec la complicité de Jean Robert, historien des techniques, enseignant au Mexique. Prenant le contre-pied des idées reçues, les auteurs affirment que jamais les humains n'ont vécu des situations aussi précaires et tragiques que celles qui caractérisent le monde d'aujourd'hui. Et cela parce que l'économie moderne a «dénigré et combattu» le mode de vie simple et convivial qui permettait aux pauvres de subvenir à leurs besoins, les rejetant dans la misère.

«Pour la première fois, près de la moitié des habitants de la terre sont devenus dépendants du marché pour survivre». Jean Robert voit dans ce constat un «tournant unique de l'histoire». De plus, la moitié non intégrée au marché vit dans des conditions de jour en jour plus difficiles, dans des milieux naturels de plus en plus saccagés.

Les pauvres, nous disent les auteurs, sont progressivement privés de leurs moyens de subsistance traditionnels et autonomes. Dans le système technicien et économique, la production des choses les plus nécessaires à la vie doit être obtenue par un détour: personne n'est censé manger ce qu'il produit ni produire ce qu'il mange. Ou plutôt, ceux qui n'ont que ce recours «sont dits arriérés, inadaptés, leurs savoirs sont déclarés caducs, leurs capacités obsolètes, passibles de programmes de réadaptation ou de développement».

Les auteurs n'ont pas de mots assez durs contre ce «développement» qui vise à intégrer au marché les laissés-pour-compte de l'économie. «Que ces projets aient pour nom croissance ou globalisation, ils sont marqués du sceau de l'illusion». L'illusion, souligne Majid Rahnema, que les gagnants au jeu du marché capitaliste incluent aussi les plus pauvres, ce qu'il appelle le «syndrome de la loterie».

La disparition de la gratuité

L'économie moderne foment la faim, affirment les auteurs. Comment? Par exemple en subventionnant massivement les agricultures du Nord, ce qui asphyxie les paysans du Sud. Ou en supprimant les lieux de liberté et de gratuité où le pauvre trouvait sa subsistance. Ainsi, on fait de l'eau une marchandise. «Nous vivons dans un monde où, privé de tout ce qui était gratuit, le pauvre est acculé à la misère».

À cette marchandisation, Majid Rahnema et Jean Robert opposent, à la suite de Gandhi, le choix d'une pauvreté digne. «Sois volontairement pauvre et tu ne manqueras de rien», conseillent-ils, en citant ce passage de l'Évangile: «Observez les lys des champs, comment ils poussent: ils ne peinent ni ne filent.» (Mt 6,28). Ils ajoutent ceci: «Un mode de vie volontairement austère et communautaire peut conduire à la plénitude et à la satisfaction matérielle et spirituelle. Par contre, la poursuite individuelle de la richesse dans une société qui déprécie la pauvreté ne peut que conduire la majorité à la misère».

Alors que l'économie industrielle enjoint au travailleur de produire le plus possible, dans certaines sociétés agraires on limite au contraire la production –en se consacrant par exemple à des activités festives– pour maintenir l'harmonie au sein du groupe et avec la nature.



«Réenchâsser» l'économie dans la société

«L'acceptation de la pauvreté, comme un mode de vie simple, solidaire et joyeuse, permettrait à la puissance intérieure de chacun de conjurer toutes les formes de misère», tentent de montrer Majid Rahnema et Jean Robert. Un obstacle: la tentation d'imiter les riches qui affaiblit les moyens de résistance des pauvres.

Cependant, les auteurs prévoient, avec d'autres, le naufrage de la civilisation capitaliste. Pour Jean Robert, «on ne peut plus penser l'avenir sans un certain retour à la subsistance.» Et si le bâtiment économique doit couler, ajoute-t-il en faisant allusion au Titanic, qu'on y prélève tout ce qui peut être conforme à la subsistance». De même, Majid Rahnema n'imagine pas qu'on se passe de certaines facilités de la vie moderne, comme l'électricité ou le chemin de fer, mais il appelle de ses vœux une «réinvention» du monde dans laquelle la puissance des pauvres puisse se manifester «en un sursaut de liberté».

Cela ne sera possible qu'à condition que l'économie et la technique, aujourd'hui hégémoniques, soient «réenchâssées» dans la société, c'est-à-dire dans un réseau de contrôles culturels, sociaux et politiques. Voilà qui rejoint des réflexions suscitées par la crise actuelle, mais avec une profondeur dont cet article ne peut guère rendre compte.●

Michel Bavarel

1. Collection de Poche Babel, 2004
2. Actes Sud, 2008

Appel Un nouveau nom pour la COTMEC!

Depuis quelque temps déjà, nous sommes régulièrement interpellés à propos du nom de notre commission. Pour beaucoup, l'expression tiers-monde est devenue quelque peu désuète. Le Sud est désormais trop hétérogène (grandes différences entre les pays les moins avancés, les pays émergents, etc.) pour continuer à recevoir une appellation unique.

De plus, les grands thèmes sur lesquels nous travaillons actuellement: réchauffement climatique, environnement, crise alimentaire, crise financière, migrations, sont globaux et nous affectent tous.



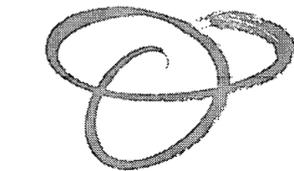
La nécessité de réduire les inégalités est toujours aussi criante malgré la globalisation (et à cause de celle-ci...) et la solidarité avec les plus pauvres est toujours aussi importante. Mais nous sommes également appelés à faire preuve de discernement dans nos gestes quotidiens (lors de nos achats, de nos déplacements, etc.), créant un lien de responsabilité avec tous ceux qui vivent sur notre planète.

Ainsi, une nouvelle fois, est venue sur la table la suggestion de revoir le nom de la COTMEC, et nous nous sommes décidés à affronter ce nouveau défi. Après un moment de commémoration l'année passée, à l'occasion de ses 40 ans d'existence, la Commission prend le parti de changer d'appellation pour repartir de plus belle. Plusieurs propositions nous sont déjà parvenues:

- Commission solidarité de l'ECR-GE;
- COSMEC: Commission solidarité monde de l'Eglise catholique;
- COSME: Commission Solidarité Monde de l'Eglise;
- CEPAM: Commission de l'Eglise pour un Autre Monde.

Nous faisons appel à vous, lecteurs du COTMEC-info, afin que vous puissiez contribuer à cette réflexion. N'hésitez pas à nous faire part de vos suggestions, en nous contactant à info@cotmec.ch, ou par téléphone au 022/708 00 78.●

Les membres de la Commission



JAB

1200 Genève 2

Cotmec, Commission Tiers Monde de l'Eglise Catholique
16, bd du Pont-d'Arve, 1205 Genève
tél. 022 708 00 78; fax 022 708 00 79
info@cotmec.ch
www.cotmec.ch
CCP: 12-21551-1
Rédactrice responsable: Martyna Olivet
Imprimerie: Fornara, Ge
Maquette: Pascale Castella

édito

Vivre autrement?

Mon regard s'est récemment attardé sur le papier glacé d'un magazine peu habitué à promouvoir des modes de vie alternatifs. Un long reportage y était consacré au «système D» à la française. A en croire la journaliste, nos voisins y ont de plus en plus recours, afin de maintenir leur pouvoir d'achat en ces temps incertains. D'échanges de bons procédés entre différents corps de métiers en achats groupés entre voisins, de co-voiturage organisé en soirées de troc vestimentaire, les «héros ordinaires» présentés ne manquent pas d'idées. Et multiplient les liens interpersonnels et l'ingéniosité afin de faire face à une certaine adversité. «En ce moment, ce ne sont pas tant les plans de relance économique qui rassurent, c'est de savoir que l'on n'est pas seul», relève un témoin.



Il est encourageant de constater que, jusque sous nos latitudes, les signes du temps ouvrent la voie vers une mise en réseau qui rassure, là où l'on croyait l'individualisme érigé au rang de valeur incontournable. Palliatif à la crise, certes, mais découverte aussi d'une économie à visage plus humain. Le terreau social semble favoriser des initiatives et modes de consommation différents, jusqu' alors étouffés par la conjoncture et un certain modèle «dominant». Des exemples concrets d'un «vivre autrement» basé sur des pratiques simples, mais efficaces, donnent à croire qu'une société plus sobre et moins individualiste reste possible.●

Martyna Olivet

éclairage

Guerre oubliée

Comme au théâtre, il y a parmi les guerres des stars qui se profilent à l'avant-scène et des figurants qui jouent les seconds rôles proches des coulisses. Ces batailles ne donneront jamais leur nom à des stations de métro. La guerre civile qui fait rage au Sri Lanka appartient à cette dernière catégorie: un conflit oublié, presque méprisé. En tout cas, peu prisé des médias, avides d'informer et de déformer tout incident international qui traîne derrière lui un relent de pétrole, de nucléaire, d'antisémitisme ou d'islamophobie.

A Genève, nous avons pourtant failli nous émouvoir quand près de 15.000 Tamouls se rassemblèrent sur la Place des Nations, alors que l'un d'entre eux s'immolait par le feu. Que ce martyr me pardonne, mais son holocauste ne fut qu'un feu de paille. Insuffisant pour faire sortir nos mouchoirs. Nous avions alors –n'est-ce pas?– des préoccupations beaucoup plus sérieuses: sauver le secret bancaire et empêcher les actions de l'UBS de rejoindre les fonds marins. Pendant ce temps, là-bas, dans une presque île perdue de l'Océan indien, des milliers de femmes et d'enfants se réfugiaient dans les églises pour échapper à la mitraille. Sous ces tropiques, un tsunami nous aurait sans doute mobilisés. Mais une guerre inconnue du Conseil de sécurité n'avait rien pour nous émouvoir et surtout pas de quoi nous inquiéter.

Vous connaissez la chanson de Brassens: « Mon colon, celle que je préfère, c'est la guerre de 14 – 18». Moi, je n'en préfère aucune. Toutes les guerres sont détestables. Les plus oubliées sont souvent les plus meurtrières et les plus injustes. Mais, en fait, y a-t-il une guerre qui puisse être «juste»?●

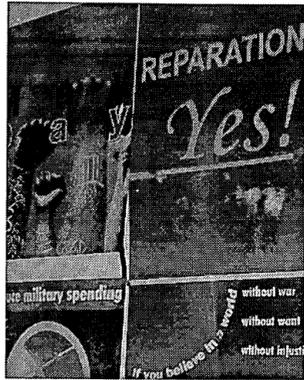
Guy Musy

Victimes de l'apartheid Procès en vue!

Le procès des victimes de l'apartheid aura bien lieu. La procédure juridique, engagée il y a près de sept ans aux Etats-Unis, est entrée dans une phase décisive: le 8 avril dernier, l'ultime recours des entreprises accusées de complicité avec l'ancien régime ségrégationniste de Pretoria a été rejeté.

Des Etats-Unis à l'Afrique du Sud en passant par la Suisse, les défenseurs des droits humains ont salué la décision de la juge Shira Scheindlin du Tribunal du District Sud de New-York de confirmer la recevabilité des plaintes des victimes de l'apartheid contre les entreprises accusées de complicité avec l'ancien régime raciste de Pretoria. Le verdict, rendu public le 8 avril dernier, vient clore une saga de près de sept ans de recours et d'appels opposant les entreprises étrangères incriminées à un collectif de victimes sud-africain. Après toutes ces années, les ONGs qui soutiennent cette démarche aux côtés des avocats et des victimes elles-mêmes voient se confirmer l'opportunité d'un procès qui fasse enfin toute la lumière sur l'étendue de l'implication du monde des affaires dans les plus graves violations des droits humains commises en Afrique du Sud à l'époque de l'apartheid.

Entre le dépôt initial de la demande de dédommagements pour complicité avec le régime de l'apartheid, en novembre 2002, et l'ultime révision de cette dernière, en février 2009, la plainte a passablement évolué. Le nombre d'entreprises incriminées est passé de 23 à 8 (dont IMB, Fujitsu, Rheinmentall, Ford, etc.). Tandis que les plaignants se sont organisés de manière à pouvoir déposer une plainte collective (class action) au nom de l'ensemble des victimes qui ont subi des torts similaires.



Comme l'a rappelé la juge Scheindlin, la démarche judiciaire ne contrevient nullement aux conclusions des travaux de la Commission vérité réconciliation (CVR). Au contraire, elle offre la possibilité de mettre en application ses recommandations par une contribution à la réhabilitation matérielle de la société sud-africaine. En refusant de tout temps de témoigner devant la CVR, le monde des affaires a perdu le droit de se voir amnistié de plaintes civiles ou pénales. La COTMEC, de concert avec KEESA –la campagne suisse pour le désendettement et les réparations en Afrique du Sud–, se félicite de cette nouvelle avancée. Nous soutenons cette action depuis ses origines et nous vous tiendrons informés des suites de ce procès prometteur.●

Martyna Olivet

Plus : www.apartheid-reparations.ch

Fonds Duvalier

Recours rejeté

Les deux Haïtiens qui ont déposé un recours contre la décision de l'Office fédéral de la justice de restituer les fonds Duvalier ont été déboutés (voir C-info 307). Ils voulaient que leur indemnisation soit prélevée sur ces fonds. Le Tribunal fédéral a estimé qu'ils ne remplissaient pas les conditions auxquelles des particuliers peuvent, exceptionnellement, faire valoir des droits sur des fonds bloqués. En effet, ils n'ont pas leur résidence habituelle en Suisse et le jugement sur lequel se base leur recours n'a pas été rendu par un tribunal national. De plus, les intérêts prio-

ritaires du peuple haïtien dans son entier auraient de toute façon pris le dessus vis-à-vis de la prétention de particuliers à réclamer le tiers des fonds bloqués.●

Maha Zein

Humeur

Subtil distinguo

Heureux jour où nous, Suisses, avons découvert qu'en fin de compte, la mauvaise foi n'était pas un élément constitutif de notre identité nationale. Annulé d'un trait, le subtil distinguo entre fraude et évasion fiscale! Plus besoin de l'expliquer et de le réexpliquer à nos voisins incrédules. Nous n'aurons plus à nous donner cette peine, quel soulagement! Du coup, cette époque révolue où la spécificité suisse tenait à ce détail –ô combien important– nous paraît lointaine. C'était avant quand déjà? Avant le... 13 mars? Vous êtes sûrs?

Sans doute n'avons-nous pas perçu entièrement les conséquences de ce changement. Des demandes d'entraide judiciaire, venant de différents pays, notamment de pays du Sud, s'échouaient régulièrement sur le banc de sable de notre conception toute helvétique de la fraude fiscale. Sauf que c'était avant! Avant que l'on change d'époque! Or, comme le montrent les exemples cités dans le dernier COTMEC-info, des affaires judiciaires sont en cours actuellement dans des pays dont l'influence est bien moindre que les Etats-Unis. Mais là aussi, des banques suisses sont impliquées; là aussi, des agents bancaires sont accusés d'actes illicites; là aussi, la «chasse au client» était une stratégie de la banque. Nous risquons de découvrir ces prochains mois que «l'exception américaine» ne constituait peut-être que la pointe de l'iceberg d'une politique générale de nos banques, délibérément ignorante des législations locales, politique qui a longtemps été couverte par notre subtil distinguo.●

Virginie Estier dos Santos

Immigration et «sécurité nationale» Les dessous de Schengen

Depuis son acceptation par le peuple suisse en 2005, l'association de la Suisse à l'espace Schengen est le quotidien de nombreux offices fédéraux et cantonaux, qui avaient jusqu'au 12 décembre 2008 (29 mars 2009 pour les aéroports) pour mettre le pays aux normes de l'espace européen de «liberté, sécurité et justice».

Si ce processus a été présenté comme un vrai progrès auprès de la population –plus de sécurité, plus grande liberté de mouvement, meilleure utilisation des ressources, etc.–, les enjeux sécuritaires sont tout autres pour ceux qui se retrouvent sur le versant illégal de l'espace Schengen. Parmi ces «criminels», les migrants sont certainement lotis de la façon la plus ambiguë. Enquête sur les mécanismes insidieux qui accompagnent la «sécurisation» de l'immigration dans l'espace Schengen et sur les pratiques qui rythment l'association de la Suisse à un processus renforçant toujours plus la considération de l'immigration comme une question de «sécurité nationale».

L'UE et la sécurité intérieure

Schengen, petite bourgade viticole du Luxembourg, fut le théâtre, en 1985, de l'accord intergouvernemental du même nom liant la France, l'Allemagne et les pays du Benelux. Le texte dessinait les grandes lignes d'un espace de sécurité commun, dont les principaux éléments étaient l'abatement des frontières intérieures –soit entre les Etats signataires– et une coopération policière avancée.

La suite concrète de cet accord devait être donnée en 1990 par la ratification de la Convention Schengen par l'ensemble des Etats membres de l'Union Européenne (UE), à l'exception de la Grande-Bretagne et de l'Irlande. Par le traité d'Amsterdam de 1999, cette convention était intégrée – ainsi que celle de Dublin relative à l'entraide en matière d'asile – au Traité de l'UE, c'est-à-dire devenait partie intégrante du droit communautaire.

En Suisse, c'est en 2005, dans le cadre des Bilatérales II, que le peuple se prononçait en faveur d'une association aux accords Schengen/Dublin, ce qui impliquait que le pays s'engageait à intégrer tous les développements futurs de l'acquis Schengen/Dublin.

Dès lors, la Suisse a pu adhérer au concept de «sécurité intérieure» de l'UE. Si le lien institutionnalisé entre sécurité et migration (via le couplage Schengen-Dublin) donne une idée de la nature des «menaces» qui pèsent sur l'Europe selon ses décideurs politiques, la mise en place d'un espace com-

mun de sécurité est allé de pair avec le renforcement des lignes de démarcation entre l'UE et son espace extérieur. Au niveau policier, l'accent est mis sur le renforcement des contrôles à la frontière extérieure: une agence communautaire a été créée, des équipes d'intervention spéciale mises sur pied et un fond de solidarité lancé pour que les Etats membres de Schengen protègent ensemble leur frontière extérieure. Sur le territoire Schengen, l'argument du «déficit sécuritaire» consécutif à la levée des frontières intérieures est avancé pour justifier toute une série de mesures de surveillance et de contrôles inopinés sur les populations dites «à risque».

En ce qui concerne les migrants, l'harmonisation promue par Schengen s'est faite «par le bas»: les mesures les plus restrictives mises en place par les Etats-membres avant leur adhésion ont été adoptées. La Commission européenne a établi une «liste noire» (sic) des pays dont les ressortissants sont soumis à l'obligation de visa pour tout séjour dans l'espace Schengen. Selon certains observateurs, de telles mesures ont donné une orientation sécuritaire aux représentations diplomatiques.

Enfin, la création de postes d'officiers de liaison dans les pays tiers (qui contrôlent par exemple les voyageurs dans les aéroports avant leur embarquement à destination de l'espace Schengen) a également eu pour effet de donner une telle orientation sécuritaire à l'immigration.

«Nouvelles menaces, nouvelles réponses»

Il apparaît clairement que la Suisse était dans une large proportion déjà bien préparée à adopter les normes européennes. C'est d'ailleurs ce qui ressort des entretiens avec les professionnels de la sécurité au sein des administrations cantonales et fédérales, qui insistent sur la très faible rupture provoquée par l'association de la Suisse à Schengen. En ce qui concerne l'immigration, la Suisse pourrait même apparaître comme en avance.

Toutefois, l'association de la Suisse à Schengen a permis de légitimer encore plus cet état de fait, et d'accorder au binôme migration-sécurité une valeur de vérité absolue. Les conférences de presse, les fiches d'information des administrations en charge de la communication au public n'ont de cesse d'assimiler les «menaces» (terrorisme, crime organisé, migration illégale), d'insister sur leurs liens entre elles et de mettre en place des réponses «intégrées». Aucun des entretiens menés lors de cette enquête ne remet véritablement en cause le caractère existentiel et de «sécurité nationale» de questions (terrorisme, crime, migration) pourtant totalement différentes dans leurs causes et conséquences, et tous soulignent la nécessité d'une approche «globale» de la sécurité nationale.

Ainsi, synergies de coopération ou de coordination semblent être les ingrédients essentiels de cette formule magique sécuritaire. Au-delà des jugements quant à l'efficacité de ces nouvelles stratégies, cette tendance a des effets évidents au niveau symbolique. Par exemple, la mise en réseau des polices et offices d'immigration au niveau européen concrétise le lien entre différents domaines d'action (lutte contre la criminalité, contrôle de l'immigration) qui est tout sauf évident en pratique. Une autre illustration de ces changements symboliques peut être trouvée dans l'abatement des frontières intérieures consécutif à l'association de la Suisse à Schengen; alors que l'on pourrait croire que de telles frontières ne sont plus nulle part, les gardes-frontières légitiment les contrôles inopinés sur le territoire suisse en expliquant qu'elles sont désormais «partout».

Sécurité et technologie ou experts contre criminels

En plus des changements au niveau organisationnel, l'adoption de nouvelles technologies par les professionnels de la sécurité participe d'un même processus pernicieux quant à l'appréhension des «nouvelles menaces». D'une part, une question aussi complexe que celle de la migration est ramenée à une équation des plus simples, selon la lecture qui en est faite par les professionnels de la sécurité suisses (ou européens): contrôle égale sécurité. Ainsi, les nouvelles technologies de contrôle (bases de données, radars à la frontière, biométrie, etc.) constituent LA solution.

D'autre part, une telle approche promeut l'exclusivité des experts de ces technologies – du fait de leur complexité technique – dans la gestion de ces questions. Alors que le problème est simplifié, les réponses qu'il convient d'y apporter se complexifient. Ceci a des conséquences sur l'autorité accordée à ces mêmes experts dans la définition des menaces contre la sécurité nationale, ce qui nourrit le cercle vicieux de la sécurisation de l'immigration. En outre, cela délégitime les non-experts. De nombreuses interviews menées au cours de cette enquête confirment la perception, de la part des professionnels, du fait que le public «ne comprend pas» de quoi il s'agit.

Face à une approche technocratique, le côté humain est largement laissé de côté. En ce qui concerne l'immigration, le migrant devient une donnée, un élément dans une catégorie.

Si cette logique de déshumanisation des migrants est apparue en Suisse bien avant l'association à l'espace Schengen, elle se double à présent d'une criminalisation de l'immigration, via le support technique central à la gestion sécuritaire de l'espace

Schengen. Il s'agit du fameux Schengen Information System (SIS), base de données centrale à tous les Etats membres, qui regroupe dans le même fichier les informations relatives à des «crimes» de différentes natures: voitures et objets volés, personnes disparues ou recherchées et surtout personnes frappées d'une interdiction de séjour. Le rejet d'une demande d'asile devient un crime qui justifie l'inscription de son auteur dans le SIS, et la migration une «menace» au même titre que des agissements plus graves pour la sécurité publique. A ce sujet, le SIS est d'ailleurs partout vanté comme LA solution sécuritaire.

Des acteurs intéressés

A titre de synthèse, face aux processus bien connus de «sécurisation» de l'immigration dans le débat politique (via le populisme de droite ou le travail insidieux des médias), cette recherche vise à mettre en lumière le rôle rempli par les pratiques routinières et quotidiennes des professionnels de la sécurité et autres bureaucrates impliqués dans la politique sécuritaire.

L'enjeu est de taille, puisque ces pratiques se déroulent dans l'indifférence du grand public, dont l'«amateurisme» l'empêche d'influencer le processus. La plupart des personnes interrogées insistent sur le caractère technique et apolitique de leur travail... Plus inquiétant encore, certains interlocuteurs se sont plaints que le système suisse de démocratie directe pouvait à tout moment interrompre leur travail en remettant en cause le processus d'association à Schengen. Dans les faits, une telle posture implique pour les professionnels de la sécurité un rôle d'«information» au public qui ressemble trop souvent à de la propagande intéressée.

Dans cette atmosphère du «tout sécuritaire», l'Etat semble oublier qu'il définit lui-même les critères d'illégalité, ce qui apparaît de façon évidente dans les durcissements en matière d'asile et les restrictions imposées aux ressortissants de «pays tiers». Renforcer ces mêmes critères ne peut à aucun moment permettre de lutter contre l'insécurité.

Au contraire, cette tendance débouche sur un renforcement des insécurités, dont les bénéficiaires sont évidents non seulement pour certains politiciens mais aussi pour ces nombreux «experts» qui vivent des «menaces à la sécurité nationale».

Face à cette sécurisation encore plus insidieuse que celle qui sévit dans le débat politique ou l'espace public, il convient d'agir sans tarder pour dénoncer cette dynamique et relayer la voix des migrants et autres victimes de cette tendance, un impératif qui dépasse largement le débat du «pour ou contre» l'ouverture de la Suisse à l'Europe dont l'association à Schengen est devenue une composante essentielle.●

Jonas Pasquier

Conférence d'Examen de Durban

260 millions d'exclus

Même si les discussions autour de la Conférence d'Examen de Durban (Conférence mondiale contre le racisme) ont été centrées sur le Proche et le Moyen-Orient, on ne peut pas oublier que les visages de la discrimination dans le monde sont multiples et touchent tous les continents. Une conférence publique à Genève le 23 avril, co-organisée par la COTMEC, le MIIC et IDSN, rappelait la condition des Dalits (intouchables ou hors-caste) dans 6 pays d'Asie.

La conférence d'Examen de Durban, qui a eu lieu à Genève en avril dernier, a été quelque peu «phagocytée» par les polémiques à propos du Moyen-Orient. Le discours provocateur du président iranien Mahmoud Ahmadi-nejad n'a rien arrangé, et devant les désistements progressifs de pays qui quittaient la conférence, il a fallu rédiger en toute hâte une déclaration finale, minimaliste et sans grand contenu. Encore une occasion manquée!

La discrimination basée sur la caste

Plusieurs représentants d'organisations Dalits d'Inde, du Bangladesh, du Népal, du Sri Lanka et de Malaisie, étaient venus à Genève parler de la discrimination touchant près de 260 millions de personnes en Asie. La discrimination à partir de la caste (caste discrimination) prend en effet des formes multiples et elle touche tous les aspects de la vie: les communautés dalits sont en premier lieu victimes d'une forme d'apartheid et vivent la ségrégation dans les quartiers et les écoles; ils n'ont pas accès aux temples, aux places publiques, ni à certains commerces et les mariages inter-castes sont exclus.

Les Dalits sont également soumis à de nombreuses formes de harcèlement et d'humiliation de la part des autres castes: violences, rapt et viols, crimes qui restent le plus souvent impunis. Ils sont le plus souvent assignés aux occupations les plus dangereuses et les plus dévalorisantes, et ils sont les plus nombreux à être victimes du travail forcé et de l'esclavage pour dettes. Leur position économique, liée à la difficulté d'accès à l'éducation les empêche d'améliorer leurs conditions de vie et les maintient dans la misère.

Les «personnes brisées»

Si les Nations Unies utilisent le terme de «discrimination touchant le travail et les descendants», les «intouchables» ont choisi de s'appeler «Dalit», terme qui signifie «personne brisée». Même si la discrimination des hors-caste ne peut être assimilée à la discrimination raciale, il s'agit bien d'une exclusion sociale «hérétique», c'est-à-dire liée à l'ascendance.

Les organisations Dalits et le réseau d'ONGs qui s'est construit pour les soutenir, a réussi à participer à la Conférence, malgré la tentative de l'Inde d'empêcher leur accréditation. Ils ont organisé plusieurs événements à l'occasion ou en marge de la session, et ont ainsi pu donner plus de visibilité à leur cause.

Cependant, leurs appels n'ont pas vraiment été entendus et l'espoir que la communauté internationale puisse les soutenir dans leur combat pour leurs droits et leur dignité, a été déçu. Notamment, ils n'ont pu obtenir que la «discrimination touchant le travail et les descendants» (discrimination based on work and descent) soit reconnue dans le Plan d'Action de la Déclaration de

Durban, comme une des formes contemporaines de la discrimination raciale.

Virginie Estier dos Santos
Pour plus de détails, voir les nombreuses ressources du site internet du Réseau International de Solidarité avec les Dalits: www.idsn.org, en particulier la vidéo: «l'm Dalit, how are you?» et l'exposition de photos en ligne: «We are not intouchable».

Colère des mouvements Dalits

«...Des millions de victimes de la discrimination, espérant que cette Conférence aurait pu servir de plateforme pour mettre en lumière ce qu'ils vivent, ont été profondément déçus...»

...Il est profondément regrettable que la Conférence d'Examen de Durban ait manqué de mentionner la discrimination basée sur la caste, en réduisant au silence un débat extrêmement urgent, étant donné qu'il s'agit d'une des plus systématiques et des plus brutales formes de discrimination dans le monde aujourd'hui. Alors que des références importantes à cette discrimination avait été introduites dans les premières versions de la déclaration, IDSN regrette que celles-ci aient été systématiquement exclues durant le processus de négociation, comme cela avait déjà été le cas lors de la première conférence de Durban en 2001....»

Extrait d'un communiqué de presse du 22 avril, publié par Human Rights Watch, la Fédération Luthérienne Mondiale, Pax Romana, le Mouvement international contre toutes les formes de discrimination et de racisme et le Réseau International de Solidarité avec les Dalits (IDSN)

Agenda

• **Vendredi 5 juin 2009, 19h30**
Maison de paroisse de St-Gervais – Pâquis (rue Dassier 11, Genève)

Exposé-Débat: L'eau, un bien public ? (à propos de l'affaire EPER-Nestlé)

Exposé de M. Pierre Bühler, professeur de théologie systématique à l'Université de Zurich, suivi d'un débat avec la participation de Mme Catherine Hérold, coprésidente d'ACTARES, et de M. Franklin Frédéric, activiste brésilien pour l'eau comme droit humain.

Org: Espace St-Gervais (EPG)

• **Vendredi 12 juin, 18h**

Journée de la Marche Mondiale contre les pires formes du travail des enfants, Lancement des pétitions, Parc des Bastions, Place Neuve, Genève

Oeku

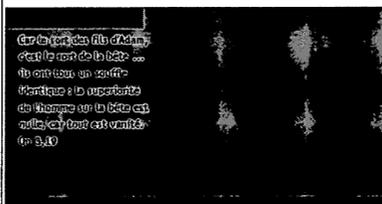
«Comme nous, ils furent créés»

Du 1er septembre au 4 octobre, les Eglises européennes vivent un Temps pour la Création. Afin d'encourager cette démarche dans les différentes paroisses de Suisse, Oeku Eglise et environnement élabore chaque année un dossier de travail sur un thème particulier, avec des propositions liturgiques et catéchétiques. Cette année, ce sont les animaux qui sont à l'honneur, le thème étant: «Comme nous, ils furent créés». On peut commander le dossier sur leur site internet.

Oeku soutient également les paroisses et les communautés qui désirent mettre en pratique leur souci de la sauvegarde de la Création. Leur dernière publication a été réalisée en partenariat avec Action de Carême et Pain pour le Prochain. «S'engager pour le climat en économisant l'énergie. Guide pratique pour les paroisses» donne des pistes pour réduire la consommation d'énergie dans les lieux de culte.

VES

Plus d'infos sur www.oeku.ch



Comme nous, ils furent créés



JAB

1200 Genève 2

Cotmec, Commission Tiers Monde de l'Eglise Catholique
16, bd du Pont-d'Arve, 1205 Genève
tél. 022 708 00 78; fax 022 708 00 79
info@cotmec.ch

www.cotmec.ch

CCP: 12-215151-1

Rédactrice responsable: Martyna Olivet
Imprimerie: Fornara, Ge
Maquette: Pascale Castella

éclairage

Entre-Connaissance

Au cours d'un périple au Maroc, un ami me fait découvrir à deux pas de la cathédrale de Rabat un lieu inattendu. Une bibliothèque a réinvesti les locaux et l'espace laissés vides par une des nombreuses institutions catholiques qui fleurissaient au Royaume chérifien dans les belles années du Protectorat. La chapelle est transformée en salle de lecture et les magasins débordent de livres provenant de couvents et communautés qui ont quitté le Maroc ces dernières années. Une véritable mine d'ouvrages, la plupart épuisés, consacrés à l'histoire et à la littérature de ce pays, influencé par trois cultures: l'arabe, la berbère et la française. On a donné à ce lieu le beau nom de «La Source», une source pour calmer la soif des marocains avides de relire leur histoire.

Mais voilà! L'administration -toujours catholique- de cette bibliothèque a cru bon enfermer dans les caves du bâtiment tous les ouvrages à caractère chrétien. Ils devaient pulluler sur les rayonnages des jésuites et des dominicains principaux donateurs du fonds. A mon grand étonnement, on me dit que la raison de cette claustration - que l'on voudrait provisoire - est de ne donner prise à aucun soupçon de prosélytisme qui pourrait faire froncer les sourcils de sa Majesté le Commandeur des Croyants. Autrefois, dans nos couvents et séminaires on cadenasait dans une armoire appelée «Enfer» les «Confessions» de Jean-Jacques Rousseau et «Les Fleurs du Mal» de Baudelaire. A Rabat, c'est la Bible qui sent le roussi et qui est mise en quarantaine.

Mais revenons à Genève. Je connais à la rue du Môle, en plein coeur des Pâquis, une fondation musulmane qui elle aussi porte un très beau nom: Entre-Connaissance. L'expression dit bien le programme: offrir un lieu d'échange entre chrétiens et musulmans genevois. Les uns apprendraient à découvrir la culture et la religion des autres. Gratuitement, sans préalable, ni conversions à la clef. L'écrivain-philosophe libanais Amin Maalouf se plaît à défendre tout à la fois l'universalité des valeurs et la diversité de leurs expressions. Ce qui est valable à Beyrouth ou à Genève ne le serait-il pas aussi à Rabat? Nos amis musulmans de Suisse feraient bien de plaider cette cause auprès de leurs coreligion-

naires maghrébins. La meilleure façon de désarmer ceux qui en Suisse ne veulent pas entendre parler de minarets.

Guy Musy

édito

Nom de nom

Suite à l'appel lancé par notre commission dans le numéro 308, de nombreux abonnés ont réagi, en nous téléphonant ou en nous envoyant un courriel. Pour la plupart d'entre vous, fidèles à notre mensuel depuis longtemps, la COTMEC est devenue au fil des ans un organisme de référence et un changement de nom est loin d'être une question anodine. L'implication des personnes qui se sont exprimées nous a beaucoup touchés. Si certaines d'entre elles sont hostiles à un changement de nom, pensant que ce serait une trahison des fondateurs, la grande majorité a accepté le défi, faisant de nombreuses propositions.



Ce regard extérieur sur une question aussi sensible a enrichi notre réflexion et a amené des questions que nous ne nous étions pas posées. Quelle est la signification du terme «solidarité»? Qu'en est-il de la référence explicite à l'Eglise catholique? Qu'entendons-nous par «autre monde»? C'est maintenant à la commission de trancher. Il est rare qu'une institution puisse vivre une étape aussi cruciale de son évolution en dialogue avec son «réseau». Un privilège certain!

Virginie Estier dos Santos

Économie

Oui, il y a une alternative

À ceux qui mettent en cause le système capitaliste, on rétorque généralement: vous n'avez rien d'autre à proposer. Faux! Une alternative existe, elle est «en plein essor», affirme ses promoteurs, même si c'est dans une – trop? – grande discrétion. Son nom: l'économie sociale et solidaire.

«L'économie sociale et solidaire crée un horizon d'espoir contre le fatalisme», affirme la déclaration de Lux'09, quatrième forum international, qui s'est tenu du 22 au 25 avril au Luxembourg. De retour de ce forum, quatre des 700 participants, deux Brésiliens et deux Genevois, ont «croisé leur regard» lors d'une rencontre captivante organisée par le MCI (Mouvement pour la coopération internationale) et APRÈS-Chambre de l'économie sociale et solidaire, à la Maison des Associations.

Au Brésil, on recense 2 millions de travailleurs, dans 22'000 entités relevant de l'économie sociale et solidaire, pour la plupart dans le secteur informel (lequel comprend aussi des entreprises de type capitaliste). Un principe de base: l'autogestion. Un objectif: changer l'économie, changer le modèle de développement. Un exemple: quand la demande augmente, éviter une croissance démesurée – qui rend difficile la pratique de l'autogestion – mais susciter la création d'une autre entreprise. Adriana Bezerra, d'une ONG de Rio de Janeiro, et Daniel Tygel, du Forum brésilien d'économie solidaire, à Brasilia, ont ainsi fait part avec profondeur et clarté de l'expérience de ce mouvement de «transformation sociale», sur le plan économique, bien sûr, mais aussi culturel et politique.

Ambition et pragmatisme

Christophe Dunand préside la Chambre de l'économie sociale et solidaire de Genève qui regroupe déjà 220 organisations, actives dans l'insertion professionnelle, la culture, comme dans la production de fruits et légumes ou le logement coopératif. De plus, certains «pratiquent l'économie sociale et solidaire sans le savoir», car elle n'a encore que peu de visibilité. D'autant que «l'idée qu'il n'y a pas d'alternative au capitalisme s'est ancrée dans la tête des gens, y compris de gauche.»

Il faut dire qu'à Genève, on se veut pragmatique et faire ses preuves par l'action avant les discours. Tenant de cette ligne, Christophe Dunand plaide cependant pour plus d'ambition et voudrait susciter des vocations d'entrepreneurs sociaux et solidaires. La Chambre qu'il préside fournit d'ailleurs appui et conseils à ceux qui se lancent. Un mouvement promoteur et nécessaire. Et qui s'étend: une première rencontre vient d'avoir lieu dans le canton de Vaud.

Michel Bavarel

Crise et alternatives latino-américaines

Comme l'a souligné le COT-MEC-Info à l'occasion de ses derniers numéros, le contexte actuel de crise représente une opportunité de s'attaquer au modèle économique dominant. Cette posture se doit également d'être constructive et de s'intéresser aux vraies alternatives qui se présentent à nous.

C'est dans cette même perspective que l'anthropologue Isabel Rauber et l'économiste Oscar Ugarteche ont été invités le 30 avril dernier à l'occasion des 25 ans du SOLIFONDS à une conférence-débat sur les modèles

de développements alternatifs latino-américains.

Réduire la dépendance

Selon Oscar Ugarteche, les pays latino-américains ont en effet réussi, depuis la crise de la dette des années 1980-1990, à réduire leur dépendance envers les fluctuations mondiales, en se concentrant notamment sur des emprunts à l'interne plutôt qu'au niveau international. Si l'on considère le rôle de l'endettement massif des Etats dans la conjoncture actuelle, cette approche semble relativement plus viable. Une plus grande autonomie financière – notamment vis-à-vis du dollar – ne pourra cependant qu'être réalisée avec la mise en place d'un marché de bons du trésor à l'échelle régionale, ce qu'heureusement une institution comme l'UNASUR1 veut promouvoir.

Au niveau des sociétés latino-américaines, la grande vitalité des mouvements sociaux donnent de l'espoir pour réussir, selon Isabel Rauber, à repenser le contrat social. Selon cette spécialiste, cet effort doit aller dans le sens d'une «récupération» de l'Etat par la «nation», c'est-à-dire vers une participation de tous – et notamment des peuples autochtones – à la vie politique. L'hydre que ce modèle alternatif doit mettre à bas est bien sûr le modèle de modernisation néolibérale, qui rime trop souvent avec aliénation et dénationalisation des individus.

Plus qu'un sursaut nationaliste, il s'agit d'un sursaut citoyen et culturel à concrétiser. Pour mener à bien ces alternatives tant économiques que sociales, le problème essentiel reste le même: réussir à s'imposer face au modèle actuel qui, bien qu'affaibli, reste dominant à l'échelle de la planète et qui, historiquement et comme chacun sait, n'admet que difficilement d'autres voies.

Jonas Pasquier

Consomm-action

Tout baigne...dans l'huile?

Depuis quelques années, faire les courses me demande une lecture attentive de la liste des ingrédients, souvent de taille microscopique. Je traque en particulier les graisses végétales hydrogénées, connues pour leurs méfaits sur la santé. En plus, depuis quelques mois, je recherche les graisses végétales ou matières grasses végétales tout court. En effet, ce terme qui peut paraître anodin, cache la plupart du temps une huile dévastatrice, l'huile de palme, qui détient incontestablement la palme d'or d'une destruction environnementale rapide.

Elaeis guineensis vient du grec ancien *elaia* qui signifie olive, en raison de ses fruits riches en huile. Le palmier à huile, élégant palmier de 20 à 25 m de haut, est originaire d'Afrique intertropicale humide, où il a de tout temps été exploité pour son huile qui entre dans de nombreux plats africains.

Il est arrivé en Amérique du Sud au XVIe siècle, apporté par les populations africaines destinées à l'esclavage. Ce n'est qu'en 1911 que débute les premières plantations à Sumatra, avec les Hollandais, puis en Malaisie, avec les Anglais, pour prendre leur essor à partir des années 60.

Le palmier à huile produit simultanément deux huiles différentes: • l'huile de palme rouge, issue de la pulpe de couleur jaune orangée, qui renferme environ 50 % d'huile, • l'huile de palmiste issue de l'amande, de couleur ivoire, qui contient environ 50 % d'huile de palmiste, proche de l'huile de coco.

Un produit omniprésent

Ce palmier a un très bon rendement à l'hectare, il occupe des travailleurs faiblement payés et sa plantation est financée par la vente du bois coupé de la forêt. Ces éléments le rendent attractif et expliquent l'augmentation fulgurante de son exploitation ces dernières décennies. L'Europe en est le plus gros importateur. En Suisse, par exemple, la consommation d'huile de palme a plus que triplé ces vingt dernières années. Cette huile est principalement utilisée dans les produits alimentaires industriels, souvent très transformés. Elle se retrouve dans des produits où l'on ne soupçonnerait pas sa présence, comme, par exemple, dans les laits pour nourrisson, les herbes aromatiques ou les raisins secs, mais également dans l'alimentation animale et les produits cosmétiques (savons, rouge à lèvres, shampoings).

Elle sert aussi à produire des agrocarburants, car elle se mélange bien au diesel et son rendement est

quatre fois supérieur à celui du colza pour un coût de production plus faible.

Cette utilisation excessive d'huile de palme a des conséquences non négligeables sur notre santé et surtout sur l'environnement.

Tripa, un trésor bientôt enfoui

L'Indonésie et la Malaisie fournissent plus de 80% de la production mondiale d'huile de palme. La première détient actuellement le triste record de la déforestation avec 300 terrains de foot par heure. De 1950 jusqu'à aujourd'hui, 72% des forêts primaires ont disparu. (Source : WWF France). En plus des forêts, on s'attaque aussi aux zones de tourbières, hauts lieux de biodiversité végétale et animale, que l'on assèche sans aucun scrupule.

La province d'Aceh, au Nord de l'île de Sumatra, compte trois tourbières tropicales totalisant 178'000 hectares. L'une des ces zones, Tripa, située sur la côte Ouest, est un écosystème unique et une zone tampon naturelle contre les catastrophes naturelles. Par exemple, lors du Tsunami de 2004, Tripa a été épargnée car sa forêt primaire, marécageuse, très peu peuplée, a fait barrière sur la côte. Ce type de forêt a aussi une grande capacité de séquestration du carbone, permettant ainsi la lutte contre le changement climatique.

Pour les populations locales, en plus de leur fournir bois et miel, cette forêt est un précieux réservoir d'eau, en particulier durant la saison sèche. Finalement, elle constitue un des derniers refuges de l'orang-outan de Sumatra, menacé d'extinction. Entre 1994 et 1996, suite à l'installation de 4 compagnies productrices d'huile de palme, 40% de la forêt de Tripa a été défrichée et des canaux de drainages ont été installés. Entre 1999 et 2005, en raison du conflit séparatiste qui a sévit dans la région, la destruction de la forêt a cessé et une régénération encourageante de la forêt primaire a été observée.

Toutefois, les compagnies reviennent en force et menacent de détruire le restant de forêt. D'un point de vue économique, ces plantations n'arrangent rien car les travailleurs non qualifiés sont payés chichement et restent dans une situation précaire. Les communautés locales, présentes depuis des siècles, sont en train de perdre leur terre. Les compagnies n'hésitent d'ailleurs pas non plus à détruire leur cimetières. Plus généralement, les inondations deviennent monnaie courante.

Ces communautés locales, appuyées par de nombreuses ONG comme « Eye-on-Aceh », le WWF, Greenpeace et Wetland International ont alerté les



moins additif, elle leur permet de rester flou sur la matière grasse. Ainsi, il est impossible de mesurer ou même d'estimer la quantité de graisse de palme ingérée lors des repas et des collations d'une journée.

Maigre leur d'espoir

En 2001, la Migros a décidé de travailler à l'établissement de critères de production durable et responsable d'huile de palme. Ces critères s'appuient sur ceux de l'agriculture biologique, du commerce équitable et de la gestion forestière durable. Puis en 2004, elle a proposé d'élargir cette initiative en lançant la table ronde sur le palmier à huile (Roundtable for Sustainable Palm Oil, RSPO). Unilever, Procter and Gamble et 150 autres acteurs, en association avec le WWF, participent dès le début à cette plateforme de dialogue.

Cette initiative vise à empêcher la commercialisation d'huile de palme produite à partir de zones de forêt primaire converties en plantation après novembre 2005. Cependant, elle comporte des faiblesses: le modèle de monoculture intensive affaiblit les petits paysans au détriment des multinationales et il est écologiquement discutable. De plus, si la destruction des forêts primaires est clairement interdite, il est simplement proposé d'éviter de raser les forêts secondaires ou les forêts sur sol tourbeux.

La production «durable» d'huile de palme selon les critères de la RSPO est encore loin d'être vraiment durable, mais elle a le mérite de limiter les dégâts.

Maha Zein

Recommandations

- Diminuer sa consommation en produits contenant de l'huile de palme. Celle-ci est rarement mentionnée sur les étiquettes: elle se cache souvent sous l'appellation générique de «matière grasse végétale».
- Consommer le moins possible de produits transformés. Le mieux est d'acheter des produits de base et de les préparer soi-même. Par ailleurs, les produits de boulangerie, s'ils ne sont pas garantis pur beurre, sont fabriqués avec des margarines contenant certainement de l'huile de palme.
- Privilégier les huiles de cuisson pures (huile d'olive, de tournesol, de colza,...) ou même le beurre plutôt que les margarines ou autres graisses végétales.
- Éviter d'acheter des produits cosmétiques contenant de l'huile de palme. Elle est souvent mentionnée sous «*Elaeis guineensis*».
- Privilégier les produits issus de l'agriculture biologique, car ils ne proviennent en principe pas de la déforestation.

Maha Zein

Agenda Jubilé d'E-changer

Dans le cadre du 50ème anniversaire d'E-Changer:

- Conférence de Frei Betto, le 16 septembre à la salle paroissiale de St-Pierre, 20h.
 - Fête à l'école d'ingénieurs, le 19 septembre de 14h à 20h.
- Plus d'informations:
www.e-changer.ch

Marche mondiale 2009

Le 12 septembre prochain, une soirée de soutien et de sensibilisation sur la vie des enfants soldats est organisée par Luna de Araujo de Almeida.

Heure et lieu: dès 18h à la salle communale de Plainpalais.

Pétitions

Dans le cadre des six mois de campagne de la Marche mondiale 2009, deux pétitions adressées au Conseil d'Etat genevois seront lancées. Elles ont pour but de sensibiliser le public local sur la réalité des droits de l'enfant en Suisse. La COTMEC, membre actif de cette manifestation, vous invite à signer ces textes en les téléchargeant sur le site www.globalmarch.ch ou en venant nous rejoindre lors de différents événements à l'instar de la fête de la musique du 20 juin où un stand sera présent.

Interdiction de la prostitution des mineur-e-s

Nous soussigné-e-s constatons :

- Qu'en Suisse, la majorité sexuelle est atteinte à 16 ans révolus, et que de ce fait la prostitution est légalement possible dès cet âge.
- Que ce fait contrevient aux articles 32 alinéa 1 et 34 de la Convention relative aux droits de l'enfant, ratifiée par la Suisse en 1997.
- Que la prostitution est clairement définie comme une des pires formes de travail des enfants, selon l'article 3 alinéa b de la Convention 182, de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), sur les pires formes de travail des enfants, que la Suisse a ratifiée en 2000.
- Que selon l'article 1er de cette même Convention, il appartient à tout membre l'ayant ratifiée de prendre d'urgence toutes les mesures nécessaires pour assurer l'interdiction et l'élimination de la prostitution des mineurs.

Fort de ce constat, les soussigné-e-s demandent :

- Que les autorités cantonales usent de leur droit d'initiative fédérale, pour demander l'interdiction de la prostitution des mineur-e-s, avant l'âge de la ma-

rité civile de 18 ans révolus.

- Que les personnes qui ont recours à des prostitué-e-s âgé-e-s de moins de 18 ans, soient poursuivies pénalement.
- Que les mineur-e-s qui pourraient exercer la prostitution ne soient pas sanctionné-e-s, mais bénéficient d'un soutien spécialisé, par des professionnels expérimentés, même en cas de prostitution occasionnelle.
- Que les autorités prennent en particulier, toutes les mesures appropriées sur le plan cantonal pour empêcher :
 - a) Que des enfants ne soient incités ou contraints, à se livrer à une activité sexuelle illégale;
 - b) Que des enfants ne soient exploités à des fins de prostitution, ou autres pratiques sexuelles illégales ;
 - c) Que des enfants ne soient exploités aux fins de la production de spectacles ou de matériel pornographiques.

Formation professionnelle pour tous

En vertu de l'article 28 de la Convention relative aux droits de l'enfant ratifiée par la Suisse en 1997, nous soussigné-e-s demandons aux autorités cantonales de légiférer afin que la formation post-obligatoire et professionnelle soit accessible à tous les enfants et les jeunes de moins de 18 ans révolus vivant dans le canton, quel que soit le statut légal de leurs parents.

Nous invitons les collectivités publiques à mettre concrètement en oeuvre ce principe du droit à l'éducation pour tous :

- En développant si nécessaire de nouvelles filières de formation en écoles adaptées aux besoins des jeunes.
- En encourageant leurs propres services ainsi que les employeurs en général à engager des jeunes apprenti-e-s.

Editorial

40 ans: des risques et des chances

Dans le 300ème numéro du COTMEC-info en juin de l'année passée, Michel Bavarel nous rappelait le titre de l'ouvrage d'André Fol: «Temps de crise, temps de croire», en précisant que la couverture de l'ouvrage était illustrée par deux idéogrammes chinois: l'un signifiant «risque» et l'autre «chance». Durant l'année passée, au cours de laquelle nous avons commémoré les 40 ans d'existence de la COTMEC, nous avons voulu réfléchir aux temps de crise que nous vivons: crise alimentaire, financière, climatique. Notre objectif n'était pas de faire l'inventaire des faits et gestes passés, ni des batailles gagnées ou perdues. Nous nous sommes retrouvés lors de la journée théologique du 22 novembre, à Meyrin, autour du thème: «40 ans... la terre promise, c'est encore loin?». Pour répondre à cette interpellation, nous avons convoqué trois intervenants -Ignace Berten (dominicain et formateur pour adultes), François Houtart (prêtre et marxiste de renommée internationale) et Thierry Verhelst (prêtre orthodoxe)- qui ont partagé avec nous leurs réflexions. A leurs côtés, nous avons vécu une journée dense et riche en apports porteurs de sens et d'espérance avec une soixantaine de proches de la COTMEC ayant répondu à l'appel.

Par le biais de ce numéro spécial, nous avons souhaité offrir à l'ensemble de notre lectorat les moments forts de cette journée en couchant sur papier des extraits des différentes présentations.

Avec l'an neuf, déjà bien entamé, nous n'avons eu de cesse de constater la véracité de ce mouvement de balancier entre risque et chance: dans le domaine climatique, où le risque à remettre en cause notre système de production et de consommation cristallise encore trop de peurs et d'immobilismes. Au contraire du domaine financier, où la chance d'un changement de cap dans l'application du secret bancaire nous pousse à remettre sur l'ouvrage une publication sur l'éthique de la fiscalité.●

La rédaction



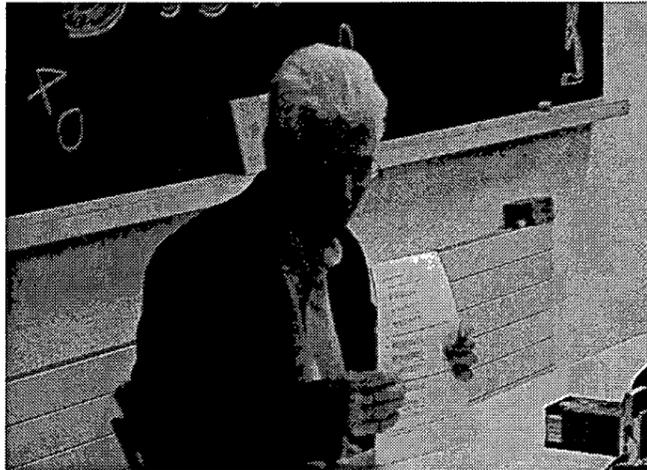
Sommaire

Edito:	page 1
Thierry Verhelst Prendre l'à-priori de l'espérance	pages 2 et 3
François Houtart Changer la logique du système	pages 4 et 5
Ignace Berten Apprendre du projet européen	pages 6 et 7
Extraits de la table-ronde	page 7
Agenda et pétitions	page 8

Thierry Verhelst

"Ils ont besoin de notre efficacité, nous avons besoin de leur sagesse"

Je crois que nous sommes en train de vivre la fin de l'occidentalisation du monde, la fin de l'arrogance et en train d'entamer une nouvelle période dans l'histoire de l'humanité. On dirait que l'empire américain a touché la cime de son orgueil et que, comme tout empire, lorsqu'il ne connaît plus ses limites, il est au bord de l'effondrement. La crise actuelle est peut-être un signe parmi d'autres de la fin de quelque chose et du début d'autre chose.



En tout cas, je prends l'a priori de l'espérance, parce qu'il est évident rien ne nous permet aujourd'hui d'être optimiste. Ce qui nous reste, par contre, c'est l'espérance. L'espérance dont les racines sont dans l'invisible d'abord. Il y a plus en l'homme que l'homme, disait déjà Pascal.

Il y a une opportunité grâce à la

«Il est urgent et nécessaire de nous enrichir des sagesse que les sociétés et les religiosités traditionnelles n'ont pas perdues.»

mondialisation de métissage. Et sans doute sommes-nous appelés à voir le métissage comme l'une des grandes espérances. Il y a la mondialisation et aussi l'altermondialisation. Avec le slogan un autre monde est possible, les plate-formes de Porto Alegre et autres centres sont des lieux d'échanges, de recherche, d'expériences en rupture avec le modèle dominant.

Je prends l'a priori de l'espérance

Et puis nous vivons aujourd'hui l'avènement des mouvements identitaires, pour le meilleur et pour le pire. Il y a les mouvements identitaires régionalistes européens, souvent à base d'égoïsme, mais aussi un formidable éveil identitaire, notamment des Amérindiens. Aujourd'hui, nous avons un indien au pouvoir en Bolivie,

chose impensable il y a quelques années, Hugo Chavez, le nouveau régime en Équateur, la révolution-zapatiste, avec cette extraordinaire capacité de tenir les deux bouts de la chaîne: l'enracinement identitaire et l'ouverture. C'est ce que le sous-commandant Marcos, avec sa révolution dans le Chiapas, semble symboliser.

Nous sommes peut-être en train de vivre une mutation globale des mentalités. Je dirais volontiers avec Edgar Morin : ou nous changeons de mentalité ou nous fondons dans le mur. Le philosophe Paul Ricœur disait: «C'est la catastrophe ou la métastrophe», néologisme qui fait penser à metanoïa pour le changement, le bouleversement intérieur, la conversion. D'autres appellent notre époque un âge axial –le terme est du phi-

losophe Karl Jaspers. Une époque où le monde tourne sur son axe. Un âge axial par excellence, c'est le néolithique (8000 à 6000 avant le Christ). Les hommes vivant de cueillette et de chasse se sont mis

à domestiquer les animaux, prélever des semences sur les plantes et développer l'agriculture. Ceci a bouleversé l'habitat, la famille, la société, les rapports hommes-femmes, la religion. On pourrait dire la même chose du siècle des Lumières.

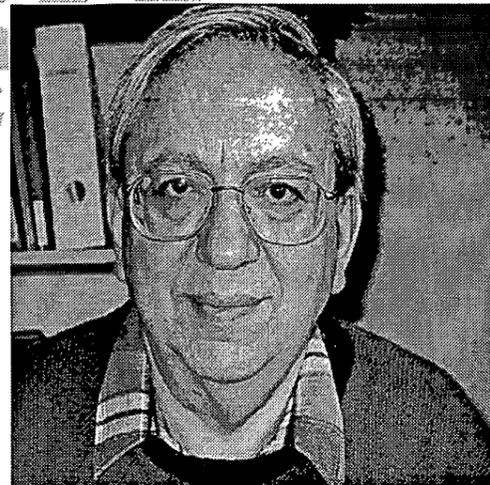
Acteurs d'une mutation?

Ceux qui vivent cet âge-là n'en sont pas conscients. Donc, nous sommes peut-être inconsciemment les acteurs d'une mutation. En tout cas nous vivons une triple révolution: la révolution digitale, qui bouleverse notre information, notre connaissance, la révolution biologique, avec l'intervention de l'homme dans le génome humain et la révolution économique avec la mondialisation.

Au-delà de la crise du capitalisme, nous vivons la crise de la modernité. La modernité, au sens de cette philosophie des Lumières axée sur le progrès, sur la croissance infinie, nous a appor-

«Une spiritualité profonde et personnelle est indispensable à la promotion d'une mutation culturelle et écologique.»

té beaucoup de bonnes choses: la science, la technique, les Droits de l'Homme, la démocratie. Elle nous a apporté aussi le désenchantement du monde. L'abus de neuroleptiques, le grand nombre de



C'est grâce à eux qu'il existe une sécurité sociale, même si elle est menacée. Si eux n'avaient pas osé croire que c'était possible, s'ils n'avaient pas commencé, nous n'en serions pas là. La plupart d'entre eux n'ont pas vu les fruits de ce en quoi ils ont cru, ce pour quoi ils se sont battus, parfois au prix de leur vie. Quand les sufragettes ont revendiqué le droit de vote,

on a commencé à se moquer d'elles.

Et pourtant, le mouvement féministe est devenu mondial, même s'il reste beaucoup à faire. Les premiers écolos étaient considérés comme des doux rêveurs. Et pourtant, les questions d'environnement sont devenues des questions politiques et mondiales. Il en a été ainsi tout au long de l'histoire, et Jésus lui-même s'inscrit dans cette dynamique de la fécondité de ceux qui osent croire qu'un autre monde est possible, et qui le commencent. Lorsque Jésus est condamné sur la croix, l'empire et le temple semblent triompher. Mais et l'un et l'autre ont disparu, alors que l'Évangile ne cesse de rebondir. Face au découragement, face à l'impression d'impuissance et face à la tentation du fatalisme, il est important de garder cela en mémoire. Dans l'Évangile, Jésus a rencontré un certain nombre de personnes malades, blessées par l'existence, humiliées et leur a rendu la dignité. En cela même et à cause de cela, il a mis en cause les pouvoirs en place. Mais Jésus, que nous confessons comme fils de Dieu, n'a rencontré que quelques malades, que quelques personnes écrasées par la culpabilité. Et tous les autres en Palestine qu'il n'a pas rencontrés! Nous ne sommes pas plus puissants que lui, nous ne sommes pas tout-puissants. Simplement, faire là où on est ce qui est possible, en osant croire que l'impossible est possible, cela peut contribuer à changer pour une part le cours de l'histoire.●

La dynamique de fécondité

Il faut se souvenir qu'à différentes périodes de l'histoire, des femmes et des hommes ont osé croire que l'avenir pouvait être différent, que l'apparemment impossible pouvait être possible, et ceux-là ont eu raison. Schuman, Monnet et Adenauer ont eu raison dans leur projet. Il y a une dynamique historique beaucoup plus large, qu'il est important d'observer et de garder en mémoire. Ces hommes et ces femmes ont modestement commencé.

Il en a été ainsi au début du capitalisme industriel, impitoyable pour le monde des prolétaires. Les petites minorités d'ouvriers, qui ont osé les premières grèves, constitué les premières mutuelles, apparemment n'avaient aucune chance. Mais c'est eux qui ont eu raison.

Extraits de la table-ronde

Thierry Verhelst:

Nos amis bouddhistes engagés nous font remarquer que, dans notre conception de l'économie, nous avons comme point de départ, l'idée que dans la valeur, il y a de la rareté, car les ressources sont limitées, tandis que les besoins de l'homme sont illimités. Et alors, les bouddhistes éclatent de rire, Mais comment peut-on construire un système sur un concept aussi fondamentalement barbare?

Comment voulez-vous construire une civilisation sur l'idée que les besoins de l'homme sont illimités? Alors que la civilisation, c'est justement l'art de limiter les besoins.

Ignace Berten:

Le mot de «décroissance» est provocateur, et je pense qu'il n'est pas très pédagogique. Il s'agit de montrer que dans une série de domaines, on y gagnera, en qualité de vie ensemble. En étant plus sobre, en réorientant un certain nombre d'investissements, en modifiant profondément nos modes de production et de consommation. Mais les modes de consommation d'une certaine manière, sont liés aussi à nos modes de production. Il y a une relation entre les deux. Et c'est culturellement qu'il s'agit de voir comment on peut favoriser une meilleure qualité de vie, plus relationnelle, et des tas d'autres choses enfin, la vie locale.

François Houtart:

Dans un groupe comme le vôtre, il est important de garder en tête l'articulation entre micro et macro-dimension. Les analyses globales peuvent évidemment établir des grands principes, des grandes orientations, mais ne sont pas d'une grande aide dans la vie quotidienne. Cependant, le recyclage des déchets et toute une série de mesures ponctuelles dans la vie quotidienne, sont tout à fait bonnes, mais elles ne sont pas non plus la solution définitive.

Donc, comment combiner les deux?

Ignace Berten

Ce que nous apprend le projet européen

Du point de vue humain et spirituel, la construction de l'Europe après la Seconde Guerre Mondiale a été un acte à proclamer par prophétie. Les précurseurs ont cru que la réconciliation était possible, alors que d'autres n'y étaient pas prêts. Ils ont cru qu'en mettant en route un processus, on pourrait y arriver.

Cela peut paraître paradoxal, à l'occasion des 40 ans de la COT-MEC, centrée sur la solidarité avec les pays pauvres, de parler du projet européen. D'autant plus que la Suisse est à l'écart de l'Europe, même si je suis sûr qu'elle ne va pas le rester longtemps. Mais on peut cependant faire toute une série de liens. A l'origine, le projet européen n'était pas un projet institutionnel. Au départ, l'objectif est très précis: il s'agit, après ce drame épouvantable de la guerre, —alors qu'en 1918 on avait dit «plus jamais ça», cela avait recommencé—, d'assurer les bases d'une

"Il faut se souvenir qu'à différentes périodes de l'histoire, des femmes et des hommes ont osé croire que l'avenir pouvait être différent, que l'apparemment impossible pouvait être possible, et ceux-là ont eu raison."

paix qui puisse être durable, et en même temps, d'une solidarité. En 1949, Konrad Adenauer est choisi comme premier chancelier de la toute nouvelle et toute jeune Allemagne fédérale. Très rapidement, au début de 1950, il propose en premier lieu une unification complète de la France et de l'Allemagne, puis une unification politique. Mais personne n'est prêt à faire le pas, cela paraît impensable. Même des personnalités sensibles à cette question —comme Maurice Schuman— se disent que l'union politique est inconcevable, mais qu'il faudrait une première étape. Unir l'Europe de sorte que la guerre ne soit plus

possible. Unir l'économie, et particulièrement les deux piliers de l'industrie que sont le charbon et l'acier. On part du postulat qu'en unissant sous une autorité commune ces deux matières premières, il devient impossible de prépa-

rer la guerre. Pour Schuman, aussi bien que pour Adenauer, l'objectif à long terme c'est effectivement une Europe fédérale. Mais on n'est pas prêt à cela non plus. Et donc, il faut procéder pas à pas.

L'évolution du projet initial

Le projet s'est élargi successivement: au bout d'une vingtaine d'années, lors desquelles on a «fonctionné à 6», des tensions de plus en plus grandes sont apparues sur le projet lui-même. L'objectif politique de départ, c'est-à-dire une Europe plus fédérale, une Europe plus solidaire, a peu à peu cédé le pas au projet d'un grand marché. De fait, l'intégration de la Grande-Bretagne a beaucoup contribué à cette tension et à l'affaiblissement d'un projet plus politique et social commun.

Puis il y a eu, en 1989, la chute du Mur et l'effondrement de l'Union soviétique. La disparition du rideau de fer a fait émerger la conscience que l'Europe était plus large que ce que l'on pensait. Jusque-là, à l'Ouest, on pensait que l'Europe s'arrêtait au rideau de fer, et tout à coup, il s'est agi de réintégrer l'ensemble. Or, ce processus se déroule dans un contexte totalement différent de celui de l'origine de l'Europe: celui d'une économie mondialisée, avec toutes les questions que cela pose sur le projet lui-même et sur lesquelles je vais m'étendre maintenant.

Les enjeux de l'élargissement

Douze nouveaux pays ont été intégrés à l'Europe pratiquement d'un coup. Certains disent que cela a été trop rapide. En réalité, cela n'a pas bien été préparé, car nos gouvernements (les 15) n'ont pas assumé leurs responsabilités: ils auraient dû, avant l'élargissement, mettre en place des structures qui auraient permis de mieux fonctionner. Par ailleurs, on ne peut pas dire que c'était trop rapide, car il existait une sorte de nécessité politique et des dettes de solidarité de l'Occident par rapport à l'Europe centrale et orientale. Cet élargissement n'est pas terminé, des négociations sont en cours avec la Croatie, qui aboutiront assez rapidement. Beaucoup de questions se posent à propos de la Turquie, et l'adhésion est certainement plus lointaine. Des déclarations ont déjà été faites en ce qui concerne l'ensemble des pays des Balkans, disant que ceux-ci ont vocation à être membre. Des pré-négociations existent avec la Serbie, avec la Macédoine, etc. Dans un contexte actuel de crise économique et financière grave, brusquement on parle de l'Islande, alors qu'on n'en parlait pas jusqu'à présent. Le commissaire à l'élargissement disait qu'il n'était pas exclu que cette dernière puisse adhérer à peu près en même temps que la Croatie.

Comme je l'ai dit, je pense qu'un jour ou l'autre, la Suisse, et sans doute la Norvège, devraient rejoindre l'Europe. En tout cas, cela semble assez vraisemblable. Mais beaucoup de questions se posent: «Jusqu'où va-t-on?». L'Ukraine? Le Bélarus? Questions sur lesquelles on n'a pas de réponse à l'heure actuelle.

La question du sens

Comme chrétien, il est important d'animer la question du sens du projet européen. Même si celui-ci semble déficitaire. Les grands objectifs de paix, de démocratie, d'état de droit, de solidarité res-

jeunes qui commettent le suicide, cela témoigne bien de ce malaise dans lequel la modernité nous a laissés. Et je me demande si nous ne sommes pas appelés, non pas à retourner en arrière, mais à transmodernité, à un âge qui prendrait en compte les acquis positifs de la modernité et rejoindrait la grande sagesse de l'humanité pré-moderne. Il est urgent et nécessaire de nous enrichir des sagesse des sociétés et des religiosités traditionnelles n'ont pas perdues.

Il n'est pas encore trop tard, même si l'Occident est partout présent. En Afrique et en Asie ou parmi les Amérindiens, des communautés vivent encore proches d'éléments féconds de leur propre tradition, de leur propre cosmologie, de leur propre spiritualité. C'est une chance pour nous, comme cela peut être une chance pour eux. C'est la chance de cette mondialisation, si on la comprend comme une intensification des relations humaines.

Une chance pour nous comme pour eux

Certaines sociétés ont besoin de recettes d'efficacité qui vien-

«Nous ne pouvons pas rêver d'être des militants sans être en même temps des mutants.»

nent de notre modernité. Par contre, notre modernité a besoin d'un peu de sagesse, d'un peu de solidarité, et de spiritualité que les traditions peuvent nous donner. C'est le sujet du livre que je viens d'écrire. Non pas pour rêver d'un passé béatement idéalisé: aucune culture n'est parfaite. Nous sommes peut-être arrivés à une maturité suffisante pour ne pas nous enfermer dans le projet de la modernité, avec sa croissance infinie. Hegel disait déjà que c'était un mauvais infini, parce que ce n'est pas l'infini de la transcendance, c'est un infini jamais fini, toujours frustré. C'est bien ainsi que marche la société de consommation, n'est-ce pas? Jamais assez.

Suis-je en train de délirer? Des éléments viennent conforter cette espérance. Des études montrent qu'un nombre croissant de citoyens américains vivent aujourd'hui des valeurs qui pointent vers autre



chose. Ils sont prêts à percevoir un salaire moindre pour une meilleure qualité de vie, sont concernés par l'écologie, regardent moins la télévision et lisent davantage de livres, pratiquent la méditation et s'intéressent aux valeurs généralement attribuées au sexe féminin, se méfient des multinationales et s'intéressent à d'autres cultures. On a en Europe des résultats semblables.

En ce qui concerne le christianisme, on voit bien que les appareils ecclésiastiques sont en crise. Les églises se vident, mais les caves et

les greniers se remplissent. Il y a un surgissement d'hommes et de femmes qui cherchent un sens, la main dans la main avec d'autres chercheurs de sens, en dehors ou à la marge des appareils. Nous quittons une infantilisation et une culpabilisation dans lesquelles on nous a trop longtemps fait mijoter et nous revendiquons, avec raison, d'être de libres enfants du Seigneur, à l'invitation du Christ qui n'a pas dit autre chose à la Samaritaine: Le temps est venu, et c'est maintenant, où les vrais adorateurs adoreront dans le souffle. Le souffle, il souffle dans la fidélité à son soi profond, et non pas à ce que Monsieur le curé nous dit de croire.

Démocratiser la mystique

Une spiritualité profonde et personnelle est indispensable à la promotion d'une mutation culturelle et écologique. Il y a un travail énorme à faire, un retour aux sources évangéliques et patristi-

ques, y compris dans la radicalité sociale que les pères de l'Église ont exprimée dans les premiers siècles du christianisme. Roger Schutz a annoncé de manière prophétique, et cela a été entendu par les jeunes, ce lien entre lutte et contemplation. Nous ne pouvons pas rêver d'être des militants sans être en même temps des mutants. Une loi mystérieuse relie le changement de société au changement personnel.

Gandhi disait: l'arbre est dans la semence. Alors ouvrons-nous au Saint-Esprit, c'est celui qui renouvelle tout. Il s'agit de reprendre au sérieux la mystique. Dorothee Sölle, théologienne luthérienne, féministe, pacifiste, a cette formule admirable: «Il faut démocratiser la mystique». Dans le christianisme, religion de l'incarnation, il n'y a d'autre mystique qu'incarnée, et donc qui appelle à un engagement dans le politique et dans l'écologique. Démocratiser la mystique veut dire: ne pensons pas que les mystiques sont en lévitation. Les mystiques sont le levain de la pâte, car la réalité elle-même est mystique. La matière n'est pas que matière, elle est habitée, elle est sainte.

Nous voilà devant un chantier: recommencer le christianisme et travailler à une Église qui soit pauvre, mystique et œcuménique, à la recherche d'union, mais pas d'unification. Ignace Berten, qui vient d'écrire un livre sur la Trinité, ne va pas me donner tort. La Divine Trinité, est l'union de la parfaite diversité, la totale unité dans la totale diversité. Le ciment n'est pas le droit, mais l'Amour. Et peut-être sommes-nous appelés à une civilisation de l'Amour. ●

François Houtart

Changer la logique du système

Blâmer les banquiers qui n'ont pas su prévoir la crise ou en sont complices, sans remettre en question le système, est une manière extrêmement superficielle de faire face au phénomène. Les gouvernements tentent -au moyen de subventions massives- au système bancaire- de colmater les brèches. Suffit-il de mettre des garde-fous, ou faut-il repenser la logique même de l'organisation économique du monde?

La crise financière est une crise d'accumulation qui atteint à la fois le capital financier et productif et aura des conséquences graves sur l'ensemble des économies du monde. Elle était annoncée depuis très longtemps, bien que personne n'ait pu dire à quel moment elle allait éclater. Il était pourtant évident que l'on ne pouvait indéfiniment augmenter la bulle financière et les produits dérivés, créant ainsi une économie très virtuelle, sans qu'un jour cela finisse par éclater. A la première s'ajoute la crise alimentaire, que nous ne pouvons analyser séparément puisqu'elles ont toutes les deux des origines communes. En effet, ce n'est pas le manque de production qui a empêché les plus pauvres d'avoir accès aux aliments, mais bien une augmentation des prix alimentaires, fruit de la spéculation. Les deux crises sont donc liées à la logique du système économique mondial, c'est-à-dire à la domination du capital financier dans l'orientation de l'économie mondiale.

La crise énergétique mène à la crise climatique

Depuis la Révolution industrielle, le Nord a mis l'accent sur un modèle de développement extrêmement consommateur d'énergie: l'utilisation de l'énergie a été le moteur de la croissance économique. Or, cette consommation d'énergie à bas prix n'a pas tenu compte des externalités, comme on les nomme en économie

capitaliste, c'est-à-dire des éléments qui ne rentrent pas dans le calcul économique: les problèmes sociaux et écologiques. Des coûts énormes sont répercutés sur les collectivités ou sur les individus (pollution, santé publique...) C'est seulement lorsque les externalités commencent à affecter le taux de profit que l'on se met à en tenir compte. Cela nous amène à la crise climatique qui s'est accentuée au moment de la période néolibérale du système capitaliste. A partir du moment où l'on libère l'économie, où l'on dérégule les mesures pour la protection des forêts, nous voyons une évolution rapide des émissions de CO2 et du réchauffement de l'atmosphère.

Les agrocarburants et leur récupération par le système

Les agro-énergies sont une des solutions proposées contre le réchauffement du climat: produire de l'éthanol à partir de l'alcool et de l'huile est moins polluant qu'utiliser du pétrole pour la combustion des moteurs. Même s'il faut plus de matière première pour le même volume d'énergie, le tout reste moins polluant. Par contre, quand on examine le cycle de production et de distribution, la plupart des agrocarburants ont un bilan de zéro, voire négatif par rapport aux énergies fossiles. On se rend compte que les agrocarburants ne sont pas une solution. Tout est pris en main par la logique même du système de production économique: monocultures, domination des grandes entreprises (cartel entre les industries chimiques, agronégoce, automobile, etc.). C'est le modèle économique en fonction duquel on développe les agrocarburants qui doit être remis en question, davantage qu'une opposition de principe par rapport aux agrocarburants! Les agrocarburants sont une solution type du système capitaliste qui reste dans la même logique, sans tenir compte des externalités: destruction de la nature et expulsion de populations.

La crise sociale

Vous connaissez sans doute le graphique de la coupe de champagne, où les 20% de la population mondiale se partagent les 84% des revenus mondiaux et où les 20% inférieurs doivent se partager 1,4%. On pourrait croire que cette situation est un accident, ou qu'avec le temps et la croissance économique, la répartition s'améliorera. Ce n'est pourtant pas le cas: la proportion de 20% reste stable! En effet, il est beaucoup plus intéressant de produire pour les 20% de la population qui ont un grand pouvoir d'achat et peuvent absorber des biens sophistiqués et des services, que de produire des biens ordinaires pour une population qui a très peu ou pas de pouvoir d'achat. On ne peut pas dire qu'il n'y a pas de croissance: la richesse du monde a été multipliée par 7 au cours des 50 dernières années. Mais une croissance pour qui? Pour 20, ou 15 ou 10% de la population. C'est la logique du système qui construit ces inégalités. Si nous voulons trouver des solutions nous devons réfléchir sur la logique du système...

Quelles solutions à la crise globale?

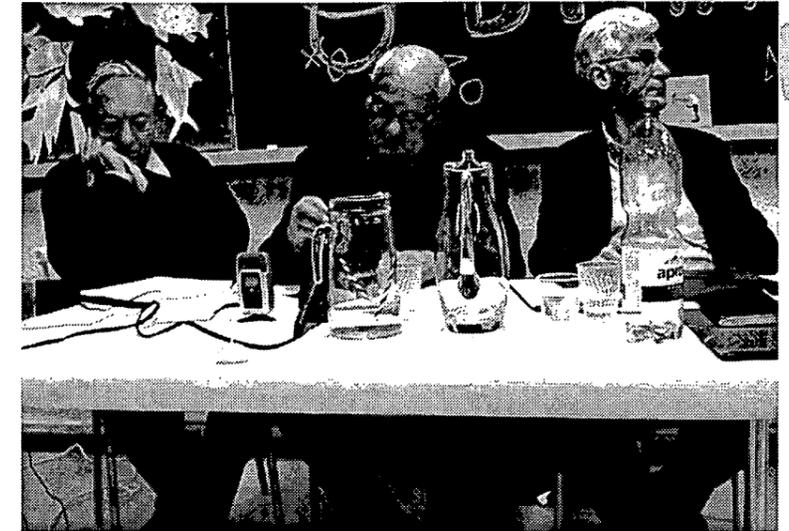
Nous nous trouvons aujourd'hui devant une crise de civilisation, pas seulement une crise financière mais une crise globale. Quelles solutions? Dans le cadre de la logique du capitalisme, à long terme il n'y a pas de solution. Le capitalisme est à la fois destructeur et constructeur, mais il détruit en réalité beaucoup plus qu'il ne construit. Il nous faudrait plusieurs planètes pour arriver à renouveler ce qui est détruit. On se trouve face à un problème de fond en termes d'éthique sociale. La doctrine sociale de l'Église catholique a condamné de manière radicale le capitalisme sauvage, en référence avec les valeurs de l'Évangile, comme s'il existait un capitalisme civilisé. C'est bien là le

problème: en attaquant le capitalisme sauvage, on n'attaque pas la logique du capitalisme. On estime qu'il y aura une possibilité de réforme, de transformation interne. Mais c'est une vision à court terme. Or, le court terme doit être inscrit à l'intérieur d'une vision à long terme, sinon il servira à reproduire la situation contemporaine!

Quatre axes pour penser l'avenir

- Un premier axe pour penser l'avenir est le rapport à la nature. Une utilisation durable des éléments naturels permettra à la nature de se reconstituer. Ce qui est typique du système capitaliste c'est qu'il voit la nature comme un sujet que l'on exploite de manière sauvage, alors qu'elle doit être objet de respect. C'est une transformation qui n'est pas facile à opérer car elle exige une autre approche vis-à-vis de la nature, qui ne pourra pas se faire tant que l'exploitation de la nature restera aux mains du capital. C'est pourquoi il est important d'établir un contrôle collectif de toutes les ressources naturelles dans le monde.

- Le deuxième axe est de privilégier la valeur d'usage sur la valeur d'échange. La valeur d'usage, c'est l'eau. La valeur d'échange, c'est lorsque je la mets en bouteille et je la vends. La base du capitalisme, c'est la valeur d'échange, car il n'y a pas moyen de faire du profit s'il n'y a pas de valeur d'échange. Par conséquent il faut tout transformer en marchandise. C'est pourquoi l'ère néolibérale a été l'ère de la transformation des services publics, de la santé, de l'éducation, de l'ensemble des services publics en services privés, soi-disant pour les rendre plus efficaces. La même chose pour l'agriculture. Tant qu'elle reste paysanne, elle ne contribue que de manière marginale à l'accumulation du capital. Privilégier la valeur d'usage signifie également allonger la vie des produits et diminuer les transports, ce qui implique une moindre utilisation de matière première et d'énergie. Une autre conséquence serait l'abolition des paradis fiscaux, qui



De gauche à droite: I. Berten, F. Houtart et T. Verhelst

jouent actuellement un rôle clef dans le blanchiment de l'économie criminelle.

- Le troisième grand axe est une démocratie généralisée sur un plan politique. Démocratiser tous les systèmes politiques, y compris l'ONU, les institutions économiques, les institutions religieuses, le rapport entre hommes et femmes. Une conception de l'État signifie l'importance donnée au sujet, seule garantie d'un contrôle collectif sur un certain nombre d'activités.

- Finalement, le quatrième axe met en avant la multiculturalité, soit donner la possibilité d'un apport de toutes les cultures à cette construction. Nous en sommes encore à l'hégémonie de l'Occident, celui-ci prévalant de façon latente dans l'ensemble de la réflexion et des propositions de solutions. Ce sont des apports réels pour la construction d'une utopie qui peut se bâtir de manière très concrète.

Quel sujet historique porteur de changements?

Si, dans le passé, la classe ouvrière a été le sujet contestataire, le sujet social par excellence, elle a certes un rôle à jouer dans un projet post-capitaliste. Mais aujourd'hui le sujet historique devient pluriel. Nous le voyons: l'hégémonie du capital touche l'ensemble des groupes sociaux. Avec la mondialisation, c'est l'hégémonie du capital qui affecte aujourd'hui tous les groupes

sociaux: les peuples indigènes qui perdent leurs territoires, les petits paysans, les paysans sans terre, les femmes -premières victimes de la privatisation de l'eau, de l'enseignement, de la santé- d'où une certaine radicalisation des mouvements féministes.

Nous nous trouvons face à un acteur social qui construit tout doucement sa convergence, et les forums sociaux mondiaux jouent leur rôle dans ce processus. Nous voyons un sujet historique se construire peu à peu, pour finalement entrer dans une perspective d'action. Même s'il existe un problème en ce qui concerne la dimension politique du projet.

Je termine en disant que tout ceci nous incite à avoir une préoccupation d'un point de vue éthique. Nous nous trouvons devant une éthique de la vie qui est fondamentale. Elle est à la base de tout aujourd'hui, car il s'agit de la survie de l'humanité, de la possibilité de reproduire la vie. Notre spiritualité doit inclure tous ces éléments, et le moment que nous vivons exige une théologie contextuelle. Non pas une théologie «faite sur la lune», mais une théologie qui tienne en compte l'ensemble de ces dimensions, ceci pour avoir une contribution propre qui n'est pas l'unique possible. Une contribution qui vient de notre propre conviction, de notre propre foi, à la construction nouvelle qui paraît nécessaire aujourd'hui. ●



Volontariat

E-changer fête ses 50 ans

A l'occasion du jubilé de l'organisation d'envoi de volontaires E-changer, nous avons eu l'occasion de recevoir Alessandra Bellini, volontaire en Bolivie depuis bientôt cinq ans et Madeleine Clavijo-Musy, représentante d'E-changer à Genève. A mi-parcours de son contrat à Cochabamba, Alessandra nous parle de son engagement auprès de Kawsay, une organisation bolivienne active dans le domaine de l'éducation indigène interculturelle et du regard qu'elle porte sur ce pays à partir de son expérience.

En premier lieu, la diversité de la culture indigène en Bolivie est très grande, ce sont près de 36 nations différentes. Les trois grandes cultures: quechua, aymara et guarani ne reflètent que partiellement cette diversité.

Entreprises communautaires

Aujourd'hui, la nouvelle constitution bolivienne ouvre la possibilité d'une réelle autonomie, d'une gestion commune du territoire et des ressources naturelles. Dans ce contexte, l'enjeu est aussi de renforcer l'économie locale au sein des communautés, en partant de leur potentiel, et en gardant la structure communautaire. Un projet de loi établit un cadre pour la création d'entreprises communautaires.

Biodiversité et agriculture

2008 était l'année internationale de la pomme de terre, et à cette occasion ont été recensées en Bolivie 650 espèces de pommes de terre natives. Toutefois, seules 80 d'entre elles sont encore cultivées aujourd'hui. Dans la région de Totorani (hauts plateaux de la province d'Ayopaya, départe-

ment de Cochabamba), Kawsay est en train de gérer un projet de récupération des espèces natives de pommes de terre. C'est dans le cadre de ce projet qu'Alexandra travailla avec sa collègue quechua Hilda Vargas. Elles ont réalisé une brochure mettant en valeur le rôle des femmes dans la production des semences natives de pommes de terre. A cet effet, elles ont également animé plusieurs ateliers dans les communautés avec les femmes paysannes quechua. Elles ont beaucoup utilisé le dessin, dans la mesure où c'est un outil de travail plus didactique qui facilite l'échange d'expériences entre les femmes, pour la plupart analphabètes. L'objectif est de maintenir la diversité des variétés locales et de favoriser leur commercialisation à plus long terme.

Un moment de changement

La Bolivie vit un moment fascinant. Avec la nouvelle constitution, beaucoup de portes se sont ouvertes. Pour la première fois, la majorité de la population a voix au chapitre. Il est possible de proposer un développement local, à partir des ressources existantes dans chaque région. Mais il ne s'agit pas non plus du modèle de la communauté autarcique, supposée parfaitement harmonieuse. Certains groupes culturels ont une vision très intransigeante, focalisée sur les valeurs de leur communauté. Ils ne sont pas prêts à intégrer les nouvelles données amenées par l'urbanisation. En effet, la majorité des peuples indigènes vivent et se côtoient maintenant dans les villes. On ne peut pas parler de nations indigènes complètement homogènes. Le défi actuel de la Bolivie est donc celui de construire un Etat pluriel, soit un Etat plurina-

tional interculturel, fondé sur la pluralité et l'intégration de toutes les cultures selon l'actuelle constitution. ●

Propos recueillis par Virginie Estier dos Santos

Renforcer le réseau

«C'est important d'être plus présent dans les cantons», nous dit Madeleine Clavijo-Musy, responsable de la représentation à Genève. «Le but est de se rapprocher du «réseau E-changer» formé des anciens volontaires, des groupes de soutien aux volontaires sur le terrain, des candidats volontaires et des sympathisants. C'est un moyen de renforcer la sensibilisation en Suisse.»

Pour cette raison, E-changer vient de mettre sur pied des représentations cantonales. Elles ont pour objectif de faire connaître et de soutenir le travail de E-CH au Sud comme au Nord à travers des activités publiques (conférences, journées thématiques, diffusion de films, organisation de soirées conviviales...).

Plus d'infos sur www.e-changer.ch

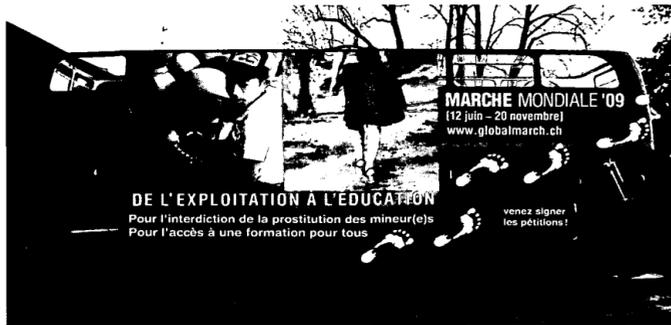
Agenda

- A Genève
 - 14 au 21 novembre: exposition «Donner, recevoir, échanger», Maison des Associations. Vernissage: 14.11 dès 17h00
 - 15 novembre: journée E-CHANGER du festival Filmar en America Latina. Projections, discussions. Grütli, salle «Fonction Cinéma», de 13h00 à 20h30
 - 21 novembre: théâtre-forum, Maison des Associations à 20h
- Addresses: Maison des Associations: 15, rue des Savoises / Grütli: 16, rue Général Dufour

Rendez-vous Marche mondiale

Depuis le 12 juin dernier, date anniversaire des dix ans de la Convention de l'OIT sur les pires formes de travail des enfants, la Marche mondiale a repris du service à Genève. Quelques rendez-vous jalonnent la campagne qui s'achèvera le 20 novembre prochain.

Six mois durant, de nombreuses associations –dont la COTMEC–, font revivre la marche par le biais d'un vaste campagne de sensibilisation aux droits des enfants dont le principal outil de diffusion est un bus londonien à son effigie. Pour marquer l'événement, deux pétitions ont été lancées récoltant des signatures pour l'interdiction de la prostitution des mineurs et en faveur du droit à la formation pour tous.



De l'exploitation à l'éducation, Marche mondiale 2009

Vous avez l'occasion de signer ces pétitions en musique le 2 octobre prochain lors d'une soirée festive organisée en faveur de la Marche à la Salle du Faubourg de Genève dès 19h.

Trois concerts (DJ, groupe de rock, etc.) vous seront offerts, ponctués de témoignages sur la thématique du travail infantile. Le 11 octobre, c'est lors de la Marche de l'espoir que la campagne tiendra des stands volants. Parlez-en dans vos réseaux! ●

Martyna Olivet

Adresse: salle du Faubourg, rue des Terreaux-du-Temple 6-8
Pétitions: www.globalmarch.ch

Zimbabwe

Solidarité santé

Le 3 octobre prochain à l'Eglise anglaise de Holy Trinity, à Genève, ZimHealth (réseau d'aide sanitaire au Zimbabwe) présentera ses projets. Cette journée sera aussi l'occasion de collecter les fonds nécessaires aux prochains envois de matériel médical dont le pays a cruellement besoin. Cette jeune association, dont nous vous avons présenté la création dans le COTMEC-Info, cherche à contribuer à la reconstruction du système de santé zimbabwéen, durement touché par les crises politiques et sociales de ces dernières années. ●

Adresse: Holy Trinity Church Hall, 14 rue du Mont-Blanc, de 16h à 22h. www.zimhealth.org

JAB
1200 Genève 2
Cotmec, Commission Tiers Monde de l'Eglise Catholique
16, bd du Pont-d'Arve, 1205 Genève
tél. 022 708 00 78, fax 022 708 00 79
info@cotmec.ch
www.cotmec.ch
CCP: 12-21551-1
Rédactrice responsable: Martyna Olivet
Imprimerie: Fornara, Ge
Maquette: Pascale Castella



Edito

La fête et la lutte

En juin dernier, le Chœur Ouvert, dont je fais partie, a chanté la *Misa Criolla* et posé quelques «questions» en paroles et en musique.

Ce spectacle mettait en scène les deux fondements primordiaux, à mon sens, de la vie chrétienne: la louange et l'engagement.

La louange, d'abord.

Elle est magnifiquement portée par les airs de la Misa qui vibrent de la confiance en Dieu, autant dans le repentir «*Señor ten piedad de nosotros*» que dans la glorification «*Gloria a Dios en las alturas*».

Composée dans la mouvance de Vatican II, en langue populaire, –l'espagnol en Argentine est pourtant la langue des Colons–, cette superbe œuvre résonne comme une appropriation par le peuple d'une foi qui lui a été imposée d'abord par la force. De cet acte assumé se dégage une puissance extraordinaire.

L'engagement ensuite.

L'indispensable complément à cet élan vers le divin était apporté par les chants de quelques auteurs profanes, dont les *Preguntitas sobre Dios* d'Atahualpa Yupanqui, qui érige la justice humaine au-dessus de tout. En posant ses petites questions sur l'existence de Dieu face à la misère des humains, il affirme:

«Il est une affaire sur terre Plus importante que Dieu C'est que personne ne crache le sang Pour que d'autres vivent mieux.»

Chaque fois que j'entonne ce couplet, mon âme de chrétien frissonne, tant faisons-nous cracher du sang, dans ce monde inéquitable, et si souvent au nom de Dieu.

En ces temps de reprise après la pause estivale,



je nous souhaite de vivre pleinement notre engagement chrétien au quotidien, là où nous sommes. Que nous sachions chanter le Créateur en nous battant pour un monde plus juste... avec un cœur ouvert autant à la fête qu'à la lutte. ●

Roland Pasquier

Eclairage

Nul n'est prophète

Un ami me confie une lettre adressée le 20 octobre 1997 –il y a 12 ans!– par un curé de Genève à son évêque auxiliaire. Le signataire m'autorise à en retrasnscrire des extraits. Je le fais d'autant plus volontiers puisqu'il est question de la COTMEC. Notre Commission venait alors de publier un livre dont le titre était celui d'un manifeste: «Guerre économique. L'heure de la résistance».

Au sortir d'une confirmation, notre abbé aborda avec sa hiérarchie la question de la mondialisation économique, traitée dans notre publication. Dans une lettre qui prolongeait cette conversation, le curé faisait remarquer à son évêque qu'il n'avait pas été très intéressé par le sujet. «Personnellement, lui écrivait-il, j'ai été surpris de ton attitude floue... Quantité de travaux et d'analyses nous démontrent les conséquences désastreuses que nous préparent les marchés financiers libéralisés». Et de citer Paul Ricoeur: «Je pense qu'on va connaître en Europe occidentale une traversée du désert extrêmement dure».

Nous y voilà au milieu du désert, comme des autruches, la tête prise dans les sables, surpris de n'avoir rien vu venir. Un peu tard pour se lamenter! Ce prêtre genevois, fantassin de deuxième classe, était prophète. Mais, comme tant d'autres, il n'a guère eu de succès dans sa patrie. Je doute en effet que la conférence épiscopale suisse ait retenu sa suggestion d'organiser pour ses membres une session animée par Riccardo Petrella.

On se moque de nos Eglises toujours en retard d'une guerre. Elles ont manqué la «guerre économique», comme elles avaient déjà brillé par leur absence lors des conflits sociaux ou coloniaux. Pourtant, quelques visionnaires ont sauvé l'honneur du contingent. Vous étiez de ceux-là, Monsieur l'abbé! ●

Guy Musy



Fonds Duvalier Sans vergogne?

Depuis le début de l'année, nous vous informons de près sur les rebondissements du dossier des fonds Duvalier.

Chaque étape laisse poindre l'espoir et attise l'impatience de voir enfin les 7 millions de francs gelés en Suisse restitués au peuple haïtien. Pour l'heure, un ultime recours au Tribunal fédéral retarde ce dénouement... Dernier argument avancé: les fonds saisis auraient pour seule origine «la fortune de Simone Duvalier». Espérons que ce motif sera balayé à la lumière de la décision de droit suisse du Tribunal pénal fédéral (TPF) qui déclarait en août dernier: «il est établi que Simone Duvalier était membre de l'organisation criminelle dirigée par son mari François Duvalier, puis par son fils Jean-Claude, en sa qualité de bénéficiaire de détournements de fonds opérés systématiquement».

La Section haïtienne de *Transparency International* salue la décision du TPF et veut croire à un jugement final qui renforcera la lutte contre la corruption dans le monde et encouragera les autorités haïtiennes à engager d'autres poursuites judiciaires. D'Haïti également, le *Centre Œcuménique des Droits Humains* attire l'attention sur l'impact international qu'aura la décision rendue dans notre pays: elle sera un véritable message adressé aux chefs d'Etats pour leur rappeler que voler l'Etat est un crime, de plus en plus traqué, grâce à l'extension des juridictions internationales (NDLR: comme dans le cas des victimes de l'apar-

theid qui ont déposé plainte aux USA), de la collaboration entre Etats et des plaidoyers de la société civile. ●

Martyna Olivet

Victimes de l'apartheid Soutien gouvernemental

Dans notre édition du mois de mai passé, nous vous avons annoncé que la longue bataille engagée par les victimes de l'apartheid contre les entreprises qui avaient profité financièrement de leur collaboration avec le régime ségrégationniste entraînait dans une phase cruciale. Suite à un jugement prononcé aux Etats-Unis le 8 avril 2009, cinq entreprises –Ford, IBM, Reinmentall, General Motors et Fujitsu– étaient exposées à un procès pour complicité de crime contre l'humanité. Toutefois, la mécanique juridique offrant plus d'un recours aux accusés, les entreprises en question se sont empressées de faire appel de la décision en arguant qu'une cour américaine n'était pas l'endroit approprié pour juger de leur implication dans le maintien du régime de l'apartheid. Elles étaient confortées dans le bien-fondé de leur démarche par la position du gouvernement sud-africain ouvertement hostile aux plaintes. En 2003 déjà, ce dernier avait fait savoir au tribunal américain que la tenue d'un tel procès hors de son territoire serait à la fois perçue comme une atteinte à sa souveraineté en plus d'un frein au commerce international dont l'Afrique du Sud espère des bénéfices financiers conséquents. Dans un

tel contexte, il était plus que difficile pour les associations locales de gagner l'appui des sphères politiques du pays. Toutefois, elles n'ont eu de cesse de maintenir le dialogue et d'informer les parlementaires de leurs actions et revendications.

Coup de théâtre

Au moment où les plaignants s'y attendaient le moins, un revirement de la position du nouveau gouvernement sud-africain est venu littéralement couper court à l'argumentaire des entreprises incriminées. Le 1er septembre dernier, par le biais d'une lettre adressée au Juge en charge de l'appel, le Ministre de la Justice sud-africain a fait savoir qu'il considérait que le tribunal de district américain représentait le bon for juridique, en d'autres termes le bon endroit, pour traiter cette plainte. Un renversement de situation qui a eu l'effet d'une véritable bombe dans le domaine de défense des droits humains.

Invitation à négocier

Le gouvernement sud-africain est allé encore plus loin, comme pour marquer son attachement à la résolution de cette affaire. Toujours dans la même missive, il s'est proposé d'abriter une médiation entre les deux parties, si les entreprises poursuivies envisageaient d'opter pour un accord à l'amiable conclu en dehors des tribunaux.

Il va sans dire que les représentants des victimes de l'apartheid espèrent que le monde des affaires répondra favorablement à cette proposition. Réunir les anciens partenaires économiques du régime autour de la table des négociations a toujours été la façon dont les associations souhaitaient traiter de la question des réparations pour les tords subis, sur le plan social et économiques, par des millions de citoyens d'Afrique du Sud. ●

Martyna Olivet

Pérou

Quand le «miracle» vire à la tragédie

D'immenses réserves de pétrole ont été découvertes ces dernières années en Amazonie péruvienne. «Un miracle», selon le président Alan Garcia. Or, les ressources naturelles de cette région sont au cœur d'un grave conflit opposant les Indiens au gouvernement.

Le 5 juin dernier, journée mondiale de l'environnement, la petite ville de Bagua au nord-ouest du Pérou a été le théâtre d'une violente confrontation entre les peuples autochtones d'Amazonie et les autorités péruviennes. Depuis début avril, les Indiens de la région amazonienne manifestent leur révolte contre une série de décrets gouvernementaux permettant d'appliquer le Traité de libre-échange entre le Pérou et les Etats-Unis, entré en vigueur au début de cette année.

Le décret le plus controversé libéralise plusieurs points de la législation actuelle concernant l'exploitation des ressources minières, forestières et pétrolières. D'autres décrets remettent en cause les droits territoriaux des peuples indigènes, tels que garantis par la Convention 169 de l'Organisation Internationale du Travail, convention ratifiée par le Pérou en 2004.

Des semaines durant, des actions de protestation ont été menées par les communautés indigènes de la région amazonienne: barrages routiers, occupation de ports, d'oléoducs et d'installations pétrolières. Ces actions, essentiellement réalisées par les peuples awajun et wampis (anciennement appelés jivaros), regroupaient également des membres de l'AIDSESEP (Association interethnique pour le développement de la forêt péruvienne). Cette organisation regroupe une soixantaine de peuples de l'Amazonie péruvienne, et rassemble au total plus d'un demi-million de personnes. Une situation qui a mené le gouvernement péruvien à décréter, début mai, l'état d'urgence dans les régions du pays concernées par le mouvement de protestation. Cela n'a pas empêché la tenue d'une manifestation de soutien aux Indiens d'Amazonie, le 26 mai à Lima.

Un affrontement meurtrier

Mais, le 5 juin suivant, Bagua fut le théâtre d'une intervention de l'armée contre les quelque cinq mille Indiens qui bloquaient, depuis dix jours, la route reliant la région amazonienne à la côte Pacifique Nord. Avec le renfort de trois hélicoptères de la police, l'armée a lancé des gaz lacrymogènes et a ouvert le feu sur la foule. Au cours de cette journée, trois assauts ont eu lieu, coûtant la vie à 25 policiers

et à une cinquantaine d'Indiens, qui déplorent également des centaines de disparus. Juste après ces événements, la zone a été bouclée par l'armée et la police, empêchant tout accès au Ministère public et à toute autorité civile pendant plusieurs jours. Selon des témoins, les militaires auraient brûlé des cadavres et en auraient jeté d'autres dans le fleuve, afin de faire disparaître les traces de la violente répression contre les Indiens.

Dans les jours qui ont suivi, le président Garcia n'a pas hésité à qualifier les Indiens de «terroristes» et de «sympathisants du Sentier Lumineux», alors que les peuples wampis et awajun se sont toujours opposés à ce mouvement. Il a aussi accusé les pays voisins –la Bolivie, l'Equateur et le Venezuela–, également détenteurs de ressources importantes en hydrocarbures, de fomenter la révolte au Pérou, afin d'empêcher le pays d'exploiter son pétrole.

Dans ce contexte, il faut souligner le courage des peuples indigènes de s'opposer à un président qui n'a pas hésité, par le passé, à employer la manière forte. Lors de son premier mandat présidentiel, en 1986, Alan Garcia avait ordonné l'intervention des forces armées dans trois pénitenciers mutinés: l'assaut s'était soldé par près de 300 morts, soulevant une vague d'indignation nationale et internationale. En effet, plusieurs organisations de défense des droits humains avaient révélé que nombre de prisonniers avaient été exécutés après s'être rendus.

Le mercredi suivant la répression du 5 juin, le parlement péruvien suspendait les deux décrets litigieux sur l'exploitation forestière en Amazonie et voyait son premier ministre poussé à la démission.

Le soutien de l'Eglise

Depuis le début du conflit, l'Eglise considère que ces décrets représentent «une menace pour l'Amazonie». Juste après l'intervention de l'armée, le président de la Conférence épiscopale péruvienne, Mgr Miguel Cabrejos, prenait position contre l'application des décrets rejetés par les communautés indigènes: «Depuis de nombreuses années, les peuples d'Amazonie ont été oubliés. Or aujourd'hui, ils défendent l'eau, la terre, donc la vie. Nous devons prendre en compte leur cosmovision.» A Bagua, le 5 juin et les jours suivants, de nombreux Indiens ont trouvé refuge dans des paroisses et des couvents.

L'exploitation du pétrole: en faveur de qui?

Les événements récents au Pérou sont emblématiques d'un phénomène présent dans toute l'Amérique latine: de plus en plus, les peuples autochtones s'opposent à l'exploitation du sous-sol et à la dévastation de l'environnement et de la biodiversité. Cela se passe au Brésil, au Chili, en Argentine, en Colombie, au Guatemala. En Equateur, l'entreprise Texaco –qui a provoqué un véritable désastre écologique dans toute une région–, s'est retrouvée

devant les tribunaux. C'est la première fois que des communautés amazoniennes intentent un procès à une multinationale de cette importance. Les Indiens péruviens, eux, continuent à affirmer qu'ils ne céderont pas tant les décrets incriminés ne seront pas abandonnés dans leur totalité, et tant que leurs droits territoriaux ne seront pas intégralement respectés. La situation reste donc explosive dans la région.

Le parlement suisse serait bien inspiré de s'informer précisément de la situation politique au Pérou, lorsqu'il devra se prononcer en automne sur le Traité de libre-échange entre les deux pays. Et de prendre conscience que, face à la détermination des peuples indigènes, la vision d'Alan Garcia ne pourra s'imposer qu'au prix de violations importantes des droits humains. ●

Virginie Estier dos Santos

Remerciements à Geneviève Herold, du DOICIP (Centre de Documentation, de Recherche et d'Information des Peuples Autochtones), pour les informations fournies.

Des visions antagoniques

«Le vieux communiste anticapitaliste du 19ème siècle s'est déguisé en protectionniste au 20ème siècle et a changé une nouvelle fois de chemise au 21ème siècle pour devenir écologiste. Mais toujours anticapitaliste.» Selon le président du Pérou, ceux qui s'opposent à la destruction de l'environnement ne sont que des attardés qui refusent le développement du pays. Ce discours au premier degré rappelle la vision prônant le développement à outrance des années '70 au Brésil, portée par la dictature militaire.

Pour Alan Garcia, la région amazonienne (60% de la superficie du pays) n'est qu'une gigantesque ressource inutilisée. Il se propose donc de tailler dans plus de 60 millions d'hectares, afin de les «découper» en parcelles de plusieurs milliers d'hectares, car bien sûr, les investissements économiques ne valent la peine qu'à une large échelle. Ce n'est donc pas de soutien à la production locale qu'il s'agit.

Or, cette conception fait fi de la législation foncière existante au Pérou depuis les années 70, ainsi que des conventions des Nations unies, qui garantissent aux communautés indigènes leurs droits territoriaux. De plus, à quelques mois de la Conférence de Copenhague sur le Climat, où les gouvernements devront penser l'après-pétrole, on se demande qui sont les attardés... C'est ce que nous rappelle le leader indigène awajun Santiago Manuin, blessé par balles le 5 juin, qui avait déclaré auparavant: «Nous avons besoin d'un développement pensé depuis la forêt et en faveur de la forêt, qui serait également le meilleur pour le Pérou. (...) Regardons l'histoire, ce qu'ont souffert les peuples indigènes, la déforestation, les fleuves contaminés. Cela, c'est du développement?» ●

VES

Crise sur fond de division

La situation politique péruvienne n'est guère brillante et la crise pétrolière entamée en juin dernier n'est qu'un révélateur de plus. Pour comprendre le fonctionnement politique du Pérou, il est nécessaire de se pencher sur les structures complexes de son territoire.

En premier lieu, l'importante différence entre les cités et les zones rurales. Le Pérou compte environ 30 mio. d'habitants, dont 12 mio. vivent dans la capitale et ses environs. Ce déséquilibre est rendu encore plus flagrant par la centralisation à outrance des services étatiques et éducatifs. Une vision tranchée, volontairement réductrice, conduit à considérer comme provincial tout ce qui ne provient pas de Lima ou d'Arequipa (la seconde ville du pays).

Ce point de vue est aggravé, en second lieu, par le racisme institutionnel du pays: les classes sociales et les ethnies y sont encore extrêmement liées. Il n'est pas rare de voir les postes subalternes, ou de services, dévolus aux Indiens et aux afro-péruviens. La bonne société se composant majoritairement de Blancs originaires d'Espagne ou plus généralement d'Europe et habitant sur la côte pacifique.

Le président Alan Garcia n'a pas été élu par l'arrière-pays ou, comme il les nomme lui-même, «les citoyens de seconde zone». Des citoyens qui peuplent les zones les plus riches du pays. Non, Alan Garcia a été élu par la côte et une part de la capitale. Cette élection prouve que le Pérou n'a pas changé de vision, malgré les promesses d'un président affirmant avoir mûri. Son point de vue dépourvu de nuances est celui qui a fait décerner le prix *Survival* de l'article le plus raciste de l'année à un éditorialiste du *Correo*, un des principaux journaux péruviens. Dans sa rubrique «l'ortie», Andrés Bedoya Ugarteche, pour ne pas le nommer, ne propose rien de moins que le napalm, afin de régler la crise du pétrole en Amazonie. Le plus navrant n'est pas qu'il y ait des articles d'aussi bonne facture, mais que ce point de vue soit partagé par toute une part de l'intelligentsia citadine. Dans l'autre camp, certains chefs indiens discutent de sécession avec le pays, ce qui n'est pas, et de loin, une solution réaliste.

Jamais, dans toute l'histoire nationale, le fossé entre les zones rurales et les zones citadines –et, a fortiori, entre Indiens et Blancs (ou se considérant comme tels)–, n'a été aussi grand. Malheureusement, aucune des deux factions ne semble vouloir désarmer des siècles d'incompréhension mutuelle. Les seconds traitent les premiers de barbares, tandis que ces derniers ne se sentent pas concernés par un pouvoir éloigné de leurs préoccupations et de leur habitat et qui cherche à l'exploiter de la façon la plus rentable possible. Or, ce pays n'est qu'un immense patchwork: si les parties qui le composent ne consentent pas à traiter d'égal à égal, alors rien ne pourra être entrepris. ●

Marco Bournissen

Né il y a cent ans, mort il y a dix ans Dom Helder, le prophète

Ce qui m'a marqué, lors de mes deux rencontres avec lui, c'est sa patience, son humilité et sa fraîcheur d'âme, son allégresse, son enthousiasme. Cet homme de petite taille, sanglé dans sa soutane de couleur sable, avait aussi une volonté et une capacité de travail peu commune. En témoignent en particulier les deux volumes, plus de 1'100 pages au total, qui rassemblent près de 300 circulaires écrites à la main pendant le Concile, à Rome, entre deux et quatre heures du matin, durant ce qu'il appelait sa «veille». Dom Helder Camara est né il y a cent ans, mort il y a dix ans et ce double anniversaire est l'occasion de puiser dans ce qu'a vécu, dit et écrit ce prophète, des raisons d'espérer et d'agir.

«Ne laissons pas tomber la prophétie!» C'est la parole qu'a prononcée, dans un souffle, Dom Helder Camara quelques jours avant sa mort, le 27 août 1999. «Il n'était pas un homme qui prophétisait, il était la prophétie faite homme», a-t-on pu dire. En effet, sa vie parle autant que ses écrits et il a beaucoup écrit! Il avait de qui tenir, son père et son grand-père ayant pratiqué le journalisme.

Dom Helder est né le 7 février 1909 à Fortaleza, la capitale de l'État du Ceará, dans le Nordeste du Brésil et il avait le physique des Nordestins, petits et secs. Dès l'enfance, il avait appris à ne mépriser personne. «Mon père et ma mère recevaient les pauvres avec respect et quand l'un d'eux sortait de chez nous, ils me disaient: "C'était la visite du Christ", me confiait-il. Il ajoutait: «J'aime les pauvres, ils en

arrivent à être des exemples pour nous». Seulement, il refusait la misère dont il a combattu non seulement les conséquences mais les causes.

En 1991, il lança une vaste campagne intitulée «L'an 2000 sans misère», pour que se lève une vague d'indignation contre le fait que des frères et sœurs humains vivent dans une situation dégradante, sans le minimum nécessaire à une existence digne. «Quand une nouvelle année arrive, nous la regardons avec espérance. Maintenant, il s'agit d'un nouveau siècle! Alors je dis attention! Est-ce que nous acceptons d'entrer dans ce nouveau siècle avec des misérables autour de nous? La pauvreté, passe encore, mais la misère est une offense au Créateur».

Certes, l'utopie de Dom Helder ne s'est pas réalisée, pas plus que ne seront réalisés, à la date butoir de 2015, les Objectifs du millénaire des Nations unies... Que son exemple nous aide à ne pas nous résigner!

«Il manque un nom»

Ses convictions non-violentes ont amené Dom Helder à s'opposer, durant le Concile, à ceux qui voulaient maintenir la doctrine de la guerre juste. Peu après sa prise de fonction comme archevêque de Recife, en 1964, suivie quelques jours plus tard par un coup d'État militaire, des envoyés du nouveau régime lui présentèrent une liste d'une vingtaine de prêtres «subversifs». Il la lut calmement et déclara à ses interlocuteurs: «Il manque un nom. Le mien».

Le régime lui fera durement payer son attitude. On célèbre cette année un autre anniversaire, celui des quarante ans de l'assassinat d'un jeune prêtre que Dom Helder considérait comme son fils spirituel, Henrique Pereira da Silva. Il fut enlevé dans la nuit du 26 au 27 mai 1969 et son corps a été retrouvé le lendemain, torturé.



A 75 ans, en 1984, comme c'est la règle, Dom Helder offrit sa démission au pape. Son successeur, Dom José Cardoso, féru du droit canon, prit le contrepied de sa pastorale (on se souvient de son dernier «exploit»: le 5 mars, il a excommunié la mère d'une fillette de 9 ans ayant subi un avortement à la suite d'un viol). Nul ne put jamais tirer de la bouche de Dom Helder un mot de critique de Dom José Cardoso. Ce dernier a démissionné à son tour et le nom de son remplaçant, Dom Fernando, a été annoncé le 1er juillet. Une nomination espérée par beaucoup et chaleureusement accueillie: «Le premier miracle de Dom Helder!» a-t-on dit...

Est-ce le résultat de ce que Dom Helder m'annonçait lors de ma visite de 1993, en retraçant les manches de sa soutane? «J'espère travailler jusqu'au dernier souffle. Et après... La fin est une illusion, c'est un commencement, le commencement d'une vie sans fin. Parce que j'espère bien que le Seigneur me recevra, en pardonnant mes fautes, mes faiblesses. Alors les possibilités se multiplient, c'est là que ça devient formidable!».

Michel Bavarel

La COTMEC vous invite Sacrés Impôts! Regards croisés sur la fiscalité

Samedi 7 novembre
de 10h15 à 16h
Paroisse saint-Martin
(ONEX)

La portée éthique des impôts et des dépenses publiques est fondamentale: toute la conception de la société s'y retrouve. Les formes de l'impôt contribuent à la modeler et à en définir les frontières. Avec, toujours au centre, l'enjeu crucial du bien commun.

L'éthique fiscale revient au premier plan de l'actualité avec les débats sur l'évasion et la concurrence fiscale et les revenus qu'une initiative en cours traite d'abusifs.

C'est le moment de réexaminer quelques principes de l'impôt à la lumière, entres autres, de l'enseignement social chrétien et des principes de solidarité et de mutualité qui ont présidé à la naissance de nos systèmes contemporains de sécurité sociale.

Avec la participation de:
Paul Dembinski, secrétaire général de Observatoire de la finance

Edouard Dommen, économiste, membre du conseil scientifique d'ATTAC

Dominique Froidevaux, directeur de Caritas Genève

Chaïm Nissim, secrétaire général de NOE21

Un buffet canadien sera partagé à midi, boissons offertes

Voir aussi: www.cotmec.ch

Wilma Jung

Honduras

La résistance d'un peuple

Depuis le 29 juin le peuple hondurien résiste farouchement à une dictature imposée par l'oligarchie et les militaires, et, par ailleurs, soutenue par la hiérarchie catholique. Les dix familles «propriétaires du pays» exercent un contrôle inouï sur tous les aspects de la vie, empêchant ainsi l'exercice des droits les plus élémentaires. Cette oligarchie revancharde hait le président Zelaya: elle le considère comme un traître parce qu'il avait mit en route une série de changements pour améliorer la vie des plus pauvres, par exemple une augmentation de 60% du salaire minimum. Les manifestations contre les putschistes ont entraîné des nombreuses arrestations et l'on a emprisonné les personnes arrêtées dans un stade de base-ball aménagé tout exprès On compte également de nombreux blessés par balle, des hommes atrocement battus et

des femmes agressées sexuellement. Toutefois, la société civile organisée autour du Front national contre le coup d'Etat reste debout. L'attitude ambiguë du gouvernement étasunien pose bien de questions. Le jour du coup d'Etat, l'armée a arrêté et conduit le président Zelaya à la base militaire nord-américaine de Palmerola, où il a été mit dans un avion pour le Costa Rica... Pourquoi les Etats-Unis ont-ils mis plus de deux mois à rappeler leur ambassadeur? Pourquoi n'ont-ils pas encore reconnu qu'il y a eu un coup d'Etat au Honduras? Selon leur règlement, en cas de putsch, les Etats-Unis doivent automatiquement mettre fin à toute forme d'aide économique. Or, ils ne veulent absolument pas appliquer cette loi envers le Honduras... Pourquoi?●

Agenda

«L'Amérique Latine
à l'heure d'Obama»

Maurice Lemoine, rédacteur en chef du mensuel français «Le Monde Diplomatique», fera le point sur la situation que vit l'Amérique Latine à l'heure d'Obama au cours d'une conférence-débat.

jeudi 12 novembre 2009
à 19h30 à Genève

24, rue de Rothschild, salle Bungenner (IHEID)

«Quel sera le prochain
pas pour l'humanité?»

Conférence de **Léonardo Boff**, le 6 novembre à l'aula des jeunes Rives université de Neuchâtel
Inscription obligatoire au: 032 718 1120 ou par email, service. foco@unine.ch.



Eclairage

Racaille

Je me suis amusé à rechercher l'étymologie de l'apostrophe qui a épicé la dernière campagne électorale genevoise. Le mot «racaille» est d'origine provençale. Qui s'en étonnerait? C'est à Marseille que l'on apprécie la bouillabaisse où flotte la rascasse, un poisson à grosse tête hérissée d'épines et à la bouche large. Je croyais, jusqu'à ce jour, que seuls les Genevois de souche correspondaient à ce descriptif. Toutefois, mon dictionnaire précise que ce genre de poissons évoluent de préférence dans les mers tropicales ou chaudement tempérées. Voilà qui me rapproche de mes co-passagers du tram 16 qui ont leur terminus aux portes d'Annemasse. D'où cette phrase de Flaubert qui illustre, de piteuse manière, un autre emploi du vocable «racaille». Je cite: «racaille éternellement dévouée à qui lui jette du pain dans sa gueule». Qu'en termes délicats ces choses-là sont dites!

Mais poursuivons nos recherches. Comme toujours, un mot latin est aux origines de notre expression. C'est le verbe «rasicare» que l'on peut traduire par «raser» ou «gratter». Raser? Evidemment, les frontaliers nous tondent. Non seulement nos gazons, mais encore les barbichettes et les pelisses de nos banquiers. Par contre, j'aime bien le verbe «gratter» ou «racler», qui donne au mot racaille un sens positif et même très bien venu. On gratte le fond du caquelon qui a servi à la fondue pour déguster les délicieuses «religieuses» qui s'y agrippent. Quant à la «racllette», qui oserait prétendre qu'elle est d'origine savoyarde? A moins de confondre les Valaisans à la «lie du peuple» qui chaque matin empeste notre rade immaculée!

Enfin, un autre usage, noble celui-là. Notre Eglise est contrainte à «racler» ses fonds de tiroir pour échapper à une hideuse banqueroute. Tout le monde se féliciterait si, par miracle, elle trouvait quelques misérables «raclures» pour permettre à la COTMEC de poursuivre son chemin.●

Guy Musy
Racaillon de service

Edito

Prendre la mesure

Quelles sont les conditions nécessaires pour effectuer le saut qualitatif séparant la prise de conscience d'un problème au passage à l'acte pour y remédier? Vaste question... Certains y consacrent des années d'analyse. Sortons du cadre individuel pour nous intéresser à l'action collective avec un sujet d'actualité: la pandémie de grippe porcine. Détachons-nous de l'aspect «hystérie médiatique» et admettons comment, en si peu de temps, il est possible de prendre la mesure d'un danger et mettre tant en œuvre pour s'en prémunir. Spots publicitaires, communiqués à la population, directives en tout genre touchant la collectivité jusque dans sa pratique religieuse en lui conseillant, par exemple, d'éviter certains gestes «propagateurs» comme la poignée de main lors de la messe. Un bel emballage, mais surtout du bon sens, dont il restera des bénéfices pour les prochains épisodes de grippe saisonnière qui, même à facteur de contagion moindre, reste tout aussi mortelle.

Je me mets à rêver de voir les mêmes moyens déployés pour lutter contre une pandémie durablement installée: la malaria. J'imagine des distributions massives de répulsifs, d'intenses campagnes de sensibilisation sur le mode de propagation du parasite, et, rêvons encore, un plan continental afin de doter chaque foyer d'une moustiquaire. Comme pour la grippe, ces simples mesures, collectivement appliquées et politiquement encadrées, permettraient de réduire drastiquement le nombre de victimes. Reste que la malaria a la mauvaise idée de ne pas sévir dans nos contrées. Quoique... Des chercheurs annoncent une réapparition de ce terrible fléau jusque sous nos latitudes, si les politiques ne parviennent pas, dans un délai assez bref, à prendre la mesure d'une autre catastrophe annoncée: celle du réchauffement climatique.●

Martyna Olivet



Initiative anti-minarets Stop!

A l'image de son objet, la campagne en faveur de l'initiative UDC anti-minarets a commencé de manière inquiétante. Si les provocations de la part des promoteurs de ce genre de projets ne surprennent hélas plus, il est regrettable que les médias s'évertuent –via le débat sur l'interdiction de l'affiche choquante du comité d'Egerkingen– à en assurer une promotion gratuite. Le but recherché par les auteurs de ce mensonge visuel est ainsi parfaitement atteint, et ce à moindre frais.

On ne devrait même pas s'interroger sur l'interdiction de la diffusion de cette affiche dans l'espace public tant elle se situe au-delà de certaines limites éthiques. Dans notre Etat de droit, il est des valeurs qui sont prépondérantes à la liberté d'expression de quiconque: la tolérance religieuse, la liberté de culte et la non-discrimination d'autrui en font partie. Débattrait-on de l'interdiction d'affiches ouvertement homophobes ou négationnistes? S'opposer à la propagation du fantasme d'une invasion musulmane de notre pays et à la promotion d'amalgames à l'endroit d'une communauté religieuse relève du devoir moral.

Au-delà de la pollution visuelle, ces affiches ont un effet déplorable sur le niveau du débat politique. Elles sont en phase avec le message qui les sous-tend. En insinuant des simplifications extrêmes, elles contribuent à stigmatiser un peu plus l'Autre et à miner l'intégration des différentes communautés de Suisse. Prétendant en filigrane combattre l'insécurité, elles contribuent à propager son sentiment au sein de la population. Dénonçant une prétendue islamisation rampante qui menace les valeurs culturelles

suisse –et notamment la position des femmes–, elles ne contribuent en rien à une promotion constructive et concrète de l'égalité.

Preuve en est donc qu'intégration, sécurité ou égalité ne sont pas les buts recherchés: tandis que l'on désigne à grand cri des dangers sans commune mesure avec la réalité de notre pays –il y a deux fois plus de minarets sur une seule affiche que dans toute la Suisse!–, on enterre silencieusement les mesures conjoncturelles censées venir en aide aux jeunes chômeurs, on légitime les absurdités de notre système de santé, on laisse avancer la précarisation rampante des familles et on tolère nombre de discriminations envers les femmes. Reste à espérer qu'en renvoyant cette initiative honteuse aux oubliettes, les citoyen-ne-s de Suisse démontreront leur attachement aux valeurs fondamentales de respect, de tolérance et à un débat politique qui reflète la réalité. ●

Jonas Pasquier

Burkina Faso

Loin des yeux...

Des pluies diluviennes ont provoqué d'importantes inondations à Ouagadougou, la capitale burkinabè, et dans plusieurs autres localités du pays. Un premier bilan de la catastrophe fait état de cinq morts et de 150 000 sans-abri.

Quels médias occidentaux ont repris cette information diffusée par l'Agence France-Presse le 2 septembre dernier?

Ils doivent se compter sur les doigts du pouce! D'autres sources d'information, plus précises, ajoutaient: 300mm d'eau sont tombés en 12 heures. Des quartiers entiers ont disparu sous les flots, beaucoup de maisons en

terre se sont effondrées, cinq ponts ont été détruits et sept autres endommagés. De très nombreux logements n'existent tout simplement plus.

Qui, ici, s'en est ému-e?

Cette catastrophe, que nous connaissons parce que la COT-MEC est en lien avec des associations actives sur place, met une fois de plus en lumière notre façon de réagir à ce qui se passe dans le monde et la manière dont nous sommes informé-e-s.

On sait que l'intensité dramatique a tendance à décroître au fur et à mesure que s'ajoutent les kilomètres qui nous séparent du lieu de l'évènement, qu'une victime de son village ou de son quartier a infiniment plus d'importance que l'inconnu du bout du monde.

L'on se doit, cependant, de combattre sans relâche ces évidences en évitant trois «savonnettes»:

- Se satisfaire de l'information véhiculée par nos médias. Ils ne se font l'écho que de ce qui est «vendable» et illustrable. Ce n'est donc pas la réalité du monde, et l'Afrique, particulièrement, y est souvent aux abonnés absents.

- L'appartenance à notre «famille d'esprit». Elle nous pousse à nous étonner beaucoup plus lorsque ce sont des gens «comme nous» qui sont touchés. Et le cochon qui sommeille en nous de se réveiller, lui qui peut être, malgré soi, xénophobe, islamophobe, raciste et j'en passe.

- La peur d'avoir mauvaise conscience. Comme les trois petits singes, il est plus confortable de ne rien voir, de ne rien entendre et de ne rien dire, plutôt que de se torturer la conscience.

Avançant à contre-courant, pour apporter notre pierre à l'édification d'un monde plus juste, nous avons donc à être attentif-ve à l'information alternative, afin de se sentir pleinement citoyen-ne du Monde et à agir avec solidarité. ●

Roland Pasquier

Changements climatiques

Perspectives Sud

L'aspect le plus socialement injuste du réchauffement climatique? Ses conséquences touchent en premier lieu les habitants des régions du monde qui y ont le moins contribué. Minorisées dans les débats internationaux, leurs revendications nous sont rarement connues. Pourtant, il existe bien des acteurs qui tentent de faire entendre une voix différente jusque dans l'arène des tractations internationales. C'est le cas de Angelica Navarro, ambassadrice de Bolivie en Suisse, chargée de défendre les intérêts de son pays lors des négociations sur les changements climatiques menées sous l'égide des Nations unies. Invitée le 29 août dernier par la coordination genevoise « Climat et justice sociale », elle a présenté des concepts, propres à un nombre de pays du Sud, qu'elle défendra lors du sommet de Copenhague en décembre prochain.

En Bolivie, les impacts du changement climatique sont déjà effectifs et mesurables. A La Paz et El Alto, les deux principaux glaciers du pays ont reculé, respectivement, de 55 et 45%. Entraînant, comme conséquence directe, une baisse de la production d'électricité d'origine hydraulique alimentée par l'eau de fonte glaciaire. Dans d'autres régions, là où vit la majorité de la population indigène, sévissent des sécheresses inhabituelles qui entraînent d'importantes pertes économiques et sociales : récoltes insuffisantes, déplacements de population, pression accrue sur les écosystèmes, etc. Des études rapportent que le produit national brut a déjà reculé de 4 à 17%. «Pourquoi la Bolivie doit-elle payer le prix du changement climatique, alors qu'elle n'a pas bénéficié des développements d'une industrie basée sur le carbone?», s'interroge l'ambassadrice Angelica Navarro. «Où se trouve la notion d'équité dans le partage de l'atmosphère », continue-t-elle, «quand on sait que 20% de la population émet 75% des gaz à effet de serre (GES) responsables du réchauffement climatique?»

Sud doublement préterité

Pour la négociatrice, la situation est sans équivoque : notre atmosphère est une ressource commune trop accaparée par les pays du Nord, qui, de surcroît, reconnaissent difficilement leurs responsabilités face au reste du monde. «Ni les transferts de technologie promis, ni les transferts de fonds nécessaires pour permettre aux pays en voie de développement de s'adapter à une situation qu'ils n'ont pas contribué à créer n'ont eu lieu», martèle la jeune femme devant une assemblée silencieuse.



Ce que le Nord doit au Sud

Angelica Navarro ne souhaite pas, pour autant, présenter les pays en voie de développement comme des mendiants. C'est pourquoi elle aborde la situation sous l'angle d'un concept encore peu connu: celui de la dette climatique. Cette dette tire son origine du modèle historique de développement tel qu'il s'est implanté puis imposé. Des années durant, les pays développés ont massivement contribué au réchauffement climatique, en émettant les GES indispensables à leur économie, principalement basée sur la combustion d'énergies fossiles: gaz, charbon et surtout pétrole. Ils ont, de ce fait, contracté une dette climatique envers les pays en voie de développement dont il s'agit désormais de s'acquitter de deux manières. Ils doivent drastiquement réduire leur niveau d'émission de GES, et, d'autre part, contribuer au financement de programmes d'adaptation et de mitigation dans les pays du Sud. Des pays dont la croissance, même durable, est sérieusement menacée. «Même si, en Bolivie, on ne souhaite pas se développer comme le Nord», précise l'ambassadrice.

Les trois composantes de la dette climatique

«La dette climatique a une construction similaire à celle du développement durable, dans la mesure où elle se mesure à l'aune de trois dimensions étroitement liées», précise Angelica Navarro. Ainsi, elle possède une dimension écologique qui se mesure

par la perte de biodiversité ou encore par les dégâts dont sont victimes les sols suite à un usage abusif d'engrais et autres pesticides. Sa dimension sociale recouvre tout ce qui a trait à l'impact sur les populations, dont les déplacements forcés, vont grossir le nombre des réfugiés climatiques. Enfin, cette dette possède aussi une composante économique, se traduisant par les pertes matérielles déjà enregistrées dans les pays du Sud, confrontés à des aberrations climatiques de plus en plus fréquentes. «A la fin de l'année, lors du sommet de Copenhague, nous souhaitons faire reconnaître cette dette», signale la négociatrice. Elle est pourtant consciente que la partie sera difficile à jouer pour les pays du Sud dans le cadre de négociations où l'on décide davantage avec sa tête et ses intérêts qu'avec son cœur et sa vision du monde. «Si l'on souhaite que les accords tiennent compte de la diversité culturelle de l'ensemble des pays touchés par le phénomène du réchauffement climatique, il est crucial de faire entendre à nos interlocuteurs qu'il existe dans d'autres contrées géographiques d'autres manières de voir et de penser la relation homme-nature», souligne l'ambassadrice.

Plus que des mots, des droits

En Bolivie, derrière des mots comme « la mère-terre », «harmonie » ou encore « vivre bien », se trouve tout un ensemble de principes et de concepts régissant la relation de l'homme avec la nature. Ainsi, le « vivre bien » est une notion clef pour les peuples indigènes de Bolivie, dans la mesure où ils considèrent que le vivre mieux va à l'encontre de la nature. Ce frein culturel au développement n'est pas sans rappeler un proverbe de moins en moins utilisé sous nos latitudes : «Le mieux est l'ennemi du bien». «Du respect que nous portons à la mère-terre découle des notions comme les droits de la Terre, qui ne sont pas si différents des droits humains», commente Angelica Navarro. Les droits de la Terre s'énoncent autour de quatre principes fondamentaux: le droit à la vie de tous les écosystèmes, le droit à la régénération de sa biodiversité, le droit à une vie propre ainsi que le droit à l'harmonie et l'équilibre entre tous et tout.

Inscrire ces droits dans la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques qui sera rediscutée lors du sommet de Copenhague est également l'un des points sensibles pour la représentante des intérêts de la Bolivie. Réponse fin décembre. ●

Martyna Olivet

Face au climat, des fonds additionnels s'imposent

Les pays riches ne doivent pas utiliser l'argent de l'aide au développement pour payer leur dette climatique. Les conséquences en seraient désastreuses. A l'approche du sommet de l'ONU, un nouveau rapport d'Oxfam tire la sonnette d'alarme.

Dans son nouveau rapport intitulé «Au-delà de l'aide», Oxfam International annonce qu'au moins 4,5 millions d'enfants pourraient mourir si les dirigeants mondiaux n'octroient pas de fonds additionnels aux pays pauvres pour faire face aux conséquences des changements climatiques. Des fonds qui ne peuvent en aucune façon être détournés des promesses d'aide déjà faites en matière d'aide au développement.

Pour l'heure, seuls le Danemark, les Pays-Bas et le Royaume-Uni se sont engagés à fournir des fonds additionnels pour l'adaptation des pays pauvres.

Le rapport d'Oxfam estime que:

Si l'aide destinée à l'adaptation des pays pauvres est prélevée sur l'aide publique au développement, au moins 75 millions d'enfants pourraient être privés d'école et près de 8,6 millions de personnes pourraient être privées de traitements contre le sida.

Si au moins 50 milliards de dollars par an ne sont pas débloqués en plus des 0,7% du revenu national brut promis par les pays riches pour financer l'aide au développement, les récents progrès vers les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) risquent de ralentir et de régresser.

Les efforts paient

«Les fonds doivent être augmentés –et non détournés– pour aider les pays pauvres à s'adapter aux changements climatiques. Et cela ne peut pas être présenté par les responsables politiques comme un accord «deux en un»: les pays riches ne peuvent pas voler l'argent des hôpitaux et des écoles des pays pauvres pour payer leur dette climatique vis-à-vis des pays en développement» explique une porte-parole d'Oxfam-Solidarité.

Dans le monde, 20 millions de personnes sont menacées par la hausse du niveau des mers et 26 millions de personnes ont été directement déplacées à cause des changements climatiques. De nombreuses autres, touchées par la faim, voient leur vie menacée par les chocs climatiques. Le double défi de s'attaquer à la pauvreté et d'atténuer le changement climatique n'a donc jamais été plus pressant. ●

Brigitte Gloire

Source: OXFAM, www.oxfam.be

Encyclique

Caritas in veritate

Caritas in veritate fait suite aux grandes encycliques sociales et entend se situer par rapport à la mondialisation, prolongeant et actualisant Populorum progressio, tout en tenant compte de la crise financière et économique qui secoue l'ordre capitaliste mondial depuis l'été 2008.

Cette encyclique apparaît comme une œuvre à deux mains. Le texte de base, l'analyse économique-politique et les orientations proposées en ce domaine, sont pour l'essentiel l'œuvre de la Commission pontificale Justice et Paix et des experts qui lui ont été associés, mais le cadre théologique et aussi certaines affirmations dans les orientations révèlent clairement la main du pape. Cela crée une certaine tension à travers le texte.

Le jugement que Caritas in veritate porte sur la mondialisation est sévère: augmentation de la pauvreté au sens absolu dans certaines régions et au sens relatif presque partout; carences alimentaires croissantes dans les pays pauvres; augmentation des conflits liés à l'accaparement des ressources; menaces contre la protection sociale et affaiblissement des syndicats; incertitudes pesant sur les conditions de travail; accès aux médicaments dans les pays pauvres entravé par les droits de propriété; souffrances engendrées par le phénomène migratoire; menaces pesant sur l'environnement...

Face à ce constat, des affirmations majeures: cette situation n'est pas une fatalité; une transformation est nécessaire et possible; le développement est un processus complexe; il ne s'impose pas en l'absence de la partici-

pation active et libre de ceux qui doivent en bénéficier. L'encyclique reconnaît la valeur de l'économie de marché. Mais l'économie est une activité humaine impliquant une éthique, et le marché présent est un acteur illégitime et destructeur s'il n'est pas encadré politiquement afin d'assurer l'accès à une vie dans la dignité (santé, éducation, logement, etc.) pour ceux qui manquent de ressources monétaires; afin aussi d'assurer la production, la gestion ou la sauvegarde de biens publics comme la terre et l'eau, la justice ou la sécurité, etc. La responsabilité nouvelle en ce qui concerne l'environnement et l'avenir de la planète est fortement soulignée, ainsi que la nécessité de nouveaux modes de vie. L'encyclique en appelle à une véritable gouvernance politique mondiale.

Le titre, associant charité et vérité, dit l'intention de Benoît XVI. On sait sa préoccupation majeure: le relativisme, ou du moins ce qu'il dénonce comme tel, tant dans le domaine doctrinal que dans le domaine moral. En ce sens, l'encyclique met davantage l'accent sur la vérité que sur la charité. Ce lien, surprenant dans une encyclique sociale, est à contre-courant. Au-delà d'une réaction première de rejet en raison de la manière dont il est traité, -références soulignées et assez inattendues à Humanae vitae- il y a une interpellation et une provocation à entendre. La mondialisation telle qu'elle s'impose ne met-elle pas gravement en cause l'être humain dans son humanité même, la vérité de l'être humain? Le développement humain est multifactoriel; il est économique, mais aussi social, culturel et politique. Paul VI ne dit-il pas, à la suite de Lebrecht: «Tout l'homme et tous les hommes»? En ce sens, Benoît XVI n'a sans doute pas tort de relier les questions économiques et sociales et celles relevant de l'éthique, au sens où l'on entend dans le

débat politique actuel: tout ce qui touche à l'être humain dans son corps et ses relations affectives. Le difficulté vient des positions éthiques intransigeantes liées à une conception étroite de la nature, positions explicitement rappelées et soulignées. Depuis Humanae vitae, cette intransigeance n'est plus acceptée par la majorité des catholiques dans nos pays. Cela rend difficilement audible le message social de l'encyclique.

Par ailleurs, Benoît XVI redit tout au long du texte que Dieu est le seul garant du véritable développement, et qu'il n'y a pas de développement authentiquement humain sans reconnaissance de Dieu. L'engagement pour le bien commun animé par la charité serait supérieur à l'engagement purement séculier, et sans perspective de vie éternelle, le progrès humain risquerait de se réduire à la croissance de l'avoire... L'encyclique est adressée «à tous les hommes de bonne volonté», mais comment celui qui ne partage pas la foi en Dieu peut-il recevoir un appel à la collaboration alors qu'il est exclu comme partenaire digne de confiance? ●

Ignace Berten

Note: Ignace Berten, théologien et philosophe belge qui a, comme vous vous en souvenez certainement, participé à notre journée théologique 2008 intitulée «40 ans: la terre promise: c'est encore loin?» a eu la courage de se plier à un exercice difficile, voire impossible: réduire une analyse fouillée de Caritas in veritate de plus de 12 pages à une page pour nos lecteurs. Ce ne serait pas lui rendre hommage que de vous priver de la totalité de son texte. Vous le trouverez prochainement en ligne sur notre site internet www.cotmec.ch

COTMEC-INFO

Abonnements 2010

Merci de penser à renouveler votre abonnement 2010 au COTMEC-Info.

Les montants collectés ainsi que les dons versés contribuent à couvrir les frais liés à la production de votre feuille jaune, de son envoi à l'impression, et nous permettent aussi de la mettre à disposition des lecteurs du Sud, des paroisses locales et de nombreux partenaires.

Merci pour votre fidélité et votre solidarité. ●

Le comité de rédaction

La COTMEC publie

Un monde plus juste? A toi de jouer!

Un peu d'histoire
En novembre 1986, la COTMEC publiait une brochure à l'attention des jeunes intitulée «Si tu veux un monde plus juste, que peux-tu faire?». Ouvrage avant-gardiste pour l'époque, il sensibilisait les adolescents aux conséquences de notre consommation.

Les grands thèmes traités par cette publication ont certes évolué, mais ils restent toujours d'une cruciale actualité.

Le langage utilisé dans la brochure a vieilli, de nouveaux enjeux sont apparus et certaines formulations sont désormais dépassées.

Transformer l'essai

Une réédition est apparue indispensable, en dépit de la grande variété de l'offre dans le domaine de la consommation produite ces dernières années.

Aujourd'hui, les jeunes se voient courtisés par de nombreuses campagnes publicitaires et leur pouvoir d'achat, sous nos latitudes, ne cesse de croître. Ils sont fortement influencés par la logique du «toujours moins cher» et du «vite acheté, vite consommé, vite jeté», et c'est selon cette vision de l'objet qu'ils risquent de développer leur attitude de consommateur dans la vie adulte.

La brochure version 2009 est très visuelle, richement illustrée et s'appuie sur des textes suscitant l'intérêt des 12-18 ans.

Le contenu concerne directement les adolescents dans leurs choix personnels en matière de consommation, afin de les interpeller à propos d'objets sensi-



bles à leurs yeux: téléphones portables, appareils électroniques, vêtements de marque, chaussures de sport, chocolats, scooters, sodas, etc.

Chaque «objet-icône» de consommation est l'occasion d'aborder différents thèmes sous-jacents tels: la mobilité, la pollution et le climat, les conditions de travail dans les filières de production, l'énergie grise dans le transport des différentes pièces (fabrication de matériel informatique), le travail des enfants, la durée de vie des objets, le recyclage, la quantité d'énergie nécessaire pour produire des articles que l'on garde huit mois en moyenne.

Le but de ce document n'est pas de lister de manière exhaustive tous les enjeux en cause, mais de mettre en route une démarche de réflexion et de discernement à un âge où l'on commence à faire des choix essentiels pour la suite. ●

L'équipe de rédaction

«Un monde plus juste? A toi de jouer» peut se commander auprès de la COTMEC au 022/7080078, sur son site internet ou par e-mail à info@cotmec.ch Prix unitaire: 3.- Prix de soutien: 5.-



commission tiers monde de l'Eglise catholique

Edito

Participer à l'effort

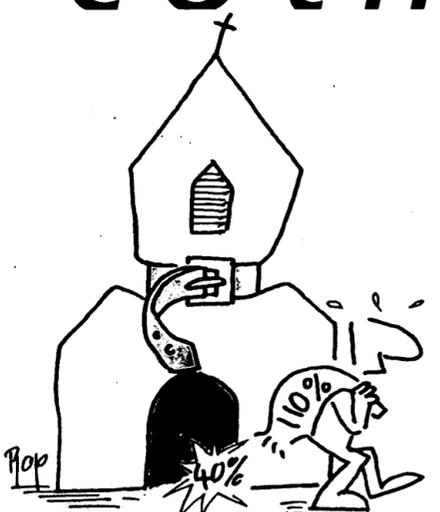
Ce printemps, Virginie Estier dos Santos nous annonçait son départ, à l'automne, pour de nouveaux horizons professionnels (voir page 2).

A l'approche des vacances d'été, nous avons entamé des recherches en vue de son remplacement, afin d'assurer la continuité de nos activités.

C'était sans doute aller trop vite en besogne. Nous n'avions en effet pas pris conscience de l'existence d'une «loi non-écrite», selon l'expression de Mgr Pierre Farine, stipulant que lorsqu'un salarié quitte le service de l'Eglise genevoise, son poste n'est pas repourvu sans une évaluation préalable. Et nous recevions une lettre nous informant que le temps de travail alloué à notre commission passait de 150% à 110 %, soit une diminution de près d'un tiers.

Cette décision étant intervenue sans concertation et sans évaluation des forces dont a besoin la COTMEC pour remplir le mandat confié par l'Eglise -auquel s'est ajoutée, en début d'année, l'animation du réseau «Ouverture au Monde»- nous avons demandé un dialogue. Il en est ressorti que la COTMEC doit, comme d'autres, participer à l'effort nécessaire pour faire face au déficit financier annoncé ces dernières semaines dans la presse. Les responsables de l'Eglise nous ont assuré que cette mesure ne représentait en aucune manière un désaveu. Il n'empêche que nos possibilités d'action vont se restreindre. Un délai nous a été accordé pour redéfinir nos priorités et nous réorganiser. Reste que la COTMEC se voit désormais contrainte de repenser ses priorités en fonction des forces qui lui sont allouées. Une phase de transition s'annonce. Elle ne fera pas l'économie d'une réflexion de plus vaste portée: quelle Eglise pour demain? ●

La commission de la COTMEC



commission tiers monde de l'Eglise catholique

Eclairage

Ca vous regarde

Un groupe d'amis se retrouvaient ces jours derniers autour d'un verre dans un centre islamique dans la ville de Calvin. La discussion portait

sur les minarets que certains voudraient rayer de la liste des chefs d'œuvre architecturaux dont pourrait se flatter un jour la libre Helvétie. Sans doute, pour des motifs esthétiques! Vous m'avez compris.

Le débat s'échauffa et l'un des disciples du Prophète cria comme un muezzin en direction des amis de Jésus: «De toute façon, cette affaire vous regarde. Pas nous!» Sans ménagement, il nous renvoyait la patate chaude. Après une seconde de stupéfaction, je me rangeai à son avis et lui donnai raison.

En effet, je ne vois pas comment un chrétien de ce pays pourrait se donner le droit d'interdire à un musulman d'exprimer publiquement ses convictions, alors qu'il fait sonner chaque dimanche et à toute volée les cloches de ses temples et de ses églises. Non pour étouffer la voix des minarets, mais pour inviter à «sa» prière des fidèles qui deviennent de plus en plus sourds à son carillon. Interdire les minarets serait en quelque sorte une consolation de damnés. Les laisser parler, pourrait au contraire donner lieu à une saine émulation. Et qui sait, remplir à nouveau nos églises.

Mais, je vous vois venir. D'accord, dites-vous, mais nous demandons que des cloches sonnent aussi le culte et la messe en Algérie et en Arabie Saoudite. Vous avez parfaitement raison d'exprimer cette exigence et même de vous indigner que cela ne puisse se produire dans ces pays. La réciprocité faciliterait en Suisse nos rencontres islamo-chrétiennes. Mais, en attendant, allons-nous jouer à «œil pour œil, dent pour dent»? Laissons ces versets vengeurs aux renards du désert tripolitain. Nous avons appris qu'il ne fallait pas faire aux autres ce qu'on ne voudrait pas qu'on nous fit. Les musulmans ont raison de nous renvoyer à la lettre de nos évangiles. ●

Guy Musy



Trois idées reçues sur:

Les abus

En Suisse, un vent violent souffle depuis plusieurs années à l'encontre de la tradition d'accueil et d'ouverture du pays. Si cette mouvance déploie de grands effets sur la politique étrangère suisse (coupes dans l'aide au développement, bouclage des frontières à l'encontre des requérants d'asile), elle n'épargne pas, à l'intérieur du pays, les personnes les plus fragilisées. En effet, cette tendance n'est pas confinée au discours de l'extrême droite mais va jusqu'à imprégner les actions des administrations publiques. Cette situation et les mensonges qui l'accompagnent inspirent une nouvelle rubrique – «Trois idées reçues sur...» – à découvrir ponctuellement dans le Cotmec-Info.

La lecture du dernier communiqué de presse de l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS) peut laisser croire que le gouvernement fédéral a trouvé la panacée à ce qui constitue – comme chacun sait – l'un des pires maux qui rongent la Suisse: les abus des allocations publiques, et dans les cas présents de l'Assurance inva-

lidité (AI). L'OFAS détaille ainsi l'«offensive gagnante» menée contre les fraudeurs de l'AI et se réjouit des succès rencontrés par la mise en place d'une politique active de contrôle.

1. Contrôle, durcissement, sanction, et le problème est réglé.

Et si tout n'était pas si simple? Toutes les études sérieuses sur les effets des diverses politiques publiques destinées à combattre l'ensemble des activités criminelles – parmi lesquelles les abus ne semblent pas si graves, quoiqu'en dise l'UDC – démontrent les limites de «solutions» principalement axées sur la répression.

2. Si les chiffres le montrent... c'est que c'est vrai.

Et pourtant, la réalité est bien plus complexe que les chiffres de l'OFAS nous le montrent. En mentionnant les 150 cas de fraudes détectés (sur 2'600 enquêtes menées, ce qui démontre par ailleurs la dimension très marginale des abus de l'AI), l'OFAS omet de les mettre en relation avec les 250'000 personnes qui bénéficient d'une rente... Les chiffres sont par nature un parti pris, et visent dans le cas présent à démontrer l'efficacité de cette nouvelle politique de contrôle et à sauvegarder la légitimité et l'autorité des experts qui en ont la charge.

3. Le jeu en vaut certainement la chandelle, puisque malgré des taux de réussite bas (0,5% dans le cas de vérifications de l'AI menées par l'OFAS), le contrôle généralisé permet de prendre en faute les contrevenants. Tant pis si ceci implique d'enquêter sur des «innocents» dans l'écrasante majorité des cas. Pourtant, les effets collatéraux néfastes de tels pratiques dépassent largement ses improbables avantages. La chasse aux sorcières ainsi mise en place érige le soupçon en règle d'or de l'institution. Faute individuelle, punition collective: «Toute nouvelle demande de prestation [dans l'AI] est systéma-

tiquement examinée sous l'angle de la fraude», nous apprend l'OFAS. La présomption de culpabilité instaurée par de telles pratiques inquisitoires mine la cohésion sociale et entrave tout élan de solidarité envers les personnes qui ont besoin d'assistance. ●

Jonas Pasquier

Départ

Bonne route et merci!

En septembre 2009, Virginie Estier dos Santos a quitté son poste de permanente à la COTMEC pour la Ville de Genève où elle exerce dorénavant la fonction de conseillère en action communautaire. Durant les trois années et demie passées au sein de notre commission, Virginie nous a fait partager son expérience du terrain – elle a été volontaire pendant des années au Brésil – au travers de son analyse toujours pertinente des rapports Nord-Sud. En charge de la représentation de la COTMEC auprès des instances de l'Eglise, elle a su tisser des liens constructifs avec différents réseaux laïcs et cléricaux. Elle a également animé des rencontres avec des jeunes, confirmés et écoliers, auxquels elle a su présenter des enjeux, comme l'impact de leur consommation sur le climat ou la face cachée de la technologie informatique, de manière ludique tout en aiguillant leur esprit critique.

Virginie a aussi contribué au rayonnement genevois de la campagne de l'Action de Carême en participant aux séances de lancement et en organisant des événements publics.

Nous lui souhaitons le meilleur pour son nouvel engagement professionnel, tout en nous réjouissant de pouvoir encore bénéficier de sa présence, à titre bénévole, au sein de notre commission. ●

Martyna Olivet pour la commission

**Marche mondiale 2009
Six mois de campagne:
premier bilan**

Nous l'avions mentionné dans nos précédentes éditions: la campagne de sensibilisation aux droits des enfants «de l'exploitation à l'éducation», lancée le 12 juin dernier, s'achèvera le 20 novembre prochain par la remise des pétitions sur le droit à la formation pour tous et l'interdiction de la prostitution des mineurs à la Chancellerie de Genève. L'occasion pour les organisations membres d'en tirer un premier bilan.



Enfants sans-papiers

**Pour aller plus loin:
appuyer la campagne
aucun enfant n'est illégal**

Depuis avril 2008, la campagne fédérale «Aucun enfant n'est illégal» portée, entre autres, par les collectifs de soutien aux sans-papiers de Genève, Bâle, Berne et Zurich milite, elle aussi, pour la formation pré et postobligatoire des enfants sans-papiers.

Depuis juin dernier, un manifeste reprenant les principales revendications relatives à l'application, sans discriminations liées au statut, de la Convention relative aux droits des enfants est désormais disponible. Vous pouvez le signer en ligne (www.aucunenfantn'estillégal.ch), à titre personnel ou collectif, jusqu'à la fin avril 2010. A cette date il sera remis aux conseillères fédérales responsables de la politique de migration et de l'éducation, Evelyne Widmer-Schlumpf et Doris Leuthard. La coordination de la campagne continue un intense travail de lobby politique en vue du dépôt de plusieurs motions cantonales sur l'aspect crucial de l'accès à la formation post-obligatoire des enfants de sans-papiers. Elles viendront renforcer deux motions toujours en attente de traitement par le Conseil national: celle de Luc Barthassat (GE, PDC) sur l'accès à l'apprentissage pour des jeunes sans statut légal, et celle de Christian van Singer (VD, PES) pour la régularisation des jeunes clandestins ayant suivi leur scolarité en Suisse.

En parallèle de ces actions, un concours d'affiches visant à illustrer le slogan de la campagne a donné lieu à une exposition itinérante qui fera

Martyna Olivet

halte à Genève, du 5 au 15 mars prochain, et à Lausanne, du 14 avril au 9 mai. D'autres dates sont prévues dans toute la Suisse. Les œuvres exposées sont le fruit du travail d'enfants, avec et sans permis de séjour, et de graphistes professionnels, comme le poster ici à droite, *Mein Kind*, de Niklas Horn. ●

M.O.

Parlement suisse

Prostitution des mineurs de 16 à 18 ans: un vide juridique toujours à combler

Le 3 juin 2009, le Conseil national a rejeté la motion déposée le 16 décembre 2008 par Luc BARTHASSAT intitulée «Prostitution des mineurs – Un vide juridique à combler». Elle proposait, notamment, de modifier le Code pénal suisse afin d'interdire la prostitution des mineurs jusqu'à 18 ans, voire 21 ans, alors que la législation actuelle permet la prostitution volontaire dès la majorité sexuelle, fixée à 16 ans. La prostitution des mineurs de plus de 16 ans est donc autorisée en Suisse, dans la mesure où elle est librement consentie. En effet, la sanction des adultes ayant des contacts sexuels librement consentis et rémunérés avec un mineur de 16 à 18 n'est qu'exceptionnelle. Seule la personne qui aura poussé un mineur à la prostitution ou commis un acte d'ordre sexuel avec un mineur dépendant est punissable au regard du Code pénal. Il convient de rappeler ici que la prostitution est considérée en Suisse comme une activité licite, dans la mesure où elle est exercée de manière autonome et indépendante. Le droit de pratiquer la prostitution est protégé par l'art. 27 de la Constitution fédérale qui garantit la liberté économique. Toutefois, la prostitution des mineurs contrevient à l'art. 32 al. 1 et 34 de la Convention relative aux droits de l'enfant. Il apparaît donc comme regrettable de ne pas ériger en infraction la prostitution des mineurs de 16 à 18 ans en Suisse. ●

pour Défense des enfants international section suisse, partenaire de la Marche mondiale 2009



La campagne de la Marche mondiale a pu s'appuyer sur la visibilité donnée par un grand bus londonien qui a effectué près de trente sorties dans le canton de Genève. Il nous a permis d'inviter les gens à venir signer les pétitions, à organiser une mini exposition sur le travail des enfants, à réaliser des ateliers de coutures de ballon de football, d'organiser des ateliers de dessins et de contes ainsi que la réalisation de jeux organisés par des associations. De nombreux musiciens, clowns et DJs ont animé ces sorties. Toutes ces activités ont pu être menées à bien notamment grâce à la collaboration des Maisons de quartiers, et des associations partenaires de la Marche. ●

Gladys Corredor



Constituante genevoise Et les religions?

Le scrutin sur les minarets projette la question des rapports entre les religions et l'État au cœur de l'actualité. À Genève, une assemblée élue est en train d'élaborer une nouvelle Constitution qui doit, entre autres, définir ces rapports. Le point avec Maurice Gardiol qui préside la commission de cette assemblée traitant des dispositions générales et des droits fondamentaux.

«On constate que les cantons qui, comme celui de Genève, pratiquent une séparation entre les Églises et l'État ont rejeté l'initiative contre les minarets», relève Maurice Gardiol, ancien modérateur de la Compagnie des pasteurs et des diacres et élu à la Constituante sur une liste socialiste pluraliste.

Les Églises protestante et catholique romaine ont fait part, séparément mais de manière concertée, de leurs vues à l'Assemblée constituante. Or, toutes deux se déclarent favorables au principe de la laïcité «qui s'inscrit dans le droit à la liberté de conscience et de croyance». «Ce principe n'est remis en cause ni par les Églises reconnues ni par les autres communautés religieuses. Dans la Constitution actuelle, le mot laïcité n'apparaît pas. Il y a seulement un article disant que l'État ne subventionne aucun culte. Il s'agit probablement maintenant de faire un pas de plus. La commission que je préside s'est déjà prononcée, sans que cela soit définitif, pour que le premier article de la nouvelle Constitution précise que la République et canton de Genève est un État laïc fondé sur des valeurs comme la liberté, la responsabilité, la justice et la solidarité», ajoute Maurice Gardiol.

Y aura-t-il une référence à Dieu comme dans la Constitution fédérale? «Nous allons nous poser la question d'un préambule

le qui n'existe pas dans la Constitution genevoise actuelle. Il y a débat. Une majorité souhaiterait un tel préambule, mais différent de celui de la Confédération. On reconnaîtrait la dimension spirituelle et culturelle de l'être humain. On se référerait aussi aux déclarations des droits de l'homme ou à certaines conventions internationales.»

De possibles relations

Comment la voix des Églises a-t-elle été entendue? «De manière positive. Nous avons préparé un questionnaire qui sera adressé aux communautés religieuses et aux associations de défense de la laïcité pour préparer la rédaction des articles portant, par exemple, sur le statut des aumôneries se trouvant dans des établissements publics ou semi-publics.» Donc la laïcité ne signifie pas une ignorance mutuelle? «Selon ce principe, l'État doit être neutre face aux différentes confessions ou religions, mais cela ne signifie pas qu'il n'y ait pas de relations possibles. C'est cela qui doit être précisé.»

Trois Églises, catholique chrétienne, catholique romaine et protestante, sont actuellement reconnues. Va-t-on ouvrir cette reconnaissance à d'autres? «Je pense qu'elle va s'ouvrir et qu'elle s'exprimera un peu différemment. Actuellement, elle ne procède que d'un arrêté du Conseil d'État datant de la fin des années quarante.»

On n'est pas au bout du chemin. Quand la Constituante aura rendu sa copie, celle-ci sera soumise à une votation populaire et elle devra encore recevoir l'assentiment de la Confédération. ●

Michel Bavarel

Eglise protestante

Favoriser le «vivre ensemble»

«La nouvelle Constitution prend en compte la dimension spirituelle et culturelle de la vie

humaine. C'est dans ce cadre qu'elle reconnaît la fonction et le rôle des Églises et de communautés religieuses, leur participation à (...) l'intégration et à la transmission de valeurs favorisant le "vivre ensemble" équitable et durable (...) et à l'édification du lien social.»

«La reconnaissance par l'État des Églises et communautés religieuses s'engageant dans le respect de l'ordre juridique, des principes démocratiques et de la paix confessionnelle, se fait sur la base de critères précisés par la loi. Au même titre que d'autres associations reconnues d'utilité publique, les Églises et communautés peuvent être consultées sur des thèmes d'actualité ou des projets de loi.»

Extraits de la pétition de l'Eglise protestante

Eglise catholique

Accueil

et ouverture

«Notre société doit se définir autour de l'être humain, de tout l'être humain et de tout être humain. Cela implique le respect de tout mode de vie compatible avec notre société: en famille, en couple ou en solitaire. Nous rappelons l'importance tout particulièrement pour les enfants de vivre dans une famille stable et sécurisante: (...) Nous tenons à souligner que le christianisme a contribué et contribue toujours à forger Genève de manière significative. Un christianisme synonyme d'accueil et d'ouverture qui a permis – parmi d'autres mouvements – que Genève prenne une dimension internationale.»

«L'enseignement public est confessionnellement et politiquement neutre. Au même titre que l'instruction civique, l'enseignement du fait religieux fait partie de la culture générale à laquelle tous ont droit.» ●

Extraits d'un texte envoyé par le Conseil pastoral cantonal à la Commission des droits fondamentaux de l'Assemblée

A nos abonné-e-s

Merci à toutes et à tous pour l'accueil favorable que vous avez réservé à notre nouvelle publication «Un monde plus juste? A toi de jouer». Grâce à la confiance manifestée, nous avons pris la décision d'augmenter le tirage initialement prévu. Nous espérons vivement que vous contribuerez à la diffusion de cette belle brochure en servant de multiplicateurs.

Merci également pour tous vos mots d'encouragements suite à l'annonce de la diminution du poste salarié. Nous sommes dans une période de réflexion concernant les objectifs des trois prochaines années, afin de continuer à porter des projets porteurs de sens avec des moyens réduits.

Bonne nouvelle également pour finir l'année, l'équipe de la COTMEC sera renforcée, dès janvier, par Inès Calstas, dont nous vous parlerons plus amplement à la rentrée. ●

Agenda latino-américain 2010

«Sauvons-nous en sauvant la planète!»

Cette œuvre collective à but non lucratif dépasse l'univers sud-américain pour affirmer ses racines dans le monde global. Année après année, l'agenda latino-américain va dans le sens de l'actualité brûlante de notre planète Terre, la seule que nous ayons. Ses pages riches en contenu sont un instrument de transformation, un outil pour les professionnels qui construisent la conscience sociale, les personnes qui créent l'évènement, les éducateurs populaires et tous ceux qui gardent les yeux et l'esprit ouverts. Maintenant que le réchauffement global et le changement climatique sont devenus une évidence difficilement récusable, nous ne pouvons continuer à nous voiler la face en traitant la nature comme un sujet purement économique dont on peut exiger beaucoup sans lui accorder de droits... L'agenda s'engage pour une écologie profonde, génératrice d'espoir, intégrale, incluant tous les aspects de notre vie personnelle, familiale, sociale, politique et culturelle. Une autre écologie est possible dans une autre société humaine, où l'on valorise la croissance personnelle et non la croissance matérielle. ●

Wilma Jung

Commandes: Nueva Utopía, rue de la Grand-Fontaine 38, Tel-Fax: 026-322 64 61 par courriel: nueva.utopia@bluewin.ch

COTMEC-INFO

Certains lecteurs-trices n'ont pas reçu de bulletin de versement pour accompagner la demande de paiement de l'abonnement 2010, faute d'exemplaires suffisants. Nous allons y remédier dans ce numéro. Et merci à ceux qui s'en sont déjà acquittés.

Hommage A-Dieu Justin

Le 9 décembre dernier, notre ami et ancien collègue Justin Kahamaïlle achevait, bien avant l'heure, son «passage sur cette terre», pour reprendre ses propres mots. Nous avons pu arrêter l'impression du bulletin pour un bref premier hommage. La maladie qui le rongea, elle, ne s'est pas laissée freiner dans son trop rapide progrès. Nous savions Justin malade depuis quelque trois ans.

Ce mal qu'on lui avait décelé, il l'affrontait avec courage, sérénité et une détermination sans faille. Sa fatale issue en prendra plus d'un au dépourvu.

C'est une COTMEC endeuillée qui se joint par le cœur et par la pensée à sa femme Sophie, à ses deux enfants, Maxime et Malo, ainsi qu'à sa famille. Sans oublier tous ses proches, collègues et amis qui, de la région des Grands Lacs aux Etats-Unis, se retrouvent dans la peine, abasourdis.

Justin était engagé depuis des années dans une œuvre de réconciliation. Né dans une région victime de nombreuses turbulences, il avait mis toute son intelligence et son énergie à recréer des liens entre membres de différentes ethnies à même de développer une initiative de paix prometteuse. Nous avons tenu à vous annoncer au plus vite cette nouvelle qui nous affecte profondément. Nous prendrons le temps d'y revenir en janvier. Justin nous laisse l'héritage d'un regard prophétique que nous avons à cœur de mettre en lumière. Nous le ferons grâce au témoignage de quelques-unes des personnes qui l'ont connu et aimé. ●

La Commission de la COTMEC

Agenda

Campagne de Carême 2010: lancement à Genève, au Temple des Pâquis, le 28 janvier dès 18h.



n°314 / décembre 2009 / GE

Edito

Mauvaise conscience

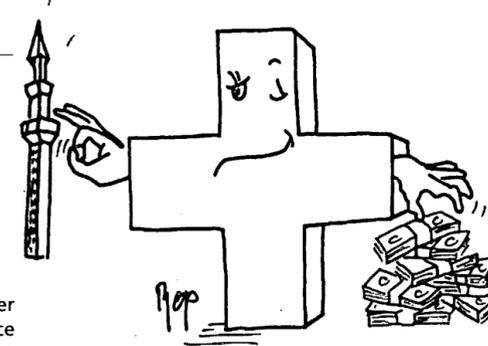
Bon, peut-on parler d'autre chose? Non. Parce que ce qui s'est passé le 9

novembre est grave et a un rapport étroit avec la raison d'exister de la COTMEC. Vite dit, notre commission s'efforce, à sa modeste échelle, de promouvoir la justice et la paix entre les peuples comme à l'intérieur de ceux-ci, et le respect de la création.

L'introduction, dans la Constitution, d'un article discriminatoire est un virus qui mine l'édifice entier. Il y a surtout le sentiment de rejet éprouvé par une partie de nos concitoyens. Un «obstacle sur le chemin de l'intégration dans le dialogue», comme l'indiquent nos évêques. Ce n'est pas la première fois qu'une décision populaire entraîne de malheureuses conséquences. A titre d'exemple, on peut observer celles que provoque le vote de septembre 2006 sur l'asile et les étrangers.

Il faut, bien sûr, être attentif à ce qu'exprime un tel vote. On parle beaucoup de peurs et, certes, le terrorisme, la charia, la burqa et le statut de la femme inquiètent. Comme peuvent inquiéter les germes de violence présents dans toute religion. Ce qui surprend cependant dans les propos des partisans de l'initiative, c'est qu'ils nous imaginent incapables de résister à d'éventuelles revendications islamistes. Peut-être est-ce un indice. La présence des musulmans dans notre pays – dont nombre appelés par notre économie – nous surprend en état de faiblesse. Et de malaise.

Faiblesse et malaise face à la crise des valeurs, induite par la globalisation, et à la crise identitaire. Face aux crises écologiques, sociale, financière. Avec notre consommation débridée, la moralité douteuse de certaines de nos banques – ou de nos exportations d'armes – nous avons, parfois, mauvaise conscience. D'autant que nous ne sommes pas prêts à renoncer à nos privilèges: le résultat du vote sur l'autre objet de ce funeste dimanche est éloquent. Et nous nous voyons par une précarité qui nous atteint aussi.



commission tiers monde de l'Eglise catholique

Alors, comme toujours, on cherche un bouc émissaire. Les étrangers, délinquants ou non, les requérants d'asile, les musulmans ont ceci de commode qu'ils nous apparaissent comme différents, autres. Cependant, l'interdiction des minarets ne nous dispensera pas

de nous attaquer aux problèmes de notre société, de construire et reconstruire, obstinément, patiemment, en incluant plutôt qu'en excluant. ●

Michel Bavarel

Eclairage

Quoi de neuf?

Et bien... une naissance, pleine de promesses. Et, figurez-vous, c'est... un garçon! Le mot «Noël» est la contraction en langue d'oc – notre parler romand – du latin «Nativitas» ou «dies natalis» qui signifie, vous l'aurez deviné, «naissance». Un petit bout d'homme qui ouvre les yeux à la vie est toujours une «bonne nouvelle».

Alors, Noël nous appelle à réagir contre le «coup de vieux» qu'a pris notre pays au soir du 29 novembre. Au fait, nos «jeunes» se sont-ils déplacés pour se rendre aux urnes? Ou, plus simplement, ont-ils la peine de glisser un bulletin de vote dans une enveloppe déjà affranchie? Je souhaiterais une analyse plus fine des résultats de ce scrutin. «Nos» jeunes ont-ils voté en faveur d'un renouveau social et religieux de notre pays ou ont-ils abandonné aux sympathiques bergers des alpages le droit de dire non aux minarets? Sous prétexte que cela ne cadre pas avec le paysage.

Mais, basta! Noël est là, comme une nouvelle chance de renouveau et de conversion. Le travail ne manquera pas. Toute une Suisse à reconstruire, un tissu national à remettre sur le métier, un drapeau à laver et à rapiécer. Tous sur le chantier de la rencontre, du dialogue et de la réconciliation: disciples de Jésus, de Moïse, de Bouddha ou du Prophète; enfants de Marx ou de Guillaume Tell, jeunes ou vieux, hommes et femmes, fils et filles d'Eve et d'Adam...

Et... bonne année! ●

Guy Musy

JAB

1200 Genève 2

Cotmec, Commission Tiers Monde de l'Eglise Catholique
16, bd du Pont-d'Arve, 1205 Genève
tel: 022 708 00 78, fax 022 708 00 79
info@cotmec.ch
www.cotmec.ch
CCP: 12-21551-1

Rédactrice responsable: Martyna Olivet
Imprimerie: Fornara, Ge
Maquette: Pascale Castilla

Elections en Uruguay Mujica président

José («Pepe») Mujica a remporté les élections du 29 novembre dernier avec dix points d'écart sur son adversaire, Luis Alberto Lacalle, l'ancien président de droite (53% des voix contre 43%). Cet ancien guérillero va succéder au très apprécié Tabaré Vazquez, premier président de gauche du pays. Sous son gouvernement, la dette publique a été réduite après la crise de 2002, le taux de chômage a baissé de moitié et la pauvreté a diminué de 26% en 2007 à 20,5% en 2008.

A 74 ans, «Pepe» est le second révolutionnaire élu démocratiquement en Amérique latine après le sandiniste Daniel Ortega au Nicaragua. «*Mujica est l'un des personnages les plus électuques de la classe politique uruguayenne*», estime Adolfo Garcé, politologue à l'Université de la République à Montevideo. Il est l'un des fondateurs de la guérilla d'extrême gauche des Tupamaros (Mouvement de libération national). Blessé par balles en 1970, il a connu la prison, l'isolement et la torture pendant la dictature (1973-1985). Après l'amnistie de 1985, Mujica a réintégré la vie politique. En novembre 1994, il a été le premier combattant élu à la chambre des députés. En 2005, il a été nommé ministre de l'agriculture. Ses fonctions, cependant, ne l'ont pas éloigné de la vie simple qu'il mène dans une petite ferme de la campagne près de Montevideo avec sa femme Lucia Topolanski.

Mujica doit sa popularité à sa personnalité truculente et à son verbe spontané. Chez lui, pas de langue de bois et un sens de la polémique qu'apprécie sa base électorale, mais qui horrifie la bourgeoisie. «*L'un des avantages de la vieillesse, c'est de pouvoir*

dire ce que l'on pense», affirme-t-il. ● *Inès Calstas*

Afrique du Sud

La parole à Charles Abrahams

En novembre dernier, nous avons le plaisir de recevoir à la COTMEC Charles Abrahams, avocat sud-africain chargé de la défense des intérêts d'un collectif de victimes de l'apartheid qui cherchent à obtenir des réparations de la part du monde des affaires pour les crimes rendus possibles durant la période de l'apartheid. Nous avons pu échanger sur cette période extrêmement riche en rebondissements pour les plaignants: enfin le rapport de force s'inverse. Interview.

Martyna Olivet: Rappelez-nous le contexte qui a amené les victimes à mener une action en justice contre des multinationales?

Charles Abrahams: La période de l'apartheid a profité à de nombreux acteurs économiques qui ont eu l'occasion d'engranger d'énormes bénéfices. Si la question des atrocités commises par des individus a été traitée par la *Commission Vérité et Réconciliation (CVR)* dès le changement de régime, la question de la violation des droits économiques et sociaux est restée non traitée depuis 1994. Jamais le monde des affaires n'a eu à rendre de comptes au nouveau gouvernement. Pire, ce dernier a hérité d'une dette dite odieuse qu'il continue d'honorer puisqu'aucune entreprise n'a renoncé à ses créances en signe de réconciliation. Ainsi, nous estimons que le peuple sud-africain paie deux fois le prix de l'apartheid.

M.O.: Il est envisageable d'aborder par un procès ce que la CVR n'était pas habilitée à faire?

C.A.: Exactement, car notre quête de réparations pour les victimes de l'apartheid ne contrevient en rien à

la démarche de la CVR. Au contraire, elle la complète en s'adressant aux personnalités morales –les entreprises– qui, je le rappelle, n'ont jamais eu à déboursier un centime pour participer à la reconstruction d'une société qu'elles ont contribué à dominer par leur complicité très lucrative avec le régime ségrégationniste.

M.O.: Pourtant, la démarche judiciaire que vous menez depuis les Etats-Unis n'a pas exactement rencontré l'appui du gouvernement.

C.A.: Oui, à l'été 2003 Thabo Mbeki, alors président de l'Afrique du sud, dénonçait publiquement les plaintes. Le lendemain la Suisse fermait ses archives publiques et l'invitait pour une visite officielle. Peu de temps après, les gouvernements américain, allemand, suisse et écrivaient au juge pour rejeter les plaintes, notamment dans la mesure où elles contrevenaient à la souveraineté de l'Afrique du Sud.

M.O.: Et depuis, de lettre de soutien en lettre de rejet, d'appel en appel, on en arrive à un total renversement du rapport de force.

C.A.: Oui, et c'est déjà une immense victoire pour les plaignants d'avoir enfin le soutien du gouvernement sud-africain, et l'assurance que ce dernier souhaite que les démarches soient menées à bien, allant jusqu'à se poser en médiateur possible. Je pense que ce changement de position a également rendu possible le nouveau positionnement des Etats-Unis, qui, le 1er décembre dernier, se sont à leur tour déclarés en faveur de la tenue d'un procès aux Etats-Unis.

M.O.: Quelle est donc la prochaine étape avant la possible ouverture d'un procès?

C.A.: Le 6 janvier prochain aura lieu l'audition de l'appel des 5 entreprises incriminées contre lesquelles la plainte du collectif de victimes a été jugée recevable. Au regard du formidable renversement de rapport auquel on assiste, l'espoir de voir enfin s'ouvrir un procès semble permis. ●

Martyna Olivet

Ethno-tourisme

Vacances controversées

A travers l'explosion de la mobilité et les progrès des télécommunications, la mondialisation a abouti à un rétrécissement du monde. Ce phénomène n'a pas épargné le domaine des loisirs et des vacances, allant de pair avec une démocratisation du tourisme et de la mobilité pour les populations du Nord. Or, ces dynamiques exigent une innovation permanente de la part des acteurs d'une industrie –le tourisme– où la concurrence fait rage. De même, les habitudes liées au tourisme changent, poussant les voyageurs à rechercher toujours de nouvelles aventures en dehors des sentiers battus. Hélas, cette quête permanente de nouveauté a de nombreux effets collatéraux –sur l'environnement, par exemple– et n'épargne pas les êtres humains, puisque l'«ethno-tourisme» a lui aussi le vent en poupe. Décryptage d'un phénomène qui pose de grandes questions éthiques, notamment ses implications Nord-Sud

Cet été, un reportage montrait l'attrait des visiteurs pour la tribu Jarawa, sur les îles d'Andaman et de Nicobar, dans le golfe du Bengale. Lors des excursions organisées par les compagnies locales, les touristes peuvent prendre en photo les autochtones ou leur lancer des biscuits et des friandises... Jusqu'alors anecdotique, ce type d'activité se développe rapidement dans la région puisqu'une entreprise de tourisme indienne a récemment obtenu l'autorisation de construire un hôtel aux abords de la forêt dans laquelle les Jarawa résident pour la plupart.

En plus de souligner le danger inhérent, pour les autochtones, de leur contact avec les touristes pour des raisons immunitaires, plusieurs anthropologues ont dénoncé la «zooification» des Jarawa, ainsi que des quelques cent communautés indigènes qui, à travers le monde, ont choisi de continuer à vivre selon leurs coutumes en s'isolant volontairement de notre monde globalisé. Les chercheurs révèlent d'autres exemples où les communautés sont menacées de disparition, comme c'est le cas pour les femmes Kayans en Thaïlande dont la notoriété des larges bracelets qu'elles portent autour du cou n'a d'égalé que la détérioration de leurs conditions de vie. En effet, leurs terrains sont accaparés par des compagnies privées et leur société envahie par les problèmes d'alcoolisme.

Ethno-tourisme: un "green deal"?

Hélas, le tourisme est une industrie dont le développement semble ne pas connaître de limite et qui

parvient à «vendre» efficacement ses innovations. Le cas des Jarawa illustre bien cette problématique, puisque l'ethno-tourisme est souvent présenté en «package» avec l'éco-tourisme qui a le vent en poupe. Sur son site officiel, l'office du tourisme des îles Andaman et Nicobar ne se gêne d'ailleurs pas pour démontrer que des vacances sur ses rivages garantissent le respect de l'environnement: tout en vantant le camping et autres sports de nature, il souligne la possibilité de visiter et d'observer des tortues, des dauphins ou... des tribus autochtones!

Le cas des îles Andaman n'est qu'un exemple parmi tant d'autres, puisque l'on peut retrouver des formes plus insidieuses encore: participant à une exploration au Pérou en 2001, sur le fleuve Amazonie, un voyageur relate que le programme, outre des treks dans la jungle et l'observation d'animaux, incluait la visite d'un village autochtone ou l'on pouvait «admirer» des shamans ou de jeunes adolescentes de 15 ans enceintes... Ces exemples sont autant de preuves de la nocivité d'un ethno-tourisme qui s'intègre aisément aux autres activités touristiques, tout en représentant le paroxysme des dilemmes éthiques qui accompagnent le tourisme en général.

Héritage colonial

En effet, toute forme de tourisme provoque la mise en lumière d'une inégalité, d'une forme de domination politique et économique, l'expression d'une liberté de mouvement octroyée à certaines populations refusée à d'autres. Pratiquement, il réunit ainsi des individus qui ont les moyens de se déplacer et d'aller visiter une région et ses habitants qui n'ont quant à eux aucune chance d'accéder à ce luxe. Cette capacité à se rendre chez l'autre résonne comme une permanente «découverte» de terres éloignées et renvoie à la structure de domination des expéditions des XV^e et XVI^e siècles. Cette dynamique implique pour un grand nombre de touristes, comme à l'époque pour Christophe Colomb et consorts, une appréhension de l'autre en des termes réducteurs et un renforcement des clichés et préjugés préexistants dans l'imaginaire collectif des pays «exportateurs» de touristes.

De cette inégalité implicite à l'ethno-tourisme, il n'y a qu'un pas que des agences peu scrupuleuses franchissent maintenant explicitement, portant à son paroxysme la relation biaisée qui s'impose souvent entre touristes et populations locales. Ainsi, prolonger la comparaison avec le colonialisme permet d'appréhender combien le tourisme pratiqué de façon irresponsable réduit implicitement l'autochtone à un élément du paysage. Un des documents les plus parlants d'un des premiers contacts entre «civilisation» et «barbarie» –les carnets de Chris-



Illustration: Pygmées aux Folies Bergère, 1886

tophe Colomb– est ainsi imprégné de cette même vision: les Indiens y apparaissent au beau milieu de descriptions ayant trait aux oiseaux, à la végétation et aux couleurs. Bien que poussée dans ce cas-ci à son paroxysme, cette vision imprègnera hélas l'essentiel du contact entre Europe et «Nouveau Monde» dans les décennies et siècles qui allaient suivre!; elle reste tout à fait d'actualité dans les récits de voyages ou de vacances que l'on peut entendre lors de certaines «soirées photos» organisées entre amis dans notre société occidentale.

Zoos humains

Dans ce contexte, l'ethno-tourisme résonne comme l'expression malsaine d'une structure coloniale. Ainsi, les dynamiques d'opposition entre «sauvages» et «civilisés» –ainsi que la mise en vitrine des premiers pour le divertissement de ces derniers– ne sont en rien nouvelles et peuvent être par exemple considérées dans la droite ligne des expositions coloniales des XIX^e et XX^e siècles. Elles s'inspirent d'une même vision orientaliste et exotique de l'autre, l'autochtone étant ramené à des schémas de compréhension et de classification prédéfinis et imposés aux pays «non civilisés» ou «en voie de développement».

De même, l'ethno-tourisme ne diffère pas d'une mise en spectacle qui s'inspire d'une logique de «zoo humain» où le visiteur recherche chez le «visité» le folklorique, l'exotique, l'originalité, voire la bizarre; au centre de l'attention, le corps de l'autre.

Effets de marché

Malgré ces explications d'ordre sociologique, c'est également dans les impératifs économiques qui sous-tendent l'industrie du tourisme qu'il faut chercher les causes du développement de l'ethno-tourisme. Son offre s'inscrit en effet dans une logique de consommation et répond à une demande de découverte du public (essentiellement occidental). Dans une industrie soumise à une concurrence exacerbée par le développement d'internet, «l'innovation» ultime, après avoir exploré faune, montagnes, déserts, jungle ou calotte glaciaire, est logiquement le «safari humain».

Si l'ethno-tourisme est intolérable d'un point de vue éthique, s'y opposer n'est pas sans ambiguïté. En effet, comme toute activité touristique, ce développement pose la question de la relation de dépendance qui s'instaure entre les populations et régions qui «importent» des touristes et ces derniers. Bien que pernicieuse, cette dépendance est pourtant bien réelle sur le plan économique, puisque le tourisme figure en bonne place des sources de revenus de nombreux pays du Sud.

L'ethno-tourisme ne fait pas exception à cette règle puisque les communautés indigènes participent parfois activement à leur propre exploitation

touristique: tel est le cas des projets mis en place par la compagnie Wild Frontiers, qui développent des lieux d'hébergements pour touristes au sein des communautés autochtones (comme par exemple les Kush au Pakistan), en «joint venture» avec ces dernières qui reçoivent le 50% des bénéfices. Ceci pousse le directeur de cette agence de voyage, Jonny Bealby, à affirmer que l'ethno-tourisme peut «bénéficier à tout le monde s'il se développe correctement» (cité dans The Guardian).

La sensibilisation comme salut

Quelle que soit le crédit que l'on accorde à de telles déclarations, la réalité de cette dépendance économique et les énormes intérêts économiques qui la sous-tendent expliquent la difficulté qu'il y a à introduire des considérations éthiques dans les pratiques du tourisme en général, et celles de l'ethno-tourisme en particulier. Il en est alors de celui-ci comme de toute activité économique qui représente de grands dangers pour une population ou pour l'environnement: il convient de dénoncer ces pratiques et de veiller à ne pas se rendre complices en tant que consom'acteurs– de tels agissements. Ce souci est d'ailleurs au cœur de l'action de l'ONG Tourism Concern, qui met en avant les violations des droits humains (droit à la terre, à la dignité, protection contre l'exploitation culturelle, etc.) qui sont bafoués par certaines pratiques de l'industrie du tourisme. Face aux intérêts financiers en jeu, seul un important travail de sensibilisation peut en effet permettre de placer les impératifs éthiques, culturels ou environnementaux au-dessus des considérations économiques qui donnent hélas son tempo au développement du tourisme et de ses déclinaisons «éco» ou «ethno». ●

Jonas Pasquier

Un jeu sur le tourisme social et solidaire «Pazapa» a été réalisé par l'association Tourism for Help et le WWF. Il peut se commander sur le site <http://www.tourismforhelp.org/contact> ou en écrivant à service-info@wwf.ch
1. Tzvetan Todorov, *La conquête de l'Amérique*, Paris, Points, 1991